

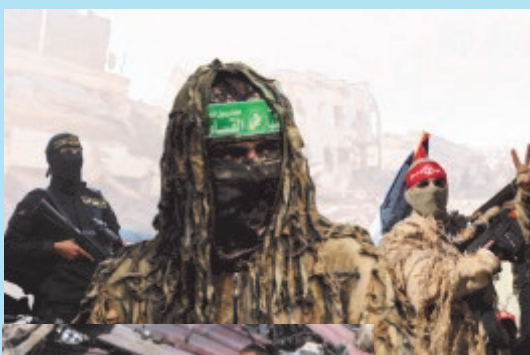
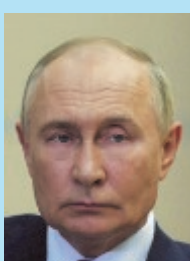
La Voix des Communistes



N° 32
2e semestre
2024
2 €

Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes**
Pour la construction du **Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France**

L'ennemi c'est l'impérialisme sous tous les visages



La résistance est partout sous toutes les formes

Légendes des images de la couverture

Des manifestations massives se sont déroulées dans toute la France le 19 janvier 2023 contre la modification du régime des retraites. Et des grèves importantes ont débuté dans de nombreux secteurs.

Voir notre article :

<https://rocml.org/vdc-2023-09-no-31-p-04-11/>



Depuis la fin du 19e siècle, le peuple palestinien subit la mise en oeuvre et le maintien de la domination sioniste en Palestine. Les groupes armés de libération nationale poursuivent leur lutte contre l'occupant sioniste.

Il existe plusieurs groupes armés de résistance à Gaza. Les plus importants en termes de nombre, de force et de préparation militaire sont les Brigades Al-Qassam, la branche militaire du mouvement politique Hamas. Elles sont suivies par les Brigades Al-Qods, la branche armée du Jihad islamique palestinien (JIP). Les Brigades Abu Ali Mustafa, la branche armée du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), sont également présentes militairement à Gaza.

Il existe d'autres groupes de combat, tous opérant sous la direction de la "Chambre commune" des factions palestiniennes. Des estimations approximatives situent le nombre de combattants du Hamas à 30.000-40.000, du JIP à 12.000 et du FPLP à plusieurs milliers.



Au Bangladesh, en juillet-août 2024, se développent des mouvements massifs de protestation contre le gouvernement. La répression cause des centaines de morts. Le Premier ministre fuit le pays. La situation reste marquée par les tensions entre la population musulmane majoritaire, et la minorité hindoue.



De vastes étendues de Gaza ont été ravagées par la guerre en cours (image datant d'avril 2024).

Voir nos articles :

<https://rocml.org/peuple-palestinien-refus-occupation-coloniale-sioniste/>

<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-palestine/>



Au Chili, la CAM (Coordinadora Arauco-Malleco) est un mouvement de résistance des communautés mapuches qui luttent pour la récupération, le contrôle et la reconstruction de leur territoires historiques dans un cadre d'autonomie matérielle, culturelle et spirituelle. En mars 2024, a débuté à Temuco le procès contre le porte-parole de la CAM, Héctor Llaitul Carrillanca, prisonnier politique en détention préventive depuis deux ans, accusé par l'État du Chili en vertu de la loi sur la sécurité intérieure de l'État. En mai a été prononcé le jugement : Llaitul a été condamné à 15 ans de prison en tant qu'"auteur des délits de violation (...) de la loi sur la sécurité de l'État"; en outre, il est condamné à trois ans pour atteinte à l'autorité ainsi que cinq ans pour vol. Ce dernier point se réfère à des actions de la part de la CAM consistant à récupérer du bois officiellement propriété des entreprises forestières.

Voir nos articles :

<https://rocml.org/vdc-2022-09-no-30-p-33-48/>

<https://rocml.org/chili-proposition-constitution-camoufle-nature-etat-pouvoir/>



Extraits de la déclaration prononcée par Llaitul lors de la première session de jugement

[<https://vocesenlucha.com/declaracion-hector-llaitul-juicio/>]

[...] Il me semble qu'ici il prévaut encore une réalité basée sur un choc des cultures, nous ne pouvons pas nous comprendre entre Mapuche et non Mapuche, entre la société chilienne et [...] le peuple de la nation Mapuche, car il semble que la revendication de la Nation Mapuche soit d'emblée sujette aux préjugés, à l'amertume, aux antagonismes, et possiblement à la guerre. Toutefois la déclaration de la guerre n'est pas de notre fait. La guerre nous a été déclarée [...].

C'est pourquoi je dis qu'il y a un choc des cultures, qui repose sur la façon de comprendre la jurisprudence. L'accusation qui prétend que mes paroles constituent une attaque ou une incitation à la violence ou une apologie de la violence - cette accusation repose sur des normes, des doctrines, des systèmes ou des méthodes qui sont de conception absolument non mapuche. Ils sont de type occidental. Notre manière de s'exprimer, de ressentir, de regarder le monde, de vivre ce monde, n'est pas la même que celle des non-mapuches. [...]

J'assume mes responsabilités, d'être l'expression de mon peuple, et je le fais par conscience, parce que ma conscience me le dicte, je le fais parce que je suis mandaté. [...] Je suis en prison depuis presque deux ans et pourtant le conflit continue, les confrontations, les contradictions, la réalité, persistent. La militarisation de Wallmapu [territoire ancestral du peuple et de la nation Mapuche], les énormes dépenses engagées pour maintenir des troupes, des systèmes, des armes, des véhicules blindés pour contenir les communautés qui luttent, principalement contre les entreprises forestières, cette réalité demeure.

[...] Nous ne luttons pas contre le paysan pauvre ou contre le Chilien ordinaire. [...] à la CAM nous ne luttons pas contre n'importe qui, nous luttons contre ceux qui nous maintiennent asservis, aculés et dépourvus de droits. Et nous désignons les entreprises forestières, ces groupes économiques qui se vantent aujourd'hui de se trouver parmi les fortunes les plus impressionnantes d'Amérique latine. Alors que le peuple mapuche reste confiné aux normes ou niveaux de pauvreté les plus bas, selon l'État chilien lui-même. [...]

Le point réside dans le raisonnement qui a trait au fait que les normes juridiques, à notre avis, ne correspondent pas à la réalité culturelle mapuche. Ce qui pour vous est ou peut être un délit, ou peut être un crime, est pour nous justice, est un devoir. [...]

Avec la monoculture, il n'y a pratiquement rien, seulement un bien matériel pour l'accumulation de richesses. Je viens de Llen Llen, le lac le plus propre d'Amérique latine, où nous avons lentement défriché la forêt pour que les communautés puissent vivre avec la biodiversité nécessaire, qui signifie aussi des eaux propres, des noisetiers, des animaux, de la flore et faune. [...] Nous préférons cela mille fois à l'extractivisme, à la monoculture, qui acidifie les sols, qui laisse nos espaces arides, sans eau, qui nous maintient soumis uniquement à travailler dans le système ou à survivre dans le système. Nous ne cherchons pas l'enrichissement comme on nous le reproche. Jamais nous n'avons recherché l'enrichissement. Ce que nous recherchons, c'est l'expression naturelle de toutes les formes de vie. [...]

Des travailleurs migrants affrontent la police paramilitaire chinoise à Pékin à propos d'un conflit salarial. Les grèves et les manifestations ouvrières se multiplient dans toute la Chine. (image datant de 2016).

Voir nos articles :

<https://rocml.org/vdc-2023-09-no-31-p-34-45/>

<https://rocml.org/vdc-2023-09-no-31-p-46-61/>



SOMMAIRE

	Page
Éditorial : Dissolution de l'Assemblée nationale La situation avant, pendant, après	4
Le Peuple où la classe - il faut choisir	5
Pour réaliser l'unité de la classe ouvrière il faut combattre le capitalisme sur le plan idéologique et politique	9
Élections européennes : comprendre l'hypocrisie de la rhétorique d'extrême-droite	15
Sous le système mondial du capitalisme impérialiste il ne peut y avoir la paix, seulement des accalmies passagères et localisées	21
La Russie, pays capitaliste impérialiste	29
Quelques groupes monopolistiques russes	44
La Russie capitaliste impérialiste - Aspects théoriques / idéologiques	51

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Il diffuse la *Voix des Communistes*, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

**Rassemblement Organisé des
Communistes Marxistes Léninistes**

roc.ml@laposte.net

<http://rocml.org/>

Dissolution de l'Assemblée nationale

La situation avant, pendant, après

La dissolution de l'Assemblée nationale est l'aboutissement de divergences entre les forces politiques qui prétendent toutes oeuvrer en faveur du bien-être des électeurs auxquels elles s'adressent. Mais tous leurs représentants - du Rassemblement national à la France insoumise en passant par l'"axe républicain" - sont conscients du fait que la base de la sphère politique, c'est l'économie - le capitalisme, les détenteurs du capital. Et dans les faits ils assument la défense des intérêts de ceux-là.

En l'état actuel des choses, les travailleurs sont dans leur grande majorité déboussolés. Ils n'ont pas suffisamment conscience du fait que l'Assemblée nationale ne représente pas la "Nation", mais - directement ou indirectement - les intérêts de la classe capitaliste présente sur le territoire français. Des luttes, des mouvements, contre la réalité que subissent les travailleurs et les couches populaires se produisent fatalement, et peuvent obtenir des victoires. Mais ce qui prévaut au bout du compte, c'est l'idée de promouvoir des députés et des maires censés mettre en pratique une politique qui améliore les conditions de vie de cette partie de la population.

Depuis longtemps les mécontentements et les revendications s'expriment dans deux cadres : les organisations syndicales et des mobilisations telles que les "gilets jaunes".

Les mouvements du type "gilets jaunes", "bonnets rouges", "nuit debout", et similaires, ont une portée restreinte, de par leur composition sociale hétérogène et leur durée d'activité fatalement limitée. L'association Attac relève d'une approche similaire en s'efforçant de durer, mais subit aussi l'usure du temps.

Les mouvements syndicaux, par nature, ne sont pas condamnés à rester éphémères : l'exploitation des travailleurs dans les entreprises persistera tant qu'existera le capitalisme. Cependant, les conditions ne sont pas encore réunies pour que leurs activités soient reliées à la lutte de classe qui doit se déployer pleinement sur le terrain politique. La conscience des militants syndicaux et des travailleurs en général reste handicapée parce qu'ils tendent à envisager l'activité revendicative dans l'entreprise comme étant séparée de la politique.

Contrairement à certaines confédérations syndicales qui se déclarent d'office "apolitiques", la CGT ne s'interdit pas par principe d'assumer des positions de nature politique. Ainsi, en vue des élections qui se tiennent suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, le Comité Confédéral National (CCN) appelle à voter pour les candidats du "Nouveau Front populaire". Nous ne lui reprocherons pas l'initiative de formuler une analyse politique - mais nous constatons que la position adoptée reflète les orientations erronées, réformistes, qui prévalent au sein de la CGT à différents niveaux, jusqu'à la base.

Le CCN de la CGT considère que le programme du "nouveau front populaire" constitue une "rupture avec le néolibéralisme et le fascisme". Modifier le fonctionnement pratique du mode de production capitaliste ne peut nullement libérer les travailleurs de l'exploitation qu'ils subissent. Évoquer la rupture avec le fascisme, c'est banaliser la référence à l'expérience historique des dictatures antérieurement instaurées par le grand capital dans différents pays. Le CCN met en garde que "notre République et notre démocratie sont en danger". Le système politique en place actuellement n'est pas le "notre". Rappelons que le premier régime socialiste, instauré sur la base de la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, était celui de l'URSS - Union des Républiques socialistes soviétiques -, de nature totalement différente par rapport aux régimes de "république démocratique" actuels.

L'évolution du contexte depuis ces dernières années est effectivement préoccupante. Du côté des travailleurs les forces de résistance organisées sont insuffisantes et en recul. À l'exception de quelques rares mouvements d'ampleur tels que les mobilisations contre la modification du régime de retraite, les luttes sont sporadiques et manquent de continuité. Du côté des employeurs et des capitalistes en général, la volonté de soumettre les travailleurs à la discipline de l'exploitation est permanente et la répression se renforce. Cette dégradation de la situation des travailleurs se développe en lien avec l'accentuation des difficultés et des contradictions internes qui affectent le système capitaliste mondial. Les situations de stagnation et de crises économiques se multiplient, la bourgeoisie mondiale se heurte à des obstacles

multiples dans le processus qui vise l'accumulation du capital et l'obtention du profit basé sur la plus-value. La cause réside dans le fonctionnement même des rapports de production capitalistes, marqué en particulier par la rivalité entre groupes monopolistiques et la concurrence entre puissances impérialistes. Quant à la sphère politique, le fait est que les orientations dites "réactionnaires" - c'est-à-dire qui ne se soucient pas de respecter une apparence "progressiste" - s'approfondissent. Mais le RN n'est pas seul à oeuvrer en ce sens, et il faut dire que d'autres qui - tels que Gérard Darmanin - adoptent des positions similaires ne sont pas simplement motivés par des considérations électoralistes mais promeuvent ce qu'ils jugent être dans l'intérêt du capital.

Les facteurs décrits ci-dessus étaient déjà en train de se développer avec Emmanuel Macron comme président. La formation d'un gouvernement dirigé par le RN ne serait pas le point initial d'une gouvernance qui bouleverserait les champs politique et économique. Néanmoins, un tel gouvernement renforcera l'application de mesures aggravant les conditions de vie des travailleurs et des couches populaires. Et il emploiera plus "efficacement" les forces de répression,

au sein desquelles il est fortement implanté, il élargira sans hésitation leurs compétences d'action et les libèrera des "entraves" juridiques.

La routine de "démocratie" imposée par la bourgeoisie au pouvoir incite les travailleurs à utiliser l'"arme" du bulletin de vote. Or, le facteur essentiel, c'est la prise de conscience de la part des travailleurs au sujet du fait que leur position au centre de la production leur donne précisément les leviers pour bouleverser la situation.

L'unique perspective qui puisse permettre à franchir les obstacles, c'est la construction du parti de l'avant-garde de la classe ouvrière, afin de mettre en oeuvre la lutte classe contre classe - classe ouvrière exploitée contre classe capitaliste exploiteuse - qui seule peut obtenir les victoires, au-delà des illusions et des déceptions liées à l'idée de vouloir changer la société en votant pour les instances de la "République démocratique".

Le ROCML

Rassemblement organisé des communistes marxistes-léninistes

25 juin 2024

Le Peuple où la classe - il faut choisir

La séquence menant des élections européennes aux élections nationales en passant par la dissolution de l'Assemblée a produit un contexte désordonné et instable au niveau des institutions parlementaires. Les diverses analyses proposées par des défenseurs de la "démocratie" montrent - contrairement à leurs intentions - que ce système de structuration politique a pour fonction de camoufler la dominance d'une composante particulière de la population sous l'apparence d'une gestion "équitable" de la société. Formellement, la "Démocratie" se définit comme système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par le peuple, par l'ensemble des citoyens. Les élections parlementaires sont censées permettre périodiquement à "l'ensemble des citoyens" de fixer le programme qui permettrait d'appliquer en pratique leur volonté collective. Or le déroulement effectif des élections montre régulièrement que "le peuple au pouvoir" se réduit à chaque fois à une portion partielle de la population, composée d'un mélange bâtard de groupes ayant des intérêts et des objectifs diversifiés,

lesquels ne peuvent être associés entre eux qu'au prix de marchandages au cours desquels les uns et les autres font subir des accommodements plus ou moins importants à leurs prétentions. Et les citoyens qui sont représentés par des députés dont le nombre n'est pas suffisant pour avoir une place à la table de négociation, n'ont de toute façon pas voix au chapitre.

En politique, une question - qui se présente sous des aspects multiples exprimant une seule et même problématique - est omniprésente, celle de savoir comment concevoir sa propre position en rapport avec le pays, la nation, l'État, le gouvernement, le peuple.

La Constitution française du 24 juin 1793 [1] inclut la "Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen". L'Article 25 de cette Déclaration stipule : "La souveraineté réside dans le peuple; elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable." L'Acte constitutionnel reprend ce principe dans son Article 1 et précise dans son Article 7 : "Le peuple souverain est

l'universalité des citoyens français." La Constitution actuelle (de 1958) est en continuité avec cette vision, comme le rappelle par exemple la Présidence[2] :

"La République française est indivisible, laïque, démocratique et sociale". Telle est l'affirmation solennelle du premier article de la Constitution française, en une formule qui résume les quatre piliers de l'esprit républicain. Aucun individu, aucune partie de la population française, ne peut s'arroger un exercice de la souveraineté qui appartient aux citoyens français dans leur ensemble. Le peuple exerce son pouvoir de décision par la voie des représentants qu'il a élus ou du référendum.

La lutte de classe n'est pas soluble dans l'océan du "peuple"

Une opinion courante fait valoir que la République qui se dit "démocratique" n'est en réalité "pas assez" démocratique parce que le gouvernement ne respecte "pas assez" la volonté du "peuple souverain". Alors pour forcer le gouvernement à modifier sa façon de procéder et ses décisions, se déploient des mouvements revendicatifs - ce qui est évidemment une nécessité élémentaire -, mais sont élaborées aussi diverses propositions dans l'intention d'améliorer les mécanismes de fonctionnement des institutions, notamment par le biais de référendums. Or, les efforts de mettre en pratique les théories bienpensantes butent contre des réalités fondamentales.

Affirmer que "la souveraineté réside dans le peuple; elle est une et indivisible" signifie considérer que "le peuple" forme un tout indivisé. Or, fondamentalement le contraire est vrai : le peuple français est essentiellement divisé, divisé en classes - classe ouvrière et classe capitaliste. Dans le cadre de la société telle qu'elle est, le poids des deux classes (de leurs membres) pour peser sur la réalité présente et future est déterminé selon les caractéristiques propres à chacune des deux composantes : pour les capitalistes c'est la masse du capital qu'ils possèdent, tandis que pour les travailleurs c'est la force de travail qu'ils peuvent mettre au service des capitalistes. Ainsi les capitalistes sont les maîtres du pouvoir, quelques soient les méandres procéduriers à travers lesquels ils s'efforcent de maintenir la fiction de la démocratie.

Certes, entre les deux "extrêmes", c'est-à-dire les multimilliardaires d'un côté et les travailleurs

proprement dits de l'autre, existent des couches qui se distinguent par divers aspects spécifiques dans leur situation. Il y a des capitalistes acculés à la faillite, des petits artisans, des salariés occupant des postes de direction dans les entreprises, des fonctionnaires au service du gouvernement. Mais les individus formant cet éventail ne peuvent nullement s'affranchir du choix qui se réduit à deux possibilités alternatives : une vie et un avenir guidés soit par la classe des capitalistes soit par la classe ouvrière.

Il faut noter que la "Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen" stipule dans son Article 16 : "Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie." Ainsi pour le capitaliste est garanti le droit "de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, et de son industrie", c'est-à-dire de son capital investi, que ce soit sous forme d'entreprises propres ou d'actions - ainsi que des "bénéfices" qui en résultent et lui permettent d'acquérir toutes sortes de biens dont la propriété lui est également garantie. Quant au travailleur, lui est garanti ce même droit "de jouir et de disposer à son gré de" etc. - sachant que l'expression "à son gré" constitue un euphémisme au regard de ce que sont les conditions de vie d'un travailleur.

La "compétition" entre partis politiques est une illusion

Les bourgeois comme les prolétaires sont représentés en politique par toute une gamme de partis qui proposent des programmes inspirés par des objectifs plus ou moins partiels. Cependant cette dispersion ne met pas les uns et les autres sur un plan d'égalité. Les capitalistes sont en concurrence entre eux, mais se maintiennent en tant que tels : leurs capitaux sont mobiles et peuvent être investis au gré des circonstances. Les travailleurs sont aussi en concurrence entre eux, mais ce sont les capitalistes qui imposent leur pouvoir de sélection.

La réalité montre que la bourgeoisie, au-delà des divergences qui peuvent introduire des séparations en son sein, est solidaire dans le maintien d'une base commune d'intérêts. Selon les secteurs particuliers d'activité économique, les objectifs concrets des capitalistes peuvent différer, mais le point commun sera toujours l'exploitation maximum des travailleurs.

La dégradation des libertés pèse sur les travailleurs et les couches populaires, pas sur la bourgeoisie. Les guerres sont déclenchées par les bourgeoisies, dont une partie se trouvera vaincue, mais de toute façon les populations ne seront jamais gagnantes. Quant à la large palette de partis qui peuvent concourir pour obtenir des sièges à l'Assemblée, ils ont en principe des raisons d'être spécifiques propres : chacun vise à promouvoir les intérêts de composants particuliers de la population, selon les cas parmi les couches populaires, ou la bourgeoisie moyenne, ou la grande bourgeoisie - avec aussi des alliances entre groupes divers. (Le cas du RN est abordé sous cet angle dans l'article ayant pour sujet les élections au Parlement européen, p. 15-21 dans le présent numéro de *La Voix des Communistes*.) Certes, la "bataille électorale" donne lieu aussi à des manoeuvres pas toujours bienveillants à l'égard de tel ou tel parti, mais cela n'est qu'un aspect secondaire.

Le "Nouveau Front populaire" met en évidence le fait que la classe ouvrière ne peut réaliser son émancipation dans le cadre du système politique de la "République démocratique". La situation issue des élections est particulièrement confuse. La coalition bigarrée allant du PS à LFI est condamnée à sombrer dans des tractations de compromis effaçant toute ligne conductrice claire. Même en supposant que l'insistance de vouloir former un gouvernement aboutisse, cela ne produira aucun effet valable par la suite.

Comparé aux partis politiques - y compris le PCF tel qu'il est -, la CGT en tant qu'organisation syndicale peut représenter les travailleurs de façon authentique, dans le domaine des luttes économiques revendicatives. Néanmoins, en se plaçant sur le plan politique, elle ne fait que consolider sa soumission à la problématique inhérente à la perspective réformiste. Une lutte revendicative face aux employeurs - sur les questions des conditions de travail, de salaire, de vie en dehors du travail... - peut amener des résultats positifs, mais qui resteront fatalement limités en ce qu'ils ne priveront pas les capitalistes de leur prédominance au niveau de l'économie globalement.

La Révolution de 1917 en Russie a rompu avec la démocratie bourgeoise

Voici un résumé de ces événements historiques, dont la signification est exemplaire.

Parmi les prémisses essentielles, il faut en mentionner deux.

- En 1898 est fondé le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Sa scission, en 1903, lors de son 2e congrès, aboutit à l'opposition entre "bolcheviks" et "mencheviks" ("majoritaires" et "minoritaires").

- La "Révolution de 1905" durant laquelle apparaissent les soviets[3] :

Une organisation de masse d'un caractère original se forma dans le feu du combat : les célèbres Soviets de députés ouvriers, assemblées de délégués de toutes les fabriques. Dans plusieurs villes de Russie, ces Soviets de députés ouvriers assumèrent de plus en plus le rôle d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, le rôle d'organes et de guides des soulèvements. On tenta de créer des Soviets de députés de soldats et de matelots, et de les associer aux Soviets de députés ouvriers.

Après une période de reflux du mouvement ouvrier, surviennent les événements de février 1917. À Petrograd, un groupe de députés de la Douma (Assemblée législative, dans la Russie tsariste) forme un comité provisoire, et des dirigeants du Parti socialiste révolutionnaire créent un comité exécutif provisoire du Soviet de Petrograd (dont la formation date de 1905) tout en appelant à l'élection de délégués dans les usines et les unités de soldats.

Un gouvernement provisoire est formé sous la direction du prince Gueorgui Lvov, composé majoritairement de représentants du Parti constitutionnel-démocrate (KD), ainsi que du Parti octobriste (Union du 17 octobre [1905]). Alexandre Kerenski, du Parti socialiste révolutionnaire, vice-président du Soviet de Petrograd, est ministre de la Justice. En avril un délégué menchevik sera intégré au gouvernement provisoire. Le Soviet de Petrograd reconnaît la légitimité du gouvernement provisoire. Le tsar Nicolas II cède le trône à son frère, qui abdique à son tour. Dans tout le pays des soviets sont constitués, des comités de soldats, d'usine, de quartier émergent.

En avril Lénine, qui était en exil depuis 1914, réussit à rentrer en Russie. Il propose des mots d'ordre : "À bas la guerre!", "À bas le gouvernement provisoire!", et "Tout le pouvoir aux soviets!".

Progressivement, au cours de l'été et de septembre 1917, au sein des soviets les bolcheviks prennent le pas sur les mencheviks. Le 9 septembre, de nouvelles élections donnent une majorité aux bolcheviks dans presque tous les soviets des centres industriels du pays. Le 25 octobre les bolcheviks s'emparent du Palais d'Hiver (résidence officielle des tsars) et des principaux centres du pouvoir. Les 25-26 se tient le 2e Congrès panrusse des Soviets. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires quittent la salle. Le Congrès entérine un gouvernement exclusivement bolchevik. Le 12 novembre a lieu l'élection d'une Assemblée constituante, où les socialistes-

révolutionnaires dominant, les bolcheviks n'obtenant que 175 sièges sur 703. Le 5 janvier 1918, lors d'une réunion de l'Assemblée constituante, la majorité refuse d'avaliser les décrets du gouvernement. Le gouvernement décide alors de dissoudre l'Assemblée au profit du Congrès des Soviets.

*

Du point de vue de la classe capitaliste en France - comme ailleurs - de tels événements sont condamnables, officiellement parce qu'ils sont contraires à la "démocratie". Mais ils ont incarné la seule voie vers la libération de la classe ouvrière du système d'exploitation capitaliste.

Notes

1. <https://www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-1793>
2. <https://www.elysee.fr/la-presidence/les-principes-de-la-republique>
3. V. Lénine : Rapport sur la Révolution de 1905.
http://321ignition.free.fr/pag/fr/lin/pag_002/Lenin_001.htm

Voici des extraits d'un "Appel à la population" lancé à Petrograd, signé par V. Oulianov (Lénine), Président du Conseil des Commissaires du peuple, le 5 novembre 1917 (selon calendrier julien en vigueur en Russie, ce qui correspond dans le calendrier grégorien utilisé en Occident au 18 novembre).

[V. Lénine, Oeuvres, tome 26; Paris, Éditions sociales, 1967; p 310.]

Aux camarades ouvriers, soldats, paysans, à tous les travailleurs!

La révolution ouvrière et paysanne a définitivement triomphé à Petrograd [...]. La révolution a triomphé aussi à Moscou. [...] Du front et des campagnes affluent chaque jour, à chaque instant, des informations sur le soutien que l'énorme majorité des soldats dans les tranchées et des paysans dans les districts apportent au nouveau gouvernement et à ses décrets concernant la proposition de paix et la remise immédiate de la terre aux paysans. La victoire de la révolution des ouvriers et des paysans est assurée, car déjà la majorité du peuple la soutient. [...] Nous avons pour nous la majorité du peuple. Nous avons pour nous la majorité des travailleurs et des opprimés du monde entier. Nous avons pour nous la cause de la justice. Notre victoire est assurée. [...]

Camarades travailleurs! Rappelez-vous qu'à présent c'est vous-mêmes qui dirigez l'État. Nul ne

vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et si vous ne prenez toutes les affaires de l'État entre vos mains. Vos Soviets sont désormais les organismes du pouvoir d'État, nantis des pleins pouvoirs, des organismes ayant pouvoir de décision. [...]

Camarades ouvriers, soldats, paysans, camarades travailleurs! Prenez tout le pouvoir et confiez-le à vos Soviets. Gardez comme la prunelle de vos yeux la terre, le blé, les fabriques, l'outillage, les denrées alimentaires, les moyens de transport - tout cela sera désormais totalement votre bien, le bien du peuple tout entier. En accord avec la majorité des paysans et avec leur approbation en suivant les voies indiquées par l'expérience pratique des paysans et des ouvriers, nous marcherons graduellement mais avec résolution vers la victoire du socialisme que les ouvriers d'avant-garde des pays les plus civilisés consolideront, qui donnera aux peuples une paix durable et les délivrera de toute oppression et de toute exploitation.

Pour réaliser l'unité de la classe ouvrière il faut combattre le capitalisme sur le plan idéologique et politique

La classe ouvrière est parcourue de divisions

Dans notre journal, nous avons déjà examiné le rôle fondamental de la classe ouvrière sur la voie de la révolution, ce qui la distingue des autres classes et couches sociales, les difficultés liées à sa situation... Dans le présent article, nous tenterons de montrer que l'unité de la classe ouvrière ne pourra pas être atteinte tant que sa vision et son action resteront limitées à des revendications strictement économiques. Le fait est que, malgré tous les efforts des travailleurs, les obstacles persistent sur les plans de l'organisation et des opinions, - obstacles, en dernière analyse, d'ordres politique et idéologique.

L'état des lieux concernant l'organisation politique de la classe ouvrière montre aujourd'hui (et depuis longtemps) l'absence, en France, d'un parti communiste véritablement marxiste-léniniste. Idéologiquement et politiquement les courants révisionnistes/réformistes, et même bourgeois (en lien avec le PS) dominent au sein des organisations de la classe ouvrière. C'est vrai aussi pour la CGT. À partir de la division de la CGT, avec la création de FO en 1947, l'influence du Parti communiste a commencé à diminuer. La signification de cet événement est très importante, en ce que FO a été fondé sous l'influence de la bourgeoisie exercée à l'intérieur même de la classe ouvrière et que l'enjeu de casser le front syndical qui liait la classe ouvrière de France à l'URSS était une préoccupation pour la bourgeoisie internationale.

Dès le départ, différents courants étaient présents au sein de la classe ouvrière. La CGT comprenait des réformistes, des anarchistes, et - après la révolution soviétique (bolchévique) en Russie - des communistes. L'adoption de la Charte d'Amiens (au 9e congrès de la CGT en 1906) constituait un compromis entre les représentants de la tradition communiste telle qu'elle existait à l'époque et les anarchistes. Sa signification est aujourd'hui interprétée de façon totalement déformée. Celle-ci formulait expressément comme objectif l'abolition du salariat[1], or, actuellement, tous les syndicats, hormis la CNT-SO[2], ont abandonné ce but.

Un premier facteur déterminant les difficultés en rapport avec la construction de l'unité de la classe

ouvrière, c'est que les divisions politiques qui affectent la classe ouvrière alourdissent les conséquences provenant des divisions au niveau syndical. Or seul un parti politique propre à la classe ouvrière peut réunir celle-ci autour d'une ligne politique conséquente et cohérente, aux plans national et international. Le fondement de cette ligne doit être le suivant : les intérêts de la classe ouvrière ne peuvent être défendus correctement et efficacement qu'en opposition totale à la classe capitaliste.

Deuxième facteur important : la classe ouvrière n'est pas homogène par nature. En pratique, la division du travail intervient à tous les niveaux de la société, dans sa globalité, jusqu'à l'atelier d'usine en passant par les grands groupes et les entreprises. Il en résulte naturellement des divisions entre les travailleurs, selon leur situation, leur profession, leur lieu d'activité. Mais surtout, la société capitaliste développe fondamentalement des inégalités : évidemment entre capitalistes et travailleurs, mais aussi parmi les travailleurs eux-mêmes. Sans cesse toutes sortes de mesures sont mises en oeuvre pour permettre aux capitalistes d'obtenir le plus de profit possible, ce qui implique l'accentuation continue de l'exploitation des travailleurs. Pour survivre chaque membre de la classe ouvrière, le prolétaire, se trouve en concurrence permanente avec les autres, - eux aussi dans la même situation, - pour trouver du travail, un emploi relativement convenable, avec un salaire pas trop maigre... Car, spontanément, chacun agit individuellement, selon une vision restreinte. Même les syndicalistes ont tendance à ne pas regarder au-delà de leur proche périmètre, tendance favorisée par une culture corporatiste : ignorer les intérimaires, ou les salariés d'autres entreprises. Il suffit de regarder la quantité de conventions collectives aux contenus variés, sans parler des ouvriers chômeurs ou de ceux qui occupent un emploi précaire, dont le nombre ne cesse d'augmenter. La loi capitaliste fondamentale consiste à investir pour obtenir la plus-value qui se transforme en profit. Si le capitaliste constate que son investissement actuel n'aboutit pas en ce sens, il cherchera une autre "affaire" rentable, et s'il n'en trouve pas, il mettra sa fortune de côté plutôt de l'employer à perte. Et au-delà des circonstances individuelles momentanées, surviennent des périodes

de crise qui entravent globalement le fonctionnement du système capitaliste.

La bourgeoisie détient le pouvoir décisionnel et exécutif

Ces explications doivent être bien comprises pour surmonter un manque de conscience essentiel parmi le mouvement ouvrier : l'ignorance du fait que dans le système économique capitaliste la classe ouvrière n'est pas simplement opposée à la classe des capitalistes, mais cette dernière détermine le cours des événements. Les travailleurs, la classe ouvrière, ne contrôlent pas les mécanismes ni les prises de décision de la part de la classe capitaliste dominante. C'est en cela que l'attitude des réformistes consistant à faire des propositions de grande portée apparente, comme par exemple la "réindustrialisation", est nuisible. Cela détourne l'espoir des travailleurs vers des perspectives illusives. Ces "solutions" fictives ne s'accordent pas avec les intérêts des capitalistes. Soit ils les ignorent tout simplement, soit ils les intègrent dans leurs discours mais prennent des décisions qui se retournent quand-même contre les travailleurs.

Une analyse globalement erronée entraîne des arguments erronés. On vise les actionnaires qui n'investissent pas en France, on défend l'esprit d'entrepreneur (on laisse de côté ici la question de l'adhésion éventuelle à la CGT, à titre individuel, d'un entrepreneur), car pour réindustrialiser on aurait besoin de ce "bon patriote". Avec des tels discours il ne faut pas s'étonner que les travailleurs ne fassent pas la différence entre ces propositions et celles du Rassemblement national (RN).

Pour revenir sur la question de la division du travail, il faut examiner le salariat autant sur le plan quantitatif que celui qualitatif. La distinction entre ouvrier et salarié peut introduire des confusions. Certaines tendances partielles vont vers une diminution du nombre d'ouvriers. Mais il n'y a pas une évolution globale en ce sens. Ce qui a changé depuis quelques décennies, c'est surtout l'organisation et la hiérarchisation des emplois. On peut situer un tournant vers les années 1980-1990. La "gestion de la main-d'oeuvre" se fait à travers la sous-traitance, l'intérim, les vacations, jusqu'aux contrats dits de "prestation de service". Les capitalistes veulent naturellement toujours plus exploiter les travailleurs, en prolongeant la journée du travail, avec en plus le

travail le samedi, dimanche, etc. Ce qui compte pour eux, c'est d'augmenter au maximum la proportion globale de temps pendant laquelle un salarié travaille pour eux durant un jour, une semaine, un an,... sa vie. L'idéal serait 24h sur 24h, 7j sur 7j.

S'opposer à cette volonté du capital est une lutte qui restera permanente, tant que la société capitaliste ne sera pas renversée. Dans certains textes et colloques syndicaux, on parle de "mutation du travail". Souvent les débats tournent autour de l'organisation du travail, de la gestion de l'économie. Mais le lien de subordination des travailleurs vis-à-vis des employeurs et les rapports entre eux-mêmes ne sont pas correctement abordés.

Alors l'unité de classe peut être atteinte uniquement par la lutte idéologique, politique et organisationnelle. Pour que la classe ouvrière devienne une classe "pour soi" - c'est-à-dire, pour que les travailleurs prennent conscience subjectivement du fait qu'ils constituent objectivement une classe -, l'impulsion doit venir d'une avant-garde organisée. En dehors d'un tel contexte, des luttes partielles ni même des mouvements organisés, à caractère économique spontané, n'aboutissent pas à une unité de classe. (Voir nos analyses dans la brochure "Notre combat"[3]). Rappelons que, depuis les années 1980 malgré plusieurs mouvements importants d'envergure nationale ou régionale qui ont surgi, politiquement la classe ouvrière reste divisée.

L'approche courante concernant l'unité des travailleurs est défectueuse

Gardant à l'esprit les analyses exposées ci-dessus, on peut tenter de souligner quelques aspects de la façon erronée de traiter le problème de l'unité des travailleurs.

Actuellement un débat a lieu au sein de la CGT, à plusieurs niveaux, à propos de la mobilisation insuffisante des travailleurs sur le lieu de travail. Entre autres explications, il a été avancé ceci : on ne réussit pas à imposer nos projets parce qu'on n'a pas assez de grévistes pour "bloquer l'économie". En effet, on peut souligner la faible participation active des ouvriers à des actions revendicatives. Mais cela ne doit pas servir de prétexte pour attribuer la faute à la classe ouvrière, la rendre coupable de "ne pas comprendre" ce qu'on lui explique et ce qu'on lui "demande". Ainsi la CGT

élude sa propre responsabilité, tandis que tous les courants de la bourgeoisie, petite ou grande, essayent de maintenir des illusions sur leur rôle dans la société. Par conséquent les tentatives de délimitation avec le RN restent floues. Quand la CGT, face aux problèmes posés, prétend pouvoir trouver des solutions, elle ne fait que jouer au gestionnaire qui respecte tout de même - comme les autres partis bourgeois - le cadre de la société capitaliste. Alors, évidemment, les travailleurs ne peuvent pas faire une distinction tranchée entre les orientations proposées par les uns et les autres.

Un défaut complémentaire consiste à accompagner la "dépolitisation" de la classe ouvrière, en supprimant, dans les statuts du syndicat, la référence à l'"abolition du salariat"; en restant dans la cadre de légalité imposée par la bourgeoisie; en n'incitant pas la classe ouvrière à s'intéresser à la vie de tous les victimes du système capitaliste. Depuis des décennies à la CGT il n'y a pas des formations sur le fonctionnement du capitalisme. Traditionnellement, la CGT faisait passer aux adhérents un cycle de formation dite de "niveau 1", ce qui n'est plus pratiqué systématiquement. La présentation de la naissance du syndicalisme en tant qu'instrument de lutte contre le capitalisme a été réduite à quelques dates historiques de la CGT. Il n'est donc pas étonnant que les travailleurs, malgré des conditions de travail de plus en plus dégradées, n'acquièrent pas une conscience de classe par le simple fait d'agir/réagir spontanément.

En outre, un manque de syndicalisation est évident dans plusieurs secteurs, surtout pour des emplois précaires, où il peut y avoir jusqu'à absence totale d'organisation syndicale. (Plus de 80 % des travailleurs se trouvent aujourd'hui soumis à des emplois précaires, et le chiffre d'affaires des grands groupes se réalise au moins à 60-70 % sur le dos des sous-traitants et intérimaires.) Le degré de syndicalisation est très marginal chez les intérimaires, les aides à domicile, les milliers de sous-traitants...

Les informations diffusées par les média bourgeois et les réseaux sociaux ne sont pas faits pour conscientiser la classe ouvrière, et ne peuvent même pas servir de base à cet effet. Il n'y a pas de débats de fond impulsés de l'intérieur de la classe ouvrière, les débats souvent tournent aux échanges stériles ou se réduisent à des phrases creuses, de circonstance. Il manque la volonté d'écouter les travailleurs et de

réfléchir à leurs critiques et à leurs propositions. Quand, tant bien que mal, des débats ont lieu, comme à l'occasion des congrès, ils restent confinés au niveau des dirigeants, avec un écho très limité.

En résumé, il n'y a pas de propagande permanente d'opposition au système capitaliste, qui seule permettrait de faire comprendre à un ouvrier ou un syndicaliste sincère ce qu'il se passe dans son entreprise, son milieu professionnel. Dans ce contexte évidemment les syndicalistes en face de leurs employeurs ne sont pas armés comme il le faudrait. De fait, la classe dirigeante bourgeoise a pleinement conscience de la réalité, tandis que les syndicalistes sont dépourvus des capacités de lui opposer une vision réfléchie réaliste du monde dans lequel vivent les travailleurs.

La mise en cause du système économique et du pouvoir de la bourgeoisie est indispensable

Pour une analyse détaillée de cette situation, il faut répondre clairement à certaines questions. Quelles sont les insuffisances de notre travail politique? Quelles sont les démarches nécessaires en direction des travailleurs? Dans quelle mesure et sous quelles formes le travail en faveur de l'unité syndicale pourrait favoriser l'unité de classe? Par principe les communistes marxistes-léninistes postulent la nécessité de l'unité syndicale, mais cela ne peut et ne doit être un objectif à réaliser de façon formelle sans déterminer le contenu et sans analyser les conditions réelles. (Voir les amendements au document d'orientation, au 53e congrès de la CGT[4].)

L'unité de classe ne s'obtient pas comme une opération arithmétique, en additionnant simplement des nombres. Comme indiqué plus haut, il faut un parti qui réunisse l'avant-garde de la classe ouvrière et qui impulse la lutte idéologique, politique et organisationnelle. Concrètement ce parti doit se baser entièrement sur l'idéologie et sur la théorie marxiste-léninistes ainsi que sur toute l'expérience historique du marxisme-léninisme, et il doit s'efforcer continuellement à s'implanter au sein de la classe par tous les moyens appropriés (cellule de parti, syndicat, association et jusqu'au travail de quartier...). En dehors de son activité propre, il doit être attentif aux actions entreprises par les travailleurs de façon spontanée sur leur propre initiative et il doit s'efforcer

à mettre en évidence les perspectives révolutionnaires véritables qu'il incarne.

Après avoir affirmé cela, il faut déterminer comment agir selon l'orientation retenue. Pour les marxistes-léninistes il n'y a pas baguette magique. Le travail théorique/politique doit prendre la première place. Si ces dernières décennies toutes les tentatives d'unité entre les groupes dits "communistes ml" ont échoué, une des principales raisons en était leur insuffisante connaissance de la théorie marxiste-léniniste. Lesdits groupes, "communistes" ou "ml", de différents courants (le révisionnisme moderne - le PCF - et ceux qui en sont sortis durant les années 1960 - essentiellement le PCMLF, les maoïstes et le courant proche du PTA) sont loin, sur le terrain, des luttes de la classe ouvrière. Une attitude répandue consiste à chercher des "solutions rapides et immédiates", ce qui revient à s'adresser au mouvement ouvrier avec une pratique empirique et spontanéiste. Par ailleurs certains pensent que l'obstacle principal est "l'esprit de chapelle", se traduisant par la juxtaposition de groupes figés et renfermés sur eux-mêmes. Or les "chapelles" visées n'ont pas véritablement d'influence dans la classe ouvrière : comment pourraient-elles, alors, être l'obstacle principal...!

En 1956, la prise du pouvoir par les révisionnistes en URSS et les divisions idéologique/politique et organisationnelle qui en ont découlé, ont été le premier grand revers du mouvement communiste international. Depuis, malgré certaines luttes et victoires importantes, au niveau mondial la classe ouvrière n'a pas pu refouler cette vague réactionnaire. La résistance du PTA, sous la direction d'Enver Hoxha, n'a pas été suffisante.

En Europe, l'eurocommunisme a ravagé l'esprit de la classe ouvrière. En France le PCF a été le premier responsable de l'apparition et du développement de ce courant. À partir des années 1980, le PCF a sans cesse perdu en influence, le PS s'est converti en nouveau représentant de la grande bourgeoisie. Dans des secteurs où le terrain était libre certains groupes trotskistes (NPA, LO et PT) ont pris le relais.

Ces dernières décennies toutes les luttes ont été défensives et uniquement économiques. Les mesures de destruction massive de l'industrie, de délocalisation, de précarisation, ont provoqué plusieurs luttes importantes. Chez Talbot, à Longwy, chez Peugeot, chez Danone, face au démantèlement de la SNCF et

des autres secteurs publics, à la désarticulation des régimes de sécurité sociale et de retraite, etc., toutes ces luttes n'ont pas dépassé les revendications économiques en vue d'obtenir des réponses restant dans le cadre de la société capitaliste.

Les forces qui ont dirigé ces mouvements n'ont jamais cherché la confrontation avec la société capitaliste-impérialiste. Sans mettre en cause le système économique et le pouvoir de la bourgeoisie, il n'est pas possible de créer l'unité de classe autour d'un projet politique et de mener une lutte susceptible d'unifier et mobiliser la classe ouvrière en tant que telle.

Tous les courants réformistes érigent en exemples certaines conquêtes obtenues par des luttes à caractère politique, associées à des conditions particulières (la Résistance à l'occupation national-socialiste, l'existence de l'URSS, pays socialiste) - mais ils escamotent justement l'importance primordiale de la politique à cet égard. Ils alimentent ainsi l'illusion qu'on pourrait obtenir des victoires ou maintenir les "acquis", alors que le contexte n'est pas comparable et qu'eux-mêmes se placent dans une perspective purement électoraliste.

Les réformistes prétendent que l'influence croissante du RN et de l'extrême droite serait due à l'abstentionnisme. C'est la politique de l'autruche. L'abstention électorale, notamment dans les quartiers populaires, s'explique entre autre par l'écart marqué entre les thèmes mis en avant par la propagande électoraliste des diverses forces de "gauche" et les souvenirs au sujet des mesures dommageables pour les travailleurs que ces mêmes forces ont mises en oeuvre ou cautionnées. Il suffit de donner l'exemple du Traité de Maastricht concernant l'Union européenne. Les lois réactionnaires que subissent les travailleurs ont été mise en place, certaines par des gouvernements de droite, d'autres par des gouvernements de "gauche". Les réformes du code du travail et de la retraite ont été conduites par le PS. Ces manoeuvres donnent facilement prise aux arguments manipulateurs du RN et de l'extrême droite en général. La politique du "bloc républicain" contre les "ennemis de la république" n'offre aucune perspective pour le mouvement ouvrier.

Nous, marxistes-léninistes, ne rejetons pas les luttes économiques revendicatives, syndicales, mais nous combattons l'illusion que de telles luttes puissent

aboutir à l'unité de classe et au changement de société. Par ailleurs la focalisation sur les luttes économiques s'accompagne souvent d'une attitude hypocrite vis-à-vis des partis politiques. Il est dit qu'un syndicat ne doit pas, dans son fonctionnement, être associé à un parti politique (cela vise notamment, présenté comme

exemple négatif, la pratique autrefois appliquée par les marxistes-léninistes). Toutefois, implicitement ou explicitement, les syndicalistes qui défendent cette position préconisent quand même de se tourner vers tel ou tel parti "moins mauvais que les autres", et de courir ainsi derrière les partis de la bourgeoisie.

La Dictature du prolétariat - seul moyen pour abolir le système capitaliste

Extraits d'un texte de Staline :

"Le Parti et la classe ouvrière dans le système de la dictature du prolétariat" (1926)
[J. Staline, Les questions du léninisme; Moscou, 1947; p. 130-132.]

Maintenant, il nous faut examiner la dictature du prolétariat du point de vue de sa structure [...]. Les leviers ou courroies de transmission, ce sont ces mêmes organisations de masse du prolétariat, sans l'aide desquelles il est impossible de réaliser la dictature. La force dirigeante, c'est le détachement avancé du prolétariat, c'est son avant-garde [...]. Qu'est-ce que ces organisations? Premièrement, ce sont les syndicats ouvriers avec leurs ramifications [...] sous forme d'organisations de production, d'éducation, de culture et autres. [...] Les syndicats peuvent être considérés comme l'organisation générale de la classe ouvrière au pouvoir en URSS. [...] Deuxièmement, ce sont les soviets, avec leurs

nombreuses ramifications [...] sous forme d'organisations administratives, économiques, militaires, culturelles et autres, plus d'innombrables associations de travailleurs [...]. Les soviets, c'est l'organisation de la masse des travailleurs de la ville et de la campagne. [...] Troisièmement, c'est la coopération de toute espèce avec toutes ses ramifications. [...] Elle unit les travailleurs, tout d'abord, comme consommateurs et, avec le temps, comme producteurs (coopération agricole). [...] Quatrièmement, c'est l'Union des Jeunesses, organisation de masse de la jeunesse ouvrière et paysanne [...].

L'unité de la classe ouvrière est liée à son objectif politique fondamental

On peut résumer les affirmations principales exposées ici comme suit : L'organisation primordiale de la classe ouvrière n'est pas le syndicat; c'est le Parti politique qui manque aujourd'hui. Toutefois les forces (les militants) les plus avancées au sein de la classe se trouvent dans les syndicats. Cependant, accorder d'une part de l'importance au travail syndical ne doit pas, d'autre part, nous éloigner de notre tâche fondamentale.

Pour ces raisons, il nous paraît, à nous marxistes-léninistes, important de rencontrer d'autres militants marxistes-léninistes, ou proches de cette orientation, qui accordent de l'importance au rôle de la classe ouvrière et à sa future organisation politique. Il faut chercher les moyens d'agir ensemble.

Pour formuler des propositions efficaces, il faut - comme on l'a dit au début du présent article - comprendre ce qu'est la classe ouvrière et appréhender son niveau de conscience. Le fond du problème, c'est que les travailleurs sont objectivement la classe révolutionnaire "en soi", mais ils ne se perçoivent pas ainsi, en tant que classe "pour soi"[5]. Tant qu'on n'a pas déterminé quelle classe va changer la société en abolissant le capitalisme et en construisant le socialisme, aucune avancée n'est possible en ce qui concerne la création d'un parti politique de la classe ouvrière.

Les membres de notre classe sont évidemment sous l'influence de l'idéologie bourgeoise. Cela se manifeste notamment par une attitude individuelle prononcée (l'individualisme). À cet égard la bourgeoisie cherche régulièrement à corrompre les militants, elle conseille fortement à chacun des suivre

un chemin individuel. Au bout du compte le manque de confiance en la classe ouvrière peut résulter en une déstabilisation plus générale de l'attitude individuelle, jusqu'à la méfiance envers tout le monde. Les travailleurs dans ce contexte ont tendance à se tenir à l'écart de la collectivité. Lutter contre l'idéologie bourgeoise et petite bourgeoise et construire la solidarité entre les membres de la classe ouvrière est primordial en vue de la construction d'une organisation politique.

Cette solidarité et l'unité de classe seront construites durant un processus prolongé, par un travail constant au sein de la classe ouvrière. Au contraire de la propagande diffusée par la bourgeoisie qui veut faire croire qu'il n'y a pas de contestation significative, la classe ouvrière montre tous les jours sa résistance et sa solidarité, même si elle est contrainte de lutter "avec les moyens du bord". Au-delà de la lutte de classe quotidienne, certains événements montrent que la solidarité persiste également entre les peuples du monde entier : en 2014 avec le peuple kurde au Rojâa, aujourd'hui avec le peuple palestinien. Il faut souligner que les positions que prennent les bourgeoisies de tel ou tel pays à l'égard de ces conflits sont fortement influencées par la mobilisation des peuples.

Que faire à court terme?

Pour passer à un niveau supérieur et réaliser la création du parti d'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, il faut dans l'immédiat mettre en place une forme d'organisation intermédiaire. Cela est indispensable, mais il reste à déterminer ses

caractéristiques et les moyens associés. La priorité sera toujours de chercher à rassembler les militants communistes marxistes-léninistes dans une organisation. Tous les moyens seront les bienvenus, pour autant qu'ils respectent les principes de la théorie marxiste-léniniste.

Il faut chercher un lieu et des moyens pour ouvrir des débats (pour créer des liens) avec d'autres militants. Parmi les moyens existants : continuer la publication de notre journal et l'alimentation de notre site Internet, chercher à donner à celui-ci plus de visibilité; participer aux débats que d'autres groupes organisent.

Les camarades qui travaillent au sein de la classe ouvrière doivent agir sur la base des mouvements actuels, dans l'objectif d'atteindre un niveau supérieur. Parfois les travailleurs ne s'ont pas prêts à se mobiliser pour une revendication nationale, comme la question du code du travail ou la retraite. Cependant une lutte partielle ou économique pourra aider, en leur faisant voir dans la pratique qu'ils ne trouveront pas la réponse à leurs préoccupations en se limitant au domaine économique. Les marxistes-léninistes n'ont jamais pensé qu'on pourrait transformer la lutte économique en lutte politique, mais on peut intervenir à partir de l'expérience des travailleurs pour les aider à développer leur conscience de classe. Il s'agit là d'un travail régulier, continu et de longue haleine.

Vive le marxisme-léninisme

Vive le socialisme

Le capitalisme n'a pas d'avenir

Notes

1. https://www.marxists.org/francais/cgt/works/1906/10/cgt_190610000.htm

2. CNT-Solidarité ouvrière, créée en novembre 2012. Voir : <https://unioncommunistelibertaire.org/CNT-Apres-la-scission-quel-futur-5164>

3. "Notre combat", Recueil d'articles publiés dans *La Voix des Communistes* (Journal central du ROCml), 2009-2022. https://rocml.org/wp-content/uploads/2022/12/VdC_recueil_2009-2022_Notre_combat.pdf

4. "53e Congrès de la CGT - document d'orientation", *La Voix des Communistes*, no 31, 2e semestre 2023 - p. 22-24. <https://rocml.org/vdc-2023-09-no-31-p-22-24/>

5. Cette problématique a été abordée dans des articles inclus dans le recueil "Notre combat" (voir note 2). Notamment : "Aujourd'hui comme hier seul le prolétariat est capable d'abattre le capitalisme et de construire le socialisme", *La Voix des Communistes*, no 5, septembre 2011 - p. 10-14. <https://rocml.org/vdc-2011-09-no-05-p-10-14/>

Élections européennes : comprendre l'hypocrisie de la rhétorique d'extrême-droite

Du 6 au 9 juin derniers se sont tenu les élections européennes au sein des 27 États membres de l'Union européenne. Malgré le fait que ce scrutin est un des moins "populaires" (particulièrement en France) et des moins mobilisateurs pour les travailleurs, il n'en reste pas moins un moment particulier, où l'activité politique et les débats sont stimulés par la campagne électorale, relayée par les médias. En effet à cette occasion, comme lors des autres scrutins électoraux, les "citoyens" sont courtisés de toute part par les partis politiques de la bourgeoisie, qui leur promettent tous monts et merveilles s'ils leur accordent leurs voix.

Ainsi il nous paraît important d'intervenir à cette occasion pour attaquer sous plusieurs angles les arguments et positions des partis politiques français dans ces élections, et plus particulièrement ceux du Rassemblement national (RN). Celui-ci réalise une fois de plus une poussée électorale significative en finissant en tête avec plus de 34 % des voix, en mystifiant toujours plus les masses qu'il inonde de propositions toutes plus hypocrites, racistes et démagogiques les unes que les autres. Si cette propagande mérite notre attention, c'est qu'un nombre considérable de travailleurs français se laisse bernier par le mirage "populaire" qu'incarne aujourd'hui l'extrême droite face aux représentants du libéralisme et aux représentants du réformisme, lesquels en France forment les principaux courants politiques (et que Macron a tenté de faire coexister bras dessus bras dessous avec sa recette du "ni droite ni gauche"). Parmi les groupes au Parlement européen on peut mentionner, selon la composition du Parlement issu des élections de juin : Renew (avec Macron), Parti populaire européen (PPE, avec François-Xavier Bellamy, de LR, et Ursula von der Leyen, du CDU allemand), Groupe des Socialistes et Démocrates (S&D, avec Gabriele Bischoff, du SPD allemand), Conservateurs et réformistes européens (CRE, avec Marion Maréchal).

Il faut préciser ce que nous entendons par "libéralisme" et "réformisme". Concernant le libéralisme, le concept s'applique à la fois au domaine politique et au domaine économique, mais ici nous nous intéressons principalement au libéralisme économique : il s'agit de l'idée que l'économie

capitaliste doit être basée sur la liberté pour les capitalistes de gérer leurs capitaux et leurs activités, sans subir des contraintes ou ordres de la part de l'État (des gouvernements). Par contre le réformisme emploie divers procédés et moyens pour influencer sur l'économie - sans pour autant préconiser un dirigisme complet et rigide. En principe les deux notions sont en opposition entre elles, mais en pratique elles font l'objet de toutes sortes de mélanges éclectiques.

Ces élections européennes, malgré une progression constante de l'extrême droite au niveau de l'UE, n'ont pas changé la donne, à savoir la domination du bloc PPE/SD/Renew. Néanmoins leur déroulement exerce une influence pernicieuse. Car même avec une faible participation, notamment des ouvriers et employés, le tapage constant des commentateurs et des acteurs politiques sur toutes les chaînes de télévision, à la radio et ailleurs permet l'expression des idées politiques de la bourgeoisie et des thèmes qu'elle juge bon de mettre au premier plan. De cette manière se distillent les conceptions et les idées, les principes politiques des différents partis politiques, qui cultivent ainsi les idées qui restent dans les esprits d'une élection à la suivante. C'est un moyen de contrer le mécontentement, réel ou potentiel, des travailleurs en les noyant sous une multitude de sujets, programmes et analyses qui ont tous pour but de masquer la véritable origine des maux de nos sociétés, à savoir le capitalisme/impérialisme.

Si ces élections sont "européennes", les débats et les positions des différents partis qui y participent sont en général bien plus nationaux, et ne diffèrent pas significativement des positions et/ou clivages existant lors des scrutins nationaux.

Rappel des principes de fonctionnement des institutions européennes

Il est tout de même intéressant de se pencher un peu sur le fonctionnement du Parlement européen et sur son organisation. En effet ces aspects en disent beaucoup plus qu'on ne pourrait le croire.

La France a droit, au Parlement européen, à 81 sièges sur 720 au total, le nombre de sièges étant en

corrélation avec le nombre d'habitants que compte chaque État membre. Ainsi l'Allemagne, étant le pays le plus peuplé de l'UE, a droit d'après ce mode de calcul à 96 sièges, tandis que par exemple la Hongrie, pays plus petit, dispose de 21 sièges. Mais la composante nationale passe en réalité au second plan, car les députés s'organisent en groupes parlementaires conformes à leurs orientations politiques et dépassant le simple cadre d'une délégation nationale. Les trois principaux groupes parlementaires qui détiennent ensemble la majorité au parlement européen sont le PPE, SD et Renew avec, à l'issue des élections de juin 2024, respectivement 188, 136 et 77 élus originaires de différents pays membres. Ces trois groupes sont les représentants du libéralisme, liés à la grande bourgeoisie capitaliste et impérialiste au pouvoir dans les grands États de l'UE, et qui domine à la Commission européenne. Ils servent de ce fait de manière tout à fait logique les intérêts de cette classe, et sont les artisans de toutes les politiques réactionnaires et anti-ouvrières de l'UE, ceux que l'on appelle souvent à gauche de manière péjorative "maastrichtiens", en référence au Traité de 1992 signé à Maastricht et qui pour les partisans du réformisme constitue le début du "tournant néolibéral" de la construction européenne. L'utilisation du terme "néolibéral" considère implicitement qu'il y a eu une période précédente pendant laquelle les préceptes appliqués en matière d'économie se démarquaient du libéralisme en faveur du réformisme. C'est une déformation de la réalité, puisque le PS et le PCF avaient déjà antérieurement, notamment avec le "Programme commun de la gauche", prudemment mais méthodiquement entamé l'abandon des apparences réformistes. L'extrême droite européenne également, et plus particulièrement le RN en France, s'en prennent aux forces politiques qui ont mis en place le Traité de Maastricht, lequel constitue un document fondamental pour l'UE.

Malgré le caractère "international" de ces groupes parlementaires, l'aspect national du Parlement, c'est-à-dire le rapport de forces entre les États membres apparaît assez clairement.

Sur **720 députés** composant le Parlement européens, le partage par nationalité accorde **468 sièges aux pays d'Europe de l'Ouest** (en incluant la Scandinavie), contre seulement **252 sièges pour les pays d'Europe de l'Est** (Pologne, Rep. Tchéque,

Slovaquie, Croatie, Slovénie, Roumanie, Bulgarie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Hongrie). De même au niveau de la direction politique des principaux groupes parlementaires on trouve (pour la législature sortante) l'Allemand Manfred Weber, président du groupe PPE, l'Espagnole Iratxe Gárcia Pérez présidente du groupe S&D et la Française Valérie Hayer présidente du groupe Renew Europe. Il est donc intéressant de constater que la présidence des trois principaux groupes parlementaires, qui disposent de la majorité des sièges au Parlement européen, revient exclusivement aux représentants des puissances européennes "de l'ouest", dont l'Allemagne et la France, et que chacun de ces présidents de groupe est un représentant non seulement de son pays d'origine, mais aussi dans le cas de la précédente mandature, du parti et du gouvernement au pouvoir dans son pays.

De la même manière le groupe d'extrême droite Conservateurs et réformistes européens (CRE), bien que plus marginal, est lui aussi dirigé par des partis de gouvernement : le PiS de Pologne et Fratelli d'Italia.

Dans l'UE, politique et économie vont ensemble

En tenant compte de ces informations on peut dégager deux grands principes directeurs dans la politique de l'UE.

Premièrement l'UE est dirigée par les représentants de la grande bourgeoisie capitaliste financière et industrielle, par l'intermédiaire de ses représentants politiques du PPE, SD et Renew. Dans ces conditions la politique de classe de l'UE ne saurait être autre chose que la politique dite "néolibérale" actuelle, qui sert les intérêts de classe des grands groupes transnationaux et des gros financiers et actionnaires capitalistes. C'est donc une politique *logiquement* antipopulaire, anti-ouvrière et impérialiste.

Deuxièmement, la direction politique de même que les orientations économiques de l'UE représentent comme nous l'avons dit, non seulement les intérêts de classe de la grande bourgeoisie financière et industrielle "européenne" au sens large, mais *en premier lieu* les intérêts de la grande bourgeoisie financière et industrielle *d'Europe de l'Ouest* : c'est-à-dire les intérêts de l'Allemagne et de la France en priorité, et dans une moindre mesure ceux de l'Italie, de l'Espagne, de la

Belgique et autres. La domination de ces pays (Allemagne et France principalement) au sein de l'UE résulte de leur puissance économique, mais aussi - dans une moindre mesure - diplomatique et militaire, qui les place en position supérieure par rapport aux autres États membres. Cet état de fait se retrouve consacré dans le fonctionnement et dans la composition des institutions de l'UE, où ce sont principalement des Allemands et des Français qui occupent les postes clés. En témoigne le fait que la présidente de la Commission européenne depuis 2019 est l'Allemande Ursula Von der Leyen (CDU-CSU), la présidente de la BCE la Française Brigitte Lagarde, ou encore le Français Thierry Breton, qui occupe le poste stratégique de Commissaire européen au marché intérieur.

De ces quelques données l'on peut donc conclure que l'ensemble des institutions de l'UE - exécutives, législatives, financières - sont contrôlées par les représentants politiques de la grande bourgeoisie de l'ensemble de l'Union (domination de classe), parmi lesquels le rôle dirigeant est joué par les représentants de l'Allemagne et de la France (domination nationale).

Que valent les arguments des "eurosceptiques" et autres souverainistes de droite et d'extrême droite?

En tenant compte des quelques données que nous avons énumérées plus haut il apparaît assez clairement qu'un certain nombre de discours et d'argument politiques de nos "amis du peuple et de la nation" perdent toute consistance. En effet lorsque l'on analyse bien les forces qui dirigent l'UE l'on voit que le rôle dirigeant est joué par l'Allemagne en premier lieu, puis par la France. Refuser de voir cela, ce serait comme rater un éléphant dans un couloir, c'est-à-dire que soit l'on est un idiot soit l'on est un menteur. Et c'est bien dans un de ces deux cas de figure que se placent les politiciens du RN et autres "souverainistes" à droite, mais aussi les réformistes et un certain nombre de "communistes" à gauche.

Quand on sait que l'UE n'est rien d'autre qu'un conglomérat, qu'une structure économique et politique servant les intérêts du grand capital européen dans sa course au profit et dans sa lutte pour conserver et/ou accroître son influence à travers le monde (et c'est cela

et a toujours été le fondement de l'UE, ni plus, ni moins), quand on connaît le poids économique de l'Allemagne et de la France au sein de l'UE où ces deux pays représentent à eux deux 40 % du PIB total de l'UE (respectivement 4.122 et 2.803 milliards d'euros sur un total de 16.970 milliards en 2023), la rhétorique chauvine au sujet d'une "UE contre la France" et qui serait la seule cause des malheurs des Français perd toute crédibilité.

Pourtant l'argumentation de l'opposition au gouvernement s'articule, entièrement ou en grande partie, autour d'arguments anti-UE. Il faut cependant noter que contrairement à ce qui était le cas 10 ou 15 ans en arrière, une évolution notable a eu lieu dans le positionnement des formations politiques (d'extrême-droite en particulier) sur ce sujet. Si en 2012 le programme du Front National en France prônait la sortie de l'UE et le retour au Franc comme monnaie, il n'en est plus rien aujourd'hui. Ce qui fait que divers partis ou organisations gravitant autour du RN ou de la droite conservatrice et se disant "souverainistes" reprochent au RN de 2024 son discours "européen" et se placent en opposition vis-à-vis de ce dernier.

Mais l'ensemble des programmes des organisations et des partis politiques de droite et d'extrême droite comporte en substance un point commun caractéristique de leur position sur le sujet, et cela indépendamment de l'alternative que la France reste dans l'UE ou qu'elle en sorte : "la grandeur et la puissance de la France", voilà ce qu'il faut défendre face à une Europe qui voudrait détruire les nations en général, et la Nation française en particulier. En réalité l'analyse ne peut pas faire abstraction du caractère de classe de ce discours, à savoir de quelles classes sociales de la société française et/ou européenne (compte tenu des alliances politiques existantes entre les formations politiques des divers pays membres) la position du RN et de ses alliés européens est-elle représentative.

En premier lieu il faut noter le caractère nationaliste des revendications et programmes de l'extrême droite au sujet de l'UE. Sous couvert de défendre "le pouvoir d'achat" des masses populaires, ou la "souveraineté énergétique/agricole" de la France, ils ne défendent en fin de compte que les intérêts du grand capital français face à ses alliés et concurrents européens dans le cadre du "marché unique".

La différence avec les forces appliquant le libéralisme, au pouvoir depuis des décennies, c'est qu'ils (le RN et consorts) s'adressent à des couches de la bourgeoisie pour lesquelles l'orientation stratégique actuelle de la politique économique française et européenne comporte des facteurs moins profitables, voir nuisibles. Toujours est-il que, lorsque le RN propose dans son programme des mesures telles que la suppression de la TVA sur les carburants, ou la remise en cause d'interdiction des véhicules thermiques au niveau de l'UE en 2035, il se pose en réalité bien plus comme un soutien à l'industrie automobile et pétrolière, de même que des entreprises de transports routiers et autres, qu'en défenseur du "pouvoir d'achat" des travailleurs. L'ensemble des mesures dites "protectionnistes" ont pour but de favoriser les grandes entreprises françaises au détriment de leurs concurrents européens, en dopant ces entreprises avec l'argent des marchés publics qui leur seraient garantis. En cela on voit de grandes similitudes avec la politique de Donald Trump aux USA durant la mandature 2016-2020, résumé par le fameux slogan "make America great again". Ainsi il n'y a rien à attendre de positif pour les travailleurs d'une telle politique économique qui n'aurait pour effet que de réorienter certaines mesures afin de favoriser tel ou tel secteur de l'économie au lieu d'un autre, le tout ayant pour but de consolider, voire de renforcer les grands groupes capitalistes français au niveau européen et mondial sur le dos des travailleurs. C'est le cas sous deux aspects : d'une part au travers d'une aggravation continue de l'exploitation au travail afin d'augmenter le taux de plus-value des entreprises françaises; d'autre part en dépensant une quantité encore accrue du budget de l'État dans le soutien aux gros groupes capitalistes nationaux, au détriment des services publics déjà sous régime strict. Aujourd'hui le RN ne demande plus la sortie de l'UE comme condition première à la réalisation de son programme politique et économique. La bourgeoisie française n'a aucun intérêt à se priver elle-même d'un marché ouvert dans lequel se trouvent les principaux débouchés pour la vente des biens et des services de ses entreprises. Du reste seuls quelques petits partis très marginaux placent encore la sortie de l'UE au coeur de leur programme.

Le constat commun aux "souverainistes", qu'ils se positionnent à l'intérieur ou en dehors de l'UE, est

qu'ils déplorent une perte de puissance de la France, un "déclassement" économique et politique préjudiciable dans la concurrence interimpérialiste au niveau mondial. Ils accusent l'UE d'être la principale raison de ce déclassement, tandis que les députés de tendance libérale, au contraire, présentent l'UE comme le seul salut possible. Il y a une part de vérité dans les deux points de vue si l'on regarde cela depuis les classes possédantes. Si le travailleur accepte d'être cloisonné dans un cadre politique purement capitaliste, à la remorque de la bourgeoisie, il verra tantôt dans l'une, tantôt dans l'autre vision de l'UE un mirage qui se proposera de résoudre ses problèmes, d'améliorer ses conditions d'existence.

Mais la vérité c'est que dans ou en dehors de l'UE le travailleur français de même que ses autres camarades européens n'ont rien à gagner tant que subsistera le système de production capitaliste, comme base de l'organisation de la société dans laquelle il vit, que ce soit au niveau national, en Europe au sein de l'UE ou au niveau mondial.

Les caractéristiques concrètes de l'UE n'effacent pas les fondements de la lutte de classe contre le capital impérialiste

Il faut bien comprendre la signification historique de la construction européenne à notre époque pour comprendre l'impasse totale dans laquelle conduisent des idées bourgeoises telles que le souverainisme. L'UE est née, non pas du désir de sauvegarder la paix comme la propagande bourgeoise voudrait nous le faire croire, mais de la nécessité de rebâtir l'économie des puissances européennes, et en premier lieu la France, ruinées par la Seconde guerre mondiale. Pour ne pas devenir des puissances de seconde zone, l'union économique et le développement quantitatif et qualitatif de la production industrielle puis plus tard agricole sont la base du projet européen. En parallèle à la décolonisation qui voit disparaître les débouchés quasiment infinis offerts jusque-là aux puissances coloniales (encore une fois la France est la première concernée), le recentrage économique sur l'Europe et la création d'un marché commun sont aussi des moyens de compenser cela en partie. Chaque pas en avant de la construction européenne aura pour but de consolider la position économique puis politique de

"l'Europe" vis-à-vis des autres puissances internationales.

L'inégalité de développement des différents pays au niveau mondial, propre au développement du capitalisme, puis de l'impérialisme induit nécessairement une tendance à l'hégémonie et au monopole chez les grandes puissances se partageant le monde. Cette tendance se manifeste par une lutte continue entre les puissances pour le partage et/ou le repartage des sphères d'influences. Dans cette lutte à mort aucune alliance ou amitié entre telles et telles nations, ni aucun destin national, racial, ou civilisationnel n'a de valeur autre que fortuite, circonstancielle. Tous les récits nationaux et arrangements diplomatiques n'ont pour seul but que d'assurer une position favorable à tel impérialisme face à tel autre à un moment donné. Aujourd'hui, alors que les tensions interimpérialistes n'ont jamais été aussi fortes depuis 1945, alors que se dessine une remise en cause profonde de l'ordre impérialiste mondial établi depuis 1991, l'UE représente plus que jamais le moyen pour la bourgeoisie impérialiste européenne de peser de tout son poids dans cette lutte de titans dans laquelle les deux principaux protagonistes actuels, les USA et la Chine, dominant incontestablement.

Cependant les nations qui composent l'UE subissent, elles aussi, les contradictions inhérentes au système capitaliste, et en premier lieu les inégalités de développement entre les États membres de même que la lutte d'influence entre les deux principales puissances économiques de l'Union : l'Allemagne et la France, mais aussi entre les différentes branches économiques et industrielles au sein même de ces États et de l'UE. De ce fait il n'y a rien d'étonnant qu'une partie de la bourgeoisie voit d'un mauvais œil l'UE lorsque la politique communautaire lèse ses intérêts tandis qu'une autre partie en soit le soutien indéfectible car ses intérêts sont défendus. Les nationalistes, les "souverainistes" ne sont dans ce grand échiquier politique que les représentants d'une partie de la bourgeoisie qui considère être insuffisamment associée au pouvoir politique, en France et aussi dans le cadre de l'UE. Le RN et ses semblables ne sauraient être en aucun cas une force de salut pour les travailleurs dont ils ne représentent pas les intérêts. Comme pour tout parti politique, l'enjeu

est double : défendre les intérêts de certains groupes de la population, et pour être en mesure de ce faire, disposer d'élus dans les instances nationales et supranationales. Le fait est qu'à cette fin, le RN plus que d'autres forces politiques, fait intervenir des éléments de propagande idéologique. Du côté des capitalistes, cet aspect peut d'ailleurs suffire, comme par exemple pour Vincent Bolloré, décrit comme "catholique affirmé".

Pour nous communistes, le débat sur les élections européennes est avant tout un débat qui doit nous permettre d'avoir une vision et une position claires sur l'UE au sens large. Aujourd'hui une grande partie de militants et d'organisations se réclamant communistes se positionnent ouvertement contre l'UE, mais par manque de connaissance théorique du marxisme-léninisme, par défaut d'une analyse sérieuse de la question, ils se retrouvent sur ce sujet à la remorque des opposants bourgeois à l'UE. Ils utilisent la même rhétorique nationale "souverainiste" adaptée dans le sens "progressiste". Selon leurs slogans propagandistes, la casse des services publics, la contre-réforme des retraites, la hausse des tarifs de l'électricité, c'est Bruxelles qui les impose à la France, en sortir (de l'UE) serait donc pour certains communistes la première des conditions pour aller de l'avant dans la lutte. C'est ignorer le caractère de classe de l'État français, c'est oublier la faiblesse du niveau de conscience politique de la classe ouvrière et le rapport de force nettement défavorable à toute "sortie" progressiste de l'UE.

L'UE en tant qu'union politique et économique impérialiste, représente une question politique de première importance et de ce fait mérite de notre part une étude rigoureuse et approfondie, condition nécessaire pour mener la lutte contre elle de la meilleure des manières, dans l'intérêt du prolétariat. Mais aujourd'hui en parallèle à cela il nous faut travailler en priorité sur la construction d'un véritable Parti communiste en France, afin de pouvoir mener un travail politique méthodique et suivi au sein des travailleurs, qui les élève à un niveau de conscience de classe suffisant pour que le mot d'ordre de "sortie de l'UE", d'une position petite bourgeoise, devienne un mot d'ordre authentiquement prolétarien.

Pays membres de l'Union européenne - PIB en 2023 (en milliards d'euros)

Source : <https://www.toutteleurope.eu/economie-et-social/le-pib-des-pays-de-l-ue/>

Le produit intérieur brut aux prix du marché vise à mesurer la richesse créée par tous les agents, privés et publics, sur un territoire national pendant une période donnée. Agrégat clé de la comptabilité nationale, il représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Le PIB aux prix du marché peut être mesuré selon l'optique de la production, en faisant la somme des valeurs ajoutées de toutes les activités de production de biens et de services et en y ajoutant les impôts moins les subventions sur les produits.

Total Union européenne : 16.970

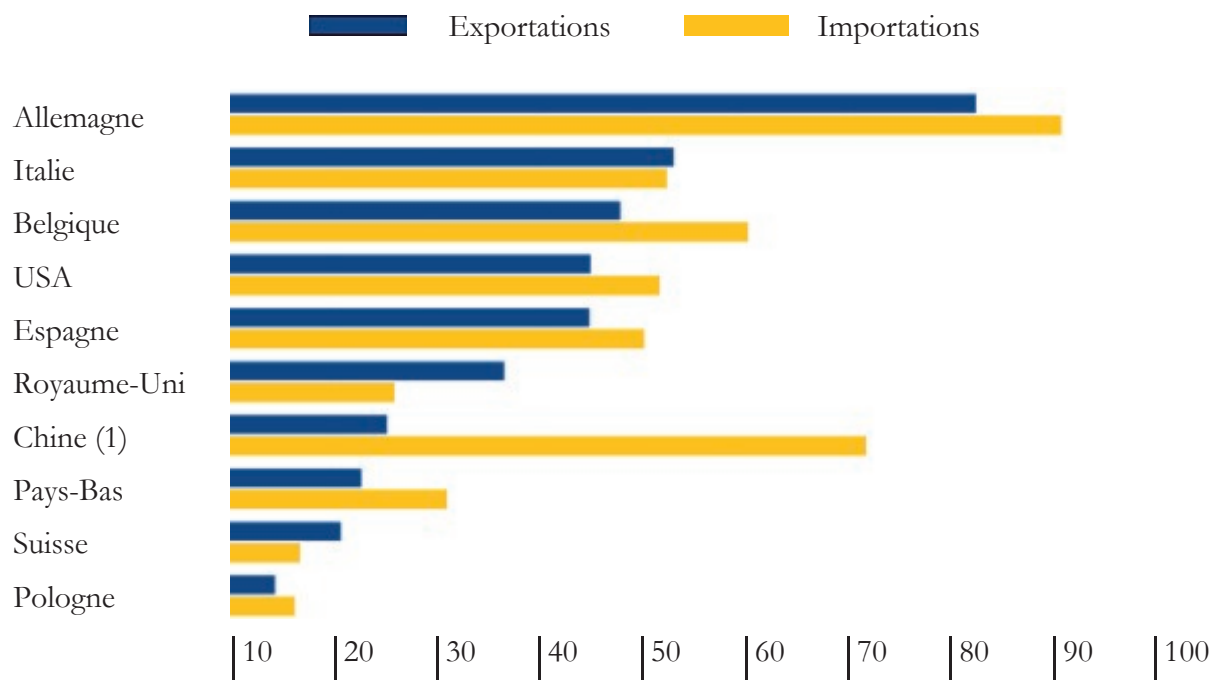
Allemagne	4.122	Portugal	266
France	2.803	Grèce	220
Italie	2.085	Hongrie	196
Espagne	1.462	Slovaquie	123
Pays-Bas	1.034	Bulgarie	94
Pologne	751	Luxembourg	79
Belgique	585	Croatie	76
Suède	548	Lituanie	72
Irlande	505	Slovénie	63
Autriche	477	Lettonie	40
Danemark	374	Estonie	38
Roumanie	325	Chypre	30
République tchèque	306	Malte	19
Finlande	278		

Principaux partenaires de la France à l'exportation et à l'importation en 2023

Source : https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/details/10_ECC/16_CEX/16E_Figure5

Champ :

Échanges de biens, hors commerce intracommunautaire inférieur à 460 000 euros et hors matériel militaire.



Notes : 1. Hors Hong Kong.

Sous le système mondial du capitalisme impérialiste il ne peut y avoir la paix, seulement des accalmies passagères et localisées

Dans le monde, les conflits plus ou moins violents se multiplient et s'accroissent. Parmi les organisations et les individus engagés politiquement et se considérant "progressistes", persiste une illusion tenace : la paix comme objectif. Pourtant, en observant deux parmi les principaux champs de bataille actuels, l'Ukraine et la Palestine, la vanité de cette attitude apparaît clairement.

Concernant l'Ukraine, pour atteindre une situation de "paix" apparente, il faudrait que soit tranché le litige à l'origine des événements évoluant depuis 2013 : le régime ukrainien se trouve-t-il arrimé à l'Union européenne ou à la Russie. Dans les deux cas il ne s'agirait pas pour la population ukrainienne d'un retour à une vie "paisible", mais d'une soumission à des forces au pouvoir qui représentent certaines fractions du capital monopoliste impérialiste. En France la population a en grande partie le sentiment que le régime sous lequel nous vivons soit plus "civilisé" que celui établi en Russie. Pourtant, la France et l'Union européenne sont au même titre que Vladimir Poutine les acteurs du scénario guerrier en cours.

Tenter de se persuader que, dans l'affaire, Poutine soit le seul fauteur de guerre ne changera rien à la réalité. Certes, c'est lui qui a pris l'initiative de l'affrontement militaire direct et ouvert. Mais quand il "renvoie la balle" au camp ennemi, il a aussi des bonnes raisons d'accuser les USA et l'OTAN de toutes sortes d'hostilités. Et une supposée défaite de l'un ou de l'autre camp ne signifiera nullement la "paix". La défaite infligée, à l'issue de la 1re Guerre mondiale, par la "Triple entente" (Russie, France et Grande-Bretagne) à la "Triple alliance" (Autriche-Hongrie, Allemagne et Italie) n'a pas empêché le déclenchement de la 2e Guerre mondiale. La question de fond se pose en termes différents. Concernant le conflit actuel qui se déroule sur le territoire de l'Ukraine, nous considérons qu'il oppose deux forces réactionnaires, ennemis des travailleurs et des populations des pays belligérants. Dans d'autres circonstances il peut être vain de se demander qui soit l'agresseur et qui l'agressé : par exemple lors de la guerre d'Indochine, les peuples du Vietnam, du Laos

et du Cambodge se battaient à juste titre pour leur indépendance nationale.



Dès le départ, l'opposition à l'occupation sioniste nécessite la lutte armée. Nombre d'émeutes ont lieu dans les années 1920. Puis la contestation se tourne contre le mandat britannique. Sur l'image, des combattants dans la révolte de 1936-1939.

Quant à la Palestine, il faut dire que le Moyen Orient est au carrefour de conflits multiples, plus ou moins ouverts. Le monde se trouve soumis à la domination du système capitaliste qui englobe autant les puissances impérialistes - telles que les USA, l'UE, la Chine, la Russie - que l'ensemble des autres pays sans exception. Compte tenu de la configuration actuelle des rapports internationaux, il n'existe pour le peuple palestinien aucune perspective de paix qui puisse satisfaire ses aspirations à l'indépendance nationale de façon réelle. La situation actuelle préoccupe fortement les grandes puissances de tous bords, non pas au vu du sort que subissent les Palestiniens, mais à cause des difficultés économiques qui en résultent, notamment le fait que les routes commerciales internationales sont considérablement perturbées. Les "solutions" que les USA, l'UE, la Chine, la Russie... cherchent fébrilement à bricoler sont d'une façon ou d'une autre guidées par les intérêts du grand capital impérialiste international. Et il n'y a évidemment pas de concorde dans les démarches, mais concurrence, puisque chacune des parties prenantes cherche à "tirer la couverture à soi", et cela non seulement par la négociation, mais aussi par la force militaire.

L'impossibilité de déconnecter le cadre national du cadre international

Au niveau national, la vision réformiste embrouille les esprits. Selon diverses modalités, elle prétend que la France pourrait s'extraire au contexte belliciste international. Les événements actuels prouvent le contraire et mettent en évidence le fait que, économiquement et politiquement, le capitalisme impérialiste prévaut universellement.

La France dépend de la Russie pour la conversion de l'uranium de retraitement appartenant à EDF, issu des combustibles nucléaires usés dans ses centrales, et il n'y a pas d'autre perspective. De nombreuses sociétés françaises sont implantées en Russie. Le capital peut combiner deux options. Certaines sociétés choisissent de poursuivre leurs activités en Russie afin de ne pas entamer leurs profits : Leroy Merlin, Auchan, L'Oréal, Lactalis; dans le cas de Sanofi la situation implique des problèmes sérieux concernant l'approvisionnement du marché de l'Union européenne en provenance de son site en Russie. D'autres assument la suspension de leurs activités, mais si elles sont intéressées au retour de la "paix", c'est à la condition de reprendre le cours normal - profitable - de leurs affaires.

Quand des sociétés envisagent d'abandonner la Russie, elles cherchent une manière d'éviter une transaction en pure perte. Le dilemme peut être plus ou moins marqué selon les cas. Depuis décembre 2022 s'applique une réglementation russe selon laquelle les sociétés qui cherchent à se défaire de leurs implantations voient leurs actifs évalués par le gouvernement russe et doivent les céder avec un rabais de 50 % [1]. Ce qui fait que par exemple le groupe Philip Morris déclare qu'il "garderait plutôt" ses affaires en Russie afin de ne pas léser les intérêts des actionnaires; et que Carlsberg, en quittant la Russie, a connu des difficultés pour trouver un acquéreur.

Le groupe TotalEnergies (nouvelle désignation de Total adoptée en 2021) s'est trouvé, compte tenu de ses liens avec le gisement de gaz sibérien de Termokarstovoye, impliqué dans la production d'un condensat de gaz qui ravitaille les avions russes bombardant l'Ukraine [2]. L'entreprise Terneftegaz, qui exploite ce gisement, était détenue à 49 % par TotalEnergies et à 51 % par Novatek. TotalEnergies

détient également près de 20 % de Novatek, ce qui conférait à l'entreprise française une participation économique majoritaire dans Terneftegaz et lui permet également de bénéficier des ventes de condensats provenant d'autres champs gaziers appartenant à Novatek. Au moment de l'invasion de la Crimée par la Russie en 2014 Termokarstovoye était encore en chantier. À l'époque l'Union européenne a imposé des sanctions sur les relations commerciales avec la Russie, mais TotalEnergies a reçu l'autorisation du gouvernement français de poursuivre les travaux sur Termokarstovoye, mis en service en mai 2015. En mars 2022 TotalEnergies a annoncé qu'il mettrait fin à ses achats de pétrole et produits pétroliers en provenance de Russie d'ici la fin de l'année et qu'il engageait la suspension progressive de ses activités dans le pays [3]. En août 2022 le groupe annonçait avoir cédé à Novatek sa participation dans Termokarstovoye [4]. Néanmoins TotalEnergies reste présent en Russie. Le groupe détient 19,4 % des actions de Novatek, le numéro deux du gaz russe, plus de 20 % de Yamal LNG, qui exploite la station de production de gaz naturel liquéfié (GNL) du même nom, et plus de 10 % de l'usine de liquéfaction du GNL, Arctic LNG 2, actuellement en construction [5].

Concernant Novatek la situation s'explique par le fait que l'un des actionnaires est Guennadi Timtchenko, un personnage visé depuis 2014 par des sanctions de la part des USA et de l'Europe. Or, les règles de cette coentreprise comportent un droit de préemption accordé aux autres actionnaires, au cas où TotalEnergies décidait de vendre ses parts. Quant aux participations de TotalEnergies dans Yamal LNG et Arctic LNG 2, le groupe TotalEnergies s'en tient à des principes qu'il a publiés en mars 2022 : "Abandonner ces participations sans contrepartie financière contribueraient à enrichir des investisseurs russes", ce qui reviendrait à "inverser l'objectif des sanctions". La situation est d'ailleurs similaire pour la compagnie britannique BP, qui reste actionnaire de Rosneft, l'entreprise d'État russe dans le pétrole.

Les gouvernements gouvernent, mais leur champ d'action est encadré par les capitalistes

La question des guerres peut être envisagée de deux points de vue : celui des États, celui de la classe ouvrière. Dans le cadre du système mondial actuel, les

États sont dominés par la bourgeoisie à travers des appareils d'État au service de la classe capitaliste. (Il faut entendre ici le terme "appareil d'État" dans un sens très large, dans la mesure où il s'agit aussi de régimes comme les juntes militaires actuelles dans la région africaine du Sahel. De même, la classe capitaliste concernée se compose diversement de capitalistes autochtones et de capitalistes étrangers.) Des situations d'oppression nationale persistent, comme en Palestine ou dans les régions de population kurde. À l'égard de ces derniers cas, le point de vue de la classe ouvrière est de soutenir les luttes de libération des peuples opprimés, y compris sous la forme de luttes armées, comme actuellement en Palestine. Des appels à la "paix", même quand ils émanent d'individus de bonne volonté, implique fatalement une complicité avec les forces d'oppression. En ce qui concerne les États dominés par la bourgeoisie, la classe ouvrière est en opposition à la classe capitaliste et ne peut en aucun cas coopérer avec la bourgeoisie, quel que soit le prétexte : "unité nationale", "souveraineté nationale", ou autre.



L'arme fatale de la CGT contre la guerre

C'est pourtant à ce sujet que les approches réformistes prônent des recettes trompeuses pour le moins inefficaces. Ils prétendent pouvoir appliquer aux guerres la même attitude que celle appliquée à la lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation qu'elle subit au niveau national par le capital. Une lutte revendicative pour des augmentations de salaire, par exemple, oppose les travailleurs à leur employeur et ils peuvent obtenir des succès. Par contre l'opposition à une guerre entre des pays capitalistes nécessite de dépasser le cadre de revendications adressées au

gouvernement et de se placer ouvertement sur le terrain de la lutte contre le système capitaliste impérialiste mondial.

Or c'est ce que les réformistes refusent, explicitement ou implicitement.

En particulier à l'égard du secteur de l'armement, les réformistes ont recours à des raisonnements acrobatiques[6] : "De l'argent, il y en a pour la guerre, pas pour la vie, [...]. D'autres choix sont possibles."

Qu'un quelconque gouvernement fasse le "choix" de donner "moins d'argent pour la guerre" afin d'en affecter à d'autres secteurs, cela ne changera rien aux réalités objectives qui s'imposeront à travers la concurrence interimpérialiste, laquelle se produit fatalement de façon plus ou moins exacerbée, et est susceptible d'aboutir à des actions violentes, voire guerrières, exigées par telle ou telle fraction du grand capital.

Certaines formulations frisent le ridicule[7] : "[...] la paix est une condition indispensable à l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés du monde entier. [...] Le droit à la paix et à la sécurité de tout être humain et des populations doit constituer une obligation fondamentale des États et des institutions internationales." Conclusion[8] : "Il est urgent de mobiliser les salariés et plus largement les opinions publiques [...] pour la promotion [...] d'une culture du dialogue et de la paix."

La CGT se sent confortée en ce sens par la prestigieuse organisation représentant la bourgeoisie mondiale au plus haut niveau, l'ONU, en citant le message du Secrétaire général de celle-ci[9] :

Aujourd'hui plus que jamais, la paix doit régner dans le monde. Pourtant, les conflits, les inégalités croissantes, les injustices perpétuelles, la guerre de l'humanité contre la nature et le caractère obsolète, dysfonctionnel et injuste du système financier mondial sont autant d'obstacles qui se dressent sur le chemin de la paix. [...] Ensemble, agissons sans plus attendre pour bâtir un monde plus inclusif, plus durable et plus pacifique pour toutes et tous.

Force est de constater que ce ne sont que des belles paroles. Les gouvernements bourgeois, en France et ailleurs, réagissent selon la formule "cause toujours, tu m'intéresse", et appliquent leurs propres lignes

directrices orientées par les intérêts des capitalistes. Dénoncer, même violemment, les effets sans s'attaquer aux causes relève de l'hypocrisie et de la trahison. Lénine[10] : "L'essence du réformisme est d'atténuer le mal et non pas de le supprimer."



Manifestation à Paris pour l'augmentation des salaires, mars 2022

Par exemple un secrétaire général de la Fédération CGT des travailleurs de l'État, à l'occasion de l'exposition européenne des matériels de défense terrestre Euro Satory[11], demande "au gouvernement et au président de la République que ce Salon soit le dernier", et propose qu'en lieu et place soit organisée "une exposition internationale sur les diversifications civiles dans l'industrie de l'armement"[12].

Systématiquement, au lieu de dénoncer directement l'ensemble des fauteurs de guerre que sont les forces du capital monopoliste du monde entier, la CGT tourne autour du pot avec des formulations de "oui... mais". Par exemple, dans le contexte de l'épidémie du coronavirus[13] :

Depuis plus de trois semaines, la CGT demande l'arrêt des activités non-essentiels à la satisfaction des besoins vitaux de la population. [...] Si la CGT reconnaît le rôle spécifique de l'industrie de défense dans le maintien de la souveraineté nationale, et estime que les réponses aux besoins essentiels de soutien des forces soient assurées en cette période est acceptable, elle affirme que les développements et la production de matériel neuf peuvent attendre.

Il faut souligner que l'argumentation au sujet de la défense nationale fait intervenir une position critique à l'égard de l'OTAN et des USA, avec d'ailleurs des variations pour les autres possibilités mises en avant.

Le secrétaire général de la Fédération CGT des travailleurs de l'État déjà cité plus haut dénonce la volonté d'insérer la défense française, et notamment son armement, "dans un consortium américano-allemand". Une contribution des fédérations FTM/

FNTE CGT (affiliées à la Fédération Européenne de la Métallurgie) situe sa prise de position au niveau non pas de la France, mais de l'Europe[14] :

N'est-il pas temps de faire entendre notre volonté de voir s'affirmer une Europe indépendante, autonome dans sa capacité à exercer sa propre sécurité? Le maintien, voire le renforcement actuel de l'OTAN [...] est assurément un handicap majeur pour que l'Europe puisse faire valoir sa propre démarche de résolution des conflits [...]. Cela nécessite l'émergence d'une Europe pleinement indépendante des USA sur le plan politique et militaire, pour contester cet hégémonisme et unilatéralisme américain dans la gouvernance mondiale, imprimer une conception du monde fondée sur le progrès social, le codéveloppement et la paix.

Donc, d'une façon ou d'une autre - sur des positions nationalistes à périmètre variable - une bonne partie des directions de la CGT restent à la remorque de la bourgeoisie en ce qui concerne les enjeux de rivalité interimpérialiste.

Le nationalisme bourgeois est incompatible avec les intérêts de la classe ouvrière

Le cas de l'Ukraine montre comment se concrétise cette vision angélique de la "paix".

Un tract intersyndical datant de février dernier[15], signé notamment au nom de la CGT, apporte son soutien à l'Ukraine dès le départ de l'invasion russe, dans le domaine "humanitaire" et dans la "lutte contre les réformes qui portent atteinte aux droits sociaux et syndicaux en Ukraine". Mais il insiste ouvertement sur les motivations plus fondamentales :

L'Intersyndicale de solidarité avec l'Ukraine porte avec force depuis deux ans les exigences suivantes :

- La reconnaissance de la responsabilité de la Russie de Poutine dans la guerre d'agression conduite contre l'Ukraine,
- La reconnaissance de la légitimité du peuple Ukrainien à se défendre contre cette agression,
- La revendication d'une paix juste et durable dont le préalable doit être le retrait des troupes Russes d'Ukraine.

Les analyses exposées par des communistes - authentiques et pas seulement de nom - ukrainiens sont tout à fait différentes. Voici quelques explications concernant en particulier la situation dans les régions russophones du Donbass (Donetsk) et de Lougansk [nous mettons en italique quelques phrases particulièrement importantes][16] :

Résumons aujourd'hui les "succès" du gouvernement bourgeois de la Fédération de Russie dans sa prétendue "lutte contre le fascisme" et la "protection" du Donbass. *Le soulèvement populaire, parti d'en bas, comme une confrontation avec les forces nationalistes extrémistes de l'Ukraine bourgeoise, a été étouffé. [...] l'initiative des masses a été interceptée par les forces de sécurité et militaires de la Fédération de Russie. [...] des administrations bourgeoises furent implantées partout; la propriété a été redistribuée en faveur du capital de la Fédération de Russie. [...] Était-ce le genre de libération qu'attendaient les habitants du Donbass, et des dizaines de milliers de personnes ont-elles donné leur vie sur le champ de bataille, et des centaines de milliers ont-elles sacrifié leur santé pour échanger un exploiteur contre un autre?*

[...] selon l'enseignement de Lénine, *les guerres de libération nationale à l'ère de l'impérialisme et en l'absence d'un sujet international socialiste perdent leur signification indépendante : elles agiront toujours dans l'intérêt de l'un des prédateurs capitalistes adverses. [...] Proletaires de tous les pays, unissez-vous à l'échelle mondiale et des deux côtés des conflits militaires! Sabotez la production militaire, perturbez les approvisionnements militaires, fraternisez sur le front et à l'arrière!*



Solidarité internationaliste, version Poutine

Le conflit actuel en l'Ukraine oppose deux regroupements de pays impérialistes. Souhaiter la défaite de l'un par la victoire de l'autre revient à choisir

ce que l'on considère être le "moindre mal" - parmi les maux qu'impose d'un côté ou de l'autre la domination de la classe capitaliste exploiteuse. Du point de vue de la classe ouvrière le seul objectif valable, au bout du compte, c'est le renversement du pouvoir de la classe capitaliste et l'instauration d'une société sans classes.

Les rivalités interimpérialistes ne se réduisent pas à un face à face entre deux "camps"

Pour certains, il faudrait opposer à la politique agressive du regroupement USA-UE-OTAN une coalition rassemblant tous les autres pays. Cette représentation fictive de la réalité suppose, d'un côté, l'existence d'un bloc impérialiste durablement structuré (USA-UE-OTAN) et, de l'autre, la perspective d'un regroupement large aggloméré autour de l'objectif de faire barrage à la domination "universelle" de ce bloc impérialiste. Or la réalité est multiforme et changeante : son analyse ne permet pas de répartir une fois pour toutes les pays dans des cases prédéfinies arbitrairement.

En premier lieu il faut noter que selon les promoteurs de ce projet, la Chine et la Russie sont incluses dans le "camp de la résistance". Et pour de justifier cette aberration, ils qualifient frauduleusement la Chine, non pas d'impérialiste - ce qu'elle est -, mais de socialiste - ce qu'elle n'est pas - et la Russie de pays capitaliste pacifiste mais obligé de se défendre.

Fondamentalement, ce projet n'est qu'une construction artificielle à des fins de propagande. Le système capitaliste impérialiste mondial n'est pas uniforme, mais traversé de secousses et fissures nombreuses. Par exemple, après les prochaines élections présidentielles aux USA, une éventuelle victoire de Donald Trump pourrait modifier le positionnement des USA au niveau international. Trump pourrait se focaliser prioritairement sur la rivalité entre les USA et la Chine, et laisser l'Europe seule faire face au conflit concernant l'Ukraine. Mais par ailleurs, les relations entre USA et Chine pourraient ne pas montrer d'hostilité exacerbée[17]. À ce sujet il paraît que le gouvernement du Japon est préoccupé par l'éventualité que Trump, élu président, puisse trouver un arrangement avec la Chine au lieu de la contrer ouvertement[18]. Et il se peut que..., etc.

Quant aux relations entre la Chine et la Russie, il est simpliste de supposer qu'il existe entre elles une

alliance et qu'elles formeraient tout naturellement le noyau du "camp" censé s'opposer au bloc USA-UE-OTAN. Pour la Chine, ses préoccupations géopolitiques concernent Taïwan et la mer de Chine, plutôt que le conflit autour de l'Ukraine. Et l'une et l'autre, en tant que puissances impérialistes, sont elles-mêmes rivales. C'est le cas, entre autre, en Afrique dans le secteur de l'exploitation minière. On trouve une appréciation significative dans un article du journal ukrainien *Kyiv Post*, intitulé "Qui sont les alliés de la Russie? Une liste de pays soutenant l'invasion de l'Ukraine par le Kremlin"[19]. Concernant la Chine, on lit :

La Chine n'a jamais condamné l'invasion russe de l'Ukraine, ni ne l'a approuvée [...]. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Mao Ning, a appelé à la désescalade, ajoutant que "tous les pays méritent le respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale" et que "un soutien devrait être apporté à tous les efforts propices à une résolution pacifique de la crise." La Russie a demandé à plusieurs reprises des armes à la Chine, mais d'après ce que l'on sait, Pékin a hésité. [...] En octobre 2023, le ministre russe des Finances Anton Siluanov a admis que "pratiquement tous" les drones civils provenaient de Chine. [...] Mais la Chine reste réticente à en faire davantage au cas où elle s'exposerait à la colère de sanctions occidentales qui l'affaibliraient.

La "paix" ne peut être un objectif en elle-même

"Guerre" et "paix" ne sont pas des situations qui s'excluent mutuellement. Le député Joseph Cambon, dans son rapport présenté à la Convention nationale, au nom des comités des finances, militaire et diplomatique, à la séance du 15 décembre 1792 avait raison en prononçant les paroles suivantes[20] :

Quel est l'objet de la guerre que vous avez entreprise? [...] Guerre aux châteaux, paix aux chaumières, voilà les principes que vous avez posés en la déclarant [la guerre].

Et voici une phrase attribuée à Jean Jaurès[21] : "Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage!". Il se trouve qu'elle est fréquemment citée, pour deux raisons au moins. D'une part, le personnage de Jaurès bénéficie d'une certaine aura entre autre pour avoir fondé le journal "L'Humanité", et pour ses positions pacifistes à l'approche de la 1re Guerre mondiale. D'autre part, répéter des phrases toutes faites est une façon commode de se dispenser d'un effort de réflexion.

Toutefois, citation ou pas, les raisonnements pacifistes hors des réalités persistent à notre époque. Par exemple[22] :

Les altermondialistes d'aujourd'hui poursuivent le combat de Jean Jaurès et de ses camarades pour la démocratisation des relations internationales, sous l'égide d'une ONU et d'une CPI (Cour pénale internationale) libérées des pressions impérialistes. C'est la condition de la souveraineté des peuples, de la paix civile et de la promotion des acquis sociaux et républicains. Les dirigeants français, qui commémorent l'oeuvre de Jean Jaurès, doivent respecter et faire respecter les conventions onusiennes et le droit international, avant le droit du commerce international.

Quant à nous, sur la base du marxisme-léninisme, notre analyse nous amène au constat qu'en ce qui concerne l'établissement d'une société sans guerre

- il est vain d'espérer l'atteindre en demandant aux gouvernements de "faire la paix", ou en portant au gouvernement, dans le cadre de la société capitaliste, des personnalités prétendant vouloir oeuvrer en ce sens;

- il sera atteint uniquement à travers la lutte dirigée par la classe ouvrière contre la classe capitaliste, jusqu'au renversement de la classe capitaliste dominante et l'abolition des rapports sociaux de production capitalistes; ce changement de société devra être réalisé à l'échelle mondiale;

- ce processus s'étalera sur une longue époque de combats sous de formes diverses, mais traversée fatalement de périodes répétées de confrontations armées.



Manifestation d'ouvriers, portant des pancartes et drapeaux de la CGT et du Parti communiste, vers 1936-1937 en Région parisienne. Sur la banderole à droite : "Déclarons la Paix au Monde". Les illusions universalistes datent d'il y a longtemps.

L'ennemi des travailleurs, ce sont la classe capitaliste et ses gouvernements

Les alliés des travailleurs, ce sont les populations opprimées par les forces économiques et politiques du système capitaliste impérialiste mondial

Notes

1. <https://www.ft.com/content/7eee035c-b182-4e04-a3c6-541a7ddf3da0>
2. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/stop-russian-oil/total-russian-jet-fuel/>
3. <https://investir.lesechos.fr/actu-des-valeurs/la-vie-des-actions/totalenergies-pas-menace-par-la-suspension-de-certaines-activites-en-russie-pouyanne-1857589>
4. <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/sous-pressure-totalenergies-cede-sa-participation-dans-un-champs-gazier-russe-928657.html>
5. <https://www.latribune.fr/climat/energie-environnement/pourquoi-totalenergies-ne-cede-pas-ses-actifs-russes-992859.html>
6. Appel à une manifestation le 19/3/2024.
<https://cgt-aphp.fr/416-milliards-pour-la-guerre-rien-pour-les-salaires/>
7. Appel à la mobilisation pour la Journée internationale de la paix le 21/9/2023.
<https://equipementcgt.fr/spip.php?article9698>
8. <https://www.cgt.fr/actualites/international/solidarite/quelle-economie-de-la-paix>
9. <https://www.un.org/fr/observances/international-day-peace/message>
10. V.I. Lénine, "Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes", Chapitre 7.
<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700b.htm>
11. Depuis 1967 le Salon international de la défense terrestre et aéroterrestre réunit bisannuellement les acteurs des filières industrielles pour l'équipement des forces armées et de sécurité, sur le camp militaire de Satory.
12. En juin 1994.
<https://www.humanite.fr/-/-/la-cgt-demande-la-suppression-du-salon-de-larmement>
13. En avril 2020. "Si la CGT [...] estime que les réponses [...] soient assurées [...] est acceptable [...]": la phrase figure ainsi dans l'original, il faut sans doute lire "Si la CGT [...] estime qu'il est acceptable que [...] soient assurées".
<https://www.cgt.fr/comm-de-presse/production-et-commerce-des-armes-loin-des-urgences-loin-des-besoins-essentiels>
14. <https://www.fnte.cgt.fr/sites/default/files/2020-04/Industries%20d%27armement%20en%20Europe%20et%20paix%20dans%20le%20Monde.pdf>
15. https://www.cfdt.fr/upload/docs/application/pdf/2024-02/20240219_communique_intersyndical_8_mars_2024_2024-02-19_14-05-12_58.pdf
16. Discours au nom de l'Union des Communistes d'Ukraine (SKU) à la 23e Rencontre internationale de Partis communistes et ouvriers, à Izmir en Turquie, 20-22 octobre 2023.
<https://rocml.org/imcwp-wap-2022-2023-discours-sku/>
17. "Après quatre ans de Joe Biden, il est probable que les dirigeants chinois seraient soulagés de voir l'ancien locataire faire son retour à la Maison-Blanche."
<https://www.beidi.news/explorations/si-trump-revient/quel-candidat-a-la-maison-blanche-a-la-preference-de-xi-jinping>

Continuation des notes, voir page suivante

Continuation des notes de la page précédente

18. "La principale préoccupation de Tokyo est que si Trump revient au pouvoir, il pourrait rechercher une sorte d'accord commercial ou de sécurité entre les deux plus grandes économies mondiales, qui pourrait saper les efforts récents du Groupe des Sept (G7) pour contrer la Chine."

<https://www.marketscreener.com/quote/index/MSCI-TAIWAN-STRD-107361484/news/Japan-s-message-for-Donald-Trump-don-t-cut-a-deal-with-China-45869505/>

19. <https://www.kyivpost.com/post/13208>

20. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k131926x/f1>

21. Jean Jaurès, discours à la Chambre des députés de l'Assemblée nationale, le 7 mars 1895.

http://www.jaures.eu/ressources/de_jaures/le-capitalisme-porte-en-lui-la-guerre-1895/

Telle que citée, la phrase figure dans le résumé du discours. Voici le passage concerné du discours selon la transcription officielle :

"Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dormante porte l'orage. Messieurs, il n'y a qu'un moyen d'abolir enfin la guerre entre les peuples, c'est d'abolir la guerre entre les individus, c'est d'abolir la guerre économique, le désordre de la société présente, c'est de substituer à la lutte universelle pour la vie, qui aboutit à la lutte universelle sur les champs de bataille, un régime de concorde sociale et d'unité."

22. <https://blogs.attac.org/groupe-societe-cultures/articles-cultures-anthropologie/article/le-combat-de-jean-jaures-reste-d>

En l'état actuel des choses et du monde, la "paix" est un mot vain.



a)



b)



c)



d)

a) Parade de l'armée azerbaïdjanaise marquant la victoire dans le conflit du Haut-Karabakh à Bakou, Azerbaïdjan, 10 décembre 2020.

b) Le sort du Haut-Karabakh est finalement scellé au terme d'une offensive militaire de l'Azerbaïdjan lancée le 19 septembre 2023.

c) En Afghanistan, des talibans patrouillent dans un marché. En juin 2024, le groupe Al-Qaïda, à travers son leader Seïf al-Adel, a lancé un appel au rassemblement en Afghanistan.

d) Des séparatistes maliens affirment avoir remporté, en juillet 2024, une victoire sur l'armée malienne et ses alliés russes, dans le nord du pays, près de la frontière algérienne.



e)



f)



g)



h)

e) En Syrie, manifestation au nord d'Idlib contre Hayat Tabrir al-Sham (Organisation de libération du Levant), mars 2024. Ce groupe s'est formé officiellement en janvier 2017. Son noyau dur est composé de membres de l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, Jabhat al-Nusra, qui avait été créée en janvier 2012, puis avait rompu avec Al-Qaïda en juillet 2016 en changeant son nom en Fatah al-Sham. Le groupe Hayat Tabrir al-Sham s'est imposé sur le territoire d'Idlib dès 2014, en faisant reculer des combattants de Daech. Son projet est de créer un émirat islamique centré géographiquement sur la province d'Idlib.

f) Les forces de sécurité libyennes défilent dans les rues de Tripoli, février 2024. Apparues après la chute et la mort de Mouammar Kadhafi en 2011, ces groupes, lourdement armés et équipés, opèrent de façon indépendante et jouissent d'un statut exceptionnel que leur ont conféré les services du Premier ministre et du Conseil présidentiel en 2021.

g) Au Soudan Omar el-Bechir a été renversé en 2019. En avril 2023 s'approfondit le conflit entre l'armée du général Abdel Fattah al-Burbane et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohamed Hamdane Daglo, dit "Hemetti". La prise de Wad Madani, en décembre 2023 (voir image), par les FSR, a jeté 500.000 Soudanais supplémentaires sur les routes. Le conflit a déjà fait plus de 15.000 morts et 8 millions de déplacés (chiffres de mai 2024).

h) Combattants yéménites appuyés par l'Arabie saoudite en opposition aux rebelles houthistes, au Yémen, en 2021.

La Russie, pays capitaliste impérialiste

Un contexte qui nécessite clarté

Incontestablement, le système d'économie capitaliste s'étend sur toute la planète. Dans ce cadre, les pays se situent à différents niveaux sur une échelle de développement, et leurs caractéristiques propres varient en conséquence. Aux deux extrêmes il y a, d'un côté, les principales puissances incarnant pleinement le capitalisme monopoliste impérialiste, et de l'autre, les pays dont le "développement" est totalement soumis à l'exploitation de leurs ressources naturelles et humaines au service des puissances impérialistes. Entre les deux les situations varient, de sorte que dans certains cas les avis divergent quant à savoir s'il s'agit de pays impérialistes ou non.

On peut raisonnablement s'abstenir d'essayer de trancher cette question systématiquement pour chaque pays. Mais il est indispensable d'adopter une position claire et nette pour certains, en particulier la Chine et la Russie. Pour la Chine, la raison est évidente, puisque le débat ne se résume pas à savoir si la Chine est un pays "seulement" capitaliste ou une puissance capitaliste impérialiste. En effet le Parti communiste chinois prétend que c'est un "pays socialiste à économie de marché", et il réussit à rallier à cette idée des gouvernements, des militants et des forces politiques - dont les motivations sont diverses, plus ou moins sincères. Notre analyse, bien sûr, réfute et rejette cette mascarade[1]. Pour la Russie, les apparences sont différentes, mais il est également nécessaire d'examiner les interprétations erronées et d'y opposer notre analyse.

Du point de vue économique il est généralement admis que durant la période de transformation puis de dissolution de l'URSS, le capitalisme a été rétabli en Russie. Mais les événements récents autour de l'Ukraine ont mis en relief des divergences parmi des forces politiques soi-disant communistes, à propos du rôle politique joué par la Russie au niveau international [2]. En pratique, certains - dont notamment le Parti communiste de la Fédération russe - propagent l'idée que, dans l'intérêt de l'humanité, il serait nécessaire de se positionner en faveur de la Russie dans ce conflit qui l'oppose aux USA et à l'Union européenne.

Comme pour la Chine, nous dénonçons cette propagande malveillante. Cela dit, afin de dissiper la

confusion qui règne à cet égard, il convient de fournir quelques explications.

La question des caractéristiques spécifiques d'un pays impérialiste

Afin d'analyser les caractéristiques de la Russie en tant que pays impérialiste, il convient d'abord de formuler quelques considérations au sujet de l'évolution du système impérialiste mondial depuis l'époque de son apparition.

Les traits fondamentaux de l'impérialisme restent ceux énoncés par Lénine[3] : la concentration des capitaux sous la forme de groupes monopolistiques et la concurrence entre ces groupes au niveau international; la relation intrinsèque entre la sphère économique où dominent ces groupes et la sphère politique assumée par les appareils d'État associés à eux; par conséquent la rivalité entre les capitaux qui les amène à s'affronter pour le partage et le repartage du monde par tous les moyens.

Il faut préciser que le capitalisme au stade impérialiste est un système bâti autour de groupes détenant une position monopolistique pas simplement dans un périmètre national, mais à l'échelle internationale. L'existence de groupes bénéficiant d'une situation monopolistique à l'intérieur de leur pays d'origine ne permet pas à elle seule de désigner valablement ce pays comme pays impérialiste. En outre, l'exportation de capitaux est un trait distinctif du capitalisme impérialiste, non pas considéré isolément, mais dans la mesure où elle constitue un maillon dans le processus d'accumulation élargie du capital.

Lénine souligne cette relation[4] :

Devenue capitaliste la première, et adoptant le libre-échange vers le milieu du 19e siècle, l'Angleterre prétendit au rôle d'"atelier du monde entier", de fournisseur en articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Au seuil du 20e siècle, on vit se constituer un autre genre de monopoles : tout d'abord, des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué; ensuite, la situation

de monopole de quelques pays très riches, dans lesquels l'accumulation des capitaux atteignait d'immenses proportions. Il se constitua un énorme "excédent de capitaux" dans les pays avancés.

[...] Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. [...] La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la "maturité excessive" du capitalisme dans certains pays, où [...] les placements "avantageux" font défaut au capital.

Cependant, certaines caractéristiques concrètes du système impérialiste mondial se sont modifiées.

Lénine montre par quels mécanismes s'est mise en place initialement la concentration des capitaux. Dans les conditions de l'époque, les banques ont joué le rôle central dans ce processus. Après avoir exposé des données chiffrées qui mettent en évidence l'essor des banques en matière de gestion centralisée des capitaux, il conclut[5] :

Mieux peut-être que de longs développements, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'accroissement des opérations bancaires modifient radicalement le rôle joué par les banques. Les capitalistes épars finissent par ne former qu'un seul capitaliste collectif. [...] En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement.

Et il constate :

Le remplacement du vieux capitalisme, où régnait la libre concurrence, par un nouveau où règne le monopole, entraîne, notamment, une diminution de l'importance de la Bourse. [...] En d'autres termes, l'ancien capitalisme, le

capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais.

Sa définition du capital financier synthétise ces analyses[6] :

Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.

Ultérieurement les mécanismes de fonctionnement du capital financier se sont complexifiés. Le marché boursier reste finalement un rouage essentiel dans la circulation des capitaux. Les banques n'ont nullement perdu leur importance, mais au-delà de la fonction d'accorder des crédits aux entreprises, elles participent substantiellement à la gestion de capitaux placés en actions par l'intermédiaire de fonds d'investissement. Toutefois de tels fonds existent aussi en dehors des institutions bancaires, notamment en tant que sociétés cotées en Bourse, dites sociétés de gestion d'actifs. Certaines parmi celles-ci ont une réputation fortement négative, y compris du point de vue des grands groupes monopolistiques.

La formation des groupes monopolistiques va de pair avec le développement de l'exportation des capitaux et, parallèlement, la concurrence entre ces groupes s'étend à l'échelle internationale. Lénine observe que ces rivalités aboutissent à un partage du monde, en deux étapes[7] :

Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage direct du globe.

Première étape[8] :

Et, au fur et à mesure que croissait l'exportation des capitaux et que s'étendaient, sous toutes les formes, les relations avec l'étranger et les colonies, ainsi que les "zones d'influence" des plus grands groupements monopolistes, les choses allaient "naturellement" vers une entente universelle de ces derniers, vers la formation de cartels internationaux.

Deuxième étape[9] :

L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les États, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la "lutte pour les territoires économiques".

Et à l'époque Lénine arrive à la conclusion suivante [10] :

Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir il pourra uniquement être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un "possesseur" à un autre, et non de la "prise de possession" de territoires sans maître.

Comme pour les aspects du capital financier, la question du partage du monde ne se présente pas à l'identique actuellement, en comparaison avec l'époque des empires coloniaux. Ceux-ci n'ont pas simplement vu leurs limites géographiques modifiées. Ils ont disparus. Il faut souligner que le terme de "néocolonialisme" est, sous certains égards, trompeur. Il est pertinent pour autant qu'il indique que l'indépendance formelle n'a pas apporté aux pays concernés une indépendance authentique. Ainsi, la référence à la "Françafrique" évoque des aspects réels d'un maintien d'une colonisation non déclarée, par l'impérialisme français. Mais fondamentalement le "partage" du monde ne fonctionne plus sous la forme d'un découpage de la planète en zones réservées, et cependant il n'y a pas un retour aux accords de "non-concurrence" entre groupes monopolistiques, tels que Lénine les constatait pour la phase initiale du "partage du monde". Désormais, les flux d'investissements internationaux sont multilatéraux et fortement imbriqués. Un pays peut effectuer des investissements dans d'autres pays et simultanément recevoir des investissements en provenance de ces mêmes pays.

L'enjeu du partage du monde n'a évidemment pas disparu, mais les mécanismes par lesquels il peut se concrétiser ont évolué. Il n'y a plus guère d'accords entre grands groupes monopolistiques pour définir des limites géographiques à respecter. En période de concurrence pacifique prévaut le principe : "que le

meilleur gagne". Ainsi la Chine est une source de préoccupation pour les autres puissances impérialistes, puisqu'elle réussit à capter des "parts de marché" considérables dans divers domaines et à faire en sorte que ses investissements soient accueillis favorablement par de nombreux pays.

La profonde interdépendance économique qui s'est établie entre les principaux pays et régions impérialistes, notamment avec la Chine, fait que le système capitaliste mondial est confronté actuellement à un dilemme. L'interconnexion des investissements internationaux a été pendant longtemps considérée comme bénéfique, mais s'avère problématique, puisqu'il devient de plus en plus difficile pour les "partenaires" de passer de la coopération à l'affrontement direct. Les mesures protectionnistes établies par les puissances impérialistes ne sont qu'un palliatif. Finalement se produit une perspective telle que Lénine aussi l'annonçait à son époque : une guerre entre puissances impérialistes au bout de laquelle le vainqueur impose sa loi au vaincu. C'est le cas de l'Ukraine, dans un cadre relativement restreint. Plus largement, l'Afrique subit des interventions militaires de forces qui tentent de s'imposer en différentes zones. Ces tentatives de "repartition" se font en grande partie en coordination avec des forces politiques et/ou militaires locales.

Malheureusement, face à ces réalités, des appréciations confuses et erronées persistent. Elles se sont nourries d'abord des victoires et des échecs des mouvements de libération nationale, qui ont tant bien que mal imposé la disparition - à quelques résidus près, tels que les "DOM-TOM" pour la France - des empires coloniaux. Par la suite sont apparues différentes théories plus ou moins élaborées. La "théorie des trois mondes" mise en avant par le Parti communiste chinois prétendait représenter le point de vue marxiste-léniniste. Samir Amin a formulé, pour les pays d'Afrique, la consigne de la "déconnexion" à l'égard des puissances impérialistes. Des penseurs au service de la grande bourgeoisie ont créé des "concepts" tels que les "pays émergents" ou le "Sud global". Selon une perception sommaire de la part de nombreux milieux soi-disant progressistes, le problème consisterait en une "mondialisation" restée confinée au "Nord" et qu'il faudrait propager cette "mondialisation" aux quatre coins de la planète. Hélas,

présenté naïvement ainsi, il ne s'agirait que de l'expansion illimitée de l'économie capitaliste avec toutes ses caractéristiques dommageables.

La Russie, un pays capitaliste impérialiste, qui peine à compenser ses faiblesses

La Russie est présente au niveau international, autant politiquement qu'économiquement. Pour nous, c'est un pays qui, au-delà de sa nature capitaliste, intègre les caractéristiques de l'impérialisme. Mais ce constat doit être resitué dans une perspective historique. Les racines de la contre-révolution qui a opéré la destruction du régime de dictature du prolétariat établi par la Révolution d'Octobre 1917 datent - en ce qui concerne sa mise en oeuvre planifiée - de la fin des années 1950 et du début des années 1960. Dès cette époque le régime socialiste a été éliminé objectivement. S'en est suivi une période de mesures concrètes qui ont achevé l'édifice des rapports de production capitalistes. Au début de la décennie 1990 la quasi-totalité de la production relevait encore du secteur étatique. Le processus d'appropriation privée des moyens de production qui s'est déroulé durant les années 1990 à travers des mesures massives de privatisation a réalisé la base pour la transformation de la Russie en pays impérialiste.

En premier lieu on trouve en Russie, au coeur de son économie, un bon nombre de groupes industriels et financiers présentant toutes les caractéristiques de base du capitalisme monopoliste. Quelques données chiffrées présentées ci-dessous servent à donner un aperçu des dimensions.

Une liste récente établit un classement des entreprises selon leur capitalisation boursière, qui correspond à la valeur de l'ensemble des actions en circulation d'une entreprise cotée en Bourse[11]. La première place est occupée par Microsoft (3130,97 milliards de dollars US), le premier groupe français (LVMH, 415,5) vient en 19e position. Le premier groupe russe (Sberbank, 71,42) apparaît à la 246e place. Dans le même ordre de grandeur, de 70 à 80 milliards, on trouve entre autres BNP Paribas, Stellantis, BMW, Volkswagen, China Telecom. Dans la fourchette de 15 à 20 milliards qui inclut les sociétés russes Polyus, Tatneft et Severstal, on trouve par exemple Repsol, NEC, Samsung, TDK, Kellogg's,

Bolloré, Nokia, Carlsberg, Philips, Dassault Aviation, Ericsson.

La capitalisation boursière n'est qu'un indicateur parmi d'autres de l'importance des grands groupes capitalistes. La structuration particulière de l'économie capitaliste en Russie - résultat de l'évolution à partir de l'URSS, État socialiste - fait que d'une part la composition de l'actionnariat comporte une proportion élevée de participations individuelles non cotées en Bourse et que d'autre part les exportations de capitaux se sont développées tardivement, ceci en raison aussi de l'étendue du territoire national et de la présence considérable de ressources naturelles sur le sol russe.

Dans l'article "Quelques groupes monopolistiques russes" (p. 44-51 dans le présent numéro de *La Voix des Communistes*) est décrit un échantillon de groupes (Rusal, Sual, Nor Nickel, Alrosa, Severstal), dont les caractéristiques montrent certaines limites propres à la Russie impérialiste.

Par exemple, la force d'Alrosa, dont l'activité concerne les diamants, vient du fait que ses ressources minières se trouvent essentiellement sur le territoire russe, la Russie représentant environ 31 % de la production mondiale de diamants[12]. En 2021, la production minière d'Alrosa était de 32,4 millions de carats, équivalant à 29 % de la production mondiale. En Angola, Alrosa détient une participation de 41 % dans la mine de Catoca qui représente environ 6 millions de carats par an. Il est à noter toutefois que si les sociétés minières russes de diamants génèrent environ 4,5 milliards de dollars US de revenus chaque année, ce n'est rien comparé par exemple aux revenus des exportations russes de pétrole et de gaz. Ces dernières, malgré les sanctions, ont atteint un montant de 384 milliards de dollars US en 2022.

Autre exemple, Severstal est un groupe qui intègre la chaîne complète des activités dans le domaine de l'acier et des mines associées; près de 100 % des installations de production de Severstal sont basées en Russie et la société est quasiment autosuffisante en matières premières (80 % en charbon à coke, 130 % en minerai de fer) situées à proximité de ses aciéries.

Globalement, les grandes entreprises russes sont relativement peu implantées en dehors du pays. L'industrie automobile, par exemple, est confinée à l'intérieur du périmètre national.

À côté des groupes monopolistiques dont l'activité se situe dans un secteur déterminé, existent aussi des sociétés dites holdings, par l'intermédiaire desquelles les grandes capitalistes investissent dans des filières variées (voir l'article "Quelques groupes monopolistiques russes", p. 44-51 dans le présent numéro de *La Voix des Communistes*).

Dans ce qui suit il sera question principalement de l'Afrique en tant que région où l'examen de la présence de la Russie est particulièrement instructif.

Les éléments suivants font ressortir certains caractères particuliers de l'impérialisme russe. En résumé, on constate un mélange de développement de groupes industriels monopolistiques - c'est le côté habituel de l'impérialisme - et de recherche de gains matériels par la force militaire - ce qui s'apparente, plus ou moins, à des méthodes mafieuses. Géographiquement, les zones d'influence sont d'abord proches de la Russie : l'Asie centrale, les Balkans, l'Europe de l'Est. Puis, à partir des années 2010, la Russie développe ses liens avec la Syrie et cherche progressivement à renforcer ses relations avec des États africains.

En octobre 2019, à Sotchi, la Russie a organisé un "sommet et forum économique et humanitaire Russie-Afrique", avec la participation de 54 États africains. 45 États étaient représentés par leur chef d'État, dont l'Angola, le Burkina Faso, la République centrafricaine, le Tchad, la Libye, Madagascar, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, la République du Congo, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Soudan du Sud, le Soudan, le Zimbabwe. Un deuxième sommet, du même type, a eu lieu en juillet 2023 à Saint-Petersbourg, avec la participation de 49 États africains. 17 États étaient représentés par leur chef d'État, dont le Burkina Faso, la République centrafricaine, la Libye, le Mali, le Mozambique, le Sénégal, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe.

Selon le bilan officiel du sommet de 2023, "au cours des discussions, les participants ont déclaré leur engagement à construire ensemble un monde multipolaire plus juste, reposant sur l'égalité souveraine des États et sur une coopération mutuellement bénéfique".

Les explications qui suivent sont axées sur l'activité du groupe paramilitaire russe connue sous le nom de "Wagner".

Mondialement, la participation de sociétés militaires privées aux conflits armés s'est fortement accrue depuis les années 2010 [13]. Déjà antérieurement, dans le cadre des conflits dans les Balkans puis en Irak, les effectifs militaires se répartissaient dans les deux cas entre environ 20.000 pour l'armée et autant pour le personnel extérieur sous contrat. Durant la guerre de l'Afghanistan, en 2012 les effectifs de l'armée étaient d'environ 79.000, tandis que le personnel extérieur sous contrat atteignait environ 112.000. En 2013-2014 les effectifs diminuaient globalement, mais le personnel extérieur sous contrat restait prépondérant. Des statistiques pour la période 2012-2023 montrent qu'aux USA, chaque année, les dépenses militaires concernaient pour moitié les contrats extérieurs aux forces armées nationales.

Le chef du groupe Wagner, Evgueni Prigojine, a affirmé qu'il avait organisé la mutinerie des 23 et 24 juin 2023 parce qu'il s'opposait à un ordre du ministère russe de la Défense, Sergueï Choïgou, qui exigeait que tous les membres du groupe signent des contrats directement avec le ministère[14]. Cela survenait après des années de conflit entre Prigojine et le ministère. En 2017 Prigojine a été accusé d'avoir détourné des fonds provenant de contrats du ministère de la Défense, et le ministère a commencé à retenir les financements. Puis il y a eu des frictions en Syrie, en février 2018, lorsque le groupe Wagner a combattu les forces US et kurdes autour de Deir ez-Zor. Le groupe a subi des pertes s'élevant à des centaines de morts. Les commandants officiels russes en Syrie ont nié, devant leurs homologues US, que les forces attaquantes étaient les leurs, et ne les ont pas appuyées. Le conflit entre le groupe Wagner et le ministère s'est accentué lorsque Prigojine s'est plaint de plus en plus de l'incompétence du commandement militaire russe dans la guerre menée en Ukraine, affirmant que ses combattants recevaient trop peu de munitions.

République centrafricaine

En République centrafricaine François Bozizé a pris le pouvoir lors d'un coup d'État en mars 2003 [15]. Dès le début, il a été confronté à des groupes d'opposition armés contestant son autorité, notamment dans le nord et l'est du pays. Le pays avait connu des coups d'État antérieurs et l'existence continue de groupes d'opposition armés, mais durant

la période de 2012 à 2014 les violences ont pris une dimension sans précédent. Initialement, l'opposition armée contre Bozizé n'a montré que des ambitions politiques et territoriales limitées, représentant des mouvements locaux défendant des intérêts communautaires plutôt étroits. Mais fin 2012 plusieurs groupes d'opposition armés ont formé l'alliance Séléka. Ces milices ont mené des attaques dans le nord-est du pays, se dirigeant vers Bangui et effectuant un coup d'État en mars 2013. Bozizé s'est enfui. Le chef de la Séléka, Michel Djotodia, s'est proclamé son successeur, mais par la suite il a perdu le contrôle de ses rangs, et les milices continuaient leurs actions violentes.

Fin 2013, des groupes d'autodéfense de villageois, présents depuis longtemps, se sont restructurés pour combattre la Séléka, sous le nom d' "anti-balaka"[16], et ont été renforcés par d'anciens soldats de la Force Armée Centrafricaine (FACA) et des gardes présidentiels fidèles à Bozizé. Ils combattaient avec des fusils de chasse, des flèches à pointe empoisonnée et des machettes.

La France a envoyé un contingent de troupes dénommées "Sangaris". Quelque 5.600 soldats de l'Union africaine se sont déployés à la même époque. Sous la pression, Djotodia renonçait à la présidence en janvier 2014; un gouvernement de transition dirigé par la maire de Bangui, Catherine Samba-Panza, a été mis en place. La Séléka s'est retirée vers l'est du pays et les anti-balaka ont commencé à combler le vide. Les affrontements violents et les attaques entre la Séléka, les anti-balaka et la population civile se poursuivent régulièrement.

Une mission de "maintien de la paix" de l'ONU, la MINUSCA, s'est déployée. Des élections ont eu lieu en 2016, Faustin-Archange Touadéra est élu; les soldats français de l'opération Sangaris quittent le pays.

Le groupe Wagner en République centrafricaine

Le groupe paramilitaire Wagner est présent dans le pays depuis 2016, alors sous le commandement de Valery Zakharov, ancien membre des services de sécurité de l'État russe et conseiller en sécurité du président Touadéra[17]. En octobre 2017, Touadéra s'est rendu en Russie où il a demandé le soutien militaire de la Russie en échange de l'accès aux

ressources d'or, de diamant et d'uranium de la République centrafricaine.

Historiquement, l'armée française est intervenue à plusieurs reprises dans le pays (dans les années 1979-1981 avec les opérations Caban et Barracuda, en 1996-1997 avec les opérations Almandin I, II et III, en 2003 avec Boali, et en 2016 avec Sangaris). En 2022 l'ambassadeur de France à Bangui a informé le ministère centrafricain de la Défense de la fin de la mission logistique (Mislog), et les dernières forces militaires françaises présentes ont quitté le pays en décembre 2022. Le conseiller du Président Touadéra déclarait à ce sujet que "le gouvernement a pris acte de ce départ et a officiellement demandé [...] que cela se fasse de manière coordonnée avec nos autorités".



*Bangui, Octobre 2021
"Pour le progrès et votre sécurité"
"Centrafrique" - "France"
"Frères d'armes depuis toujours"*

En janvier 2018 la Russie fournit des armes légères qui doivent équiper deux bataillons de l'armée centrafricaine[18] et pour les former, des instructeurs russes arrivent dans le pays. En 2019, avec la médiation de la Russie, le gouvernement a signé l'accord de Khartoum, parrainé par l'Union africaine, avec quatorze groupes armés contrôlant la plupart des provinces. Et fin mai 2019, un bureau de représentation du ministère russe de la Défense a été créé auprès du gouvernement centrafricain et les livraisons d'armes se sont intensifiées. À l'approche des élections présidentielles et législatives de décembre

2020, la plus haute juridiction du pays a rejeté la candidature de l'ancien président Bozizé. Cependant, après l'exclusion de Bozizé des élections de 2020, une alliance vague de groupes armés connue sous le nom de Coalition des patriotes pour le changement (CPC), composée de six signataires de l'accord de Khartoum, a déclaré son intention de perturber les élections. Bozizé a confirmé plus tard dans un communiqué qu'il dirigeait la CPC. Après que Touadéra a remporté en 2020 un second mandat de cinq ans, les insurgés ont avancé sur Bangui en janvier dans le but de renverser le gouvernement. Une combinaison de soldats de la paix de l'ONU, de personnel de Wagner et de soldats rwandais a repoussé l'attaque. Dans les semaines suivantes, les troupes dirigées par les paramilitaires de Wagner ont mis fin au blocus exercé par les rebelles sur les voies d'approvisionnement vers la République centrafricaine en provenance du Cameroun et ont arraché le contrôle de plus de vingt villes et villages à divers groupes rebelles. En avril, les troupes gouvernementales avaient atteint la plupart des bastions rebelles.



Bangui, 2024. En langue locale, le sango:
Beafrica mamboko na mamboko na Russie
È Sàra tènè kètè, è sàra kua míngi

Traduction ::
Centrafrique main dans la main avec la Russie
Peu de paroles, beaucoup de travail.

En juillet 2023 le président Touadéra a déclaré que "la Russie avait aidé à sauver la démocratie de la République centrafricaine et à éviter une guerre civile". Les autorités préparent l'installation d'une base militaire russe dont l'implantation est officiellement confirmée en février 2024 [19]. Des terrains ont été

désignés pour que les Russes y stationnent jusqu'à 10.000 soldats. En plus du groupe Wagner, la Russie compte environ 1.900 instructeurs dans le pays, aidant l'armée et d'autres services de sécurité et protégeant le président.

En juin 2023 Prigojine engage une épreuve de force ouverte avec Poutine[20]. En aout un avion avec Prigojine à son bord s'écrase, tous les passagers, parmi lesquels se trouvent les principaux dirigeants du groupe Wagner - Valery Chekalov et Dmitri Outkine -, meurent. Le général Andreï Averyanov, du service de renseignement militaire russe[21], est chargé de réorganiser les unités du groupe Wagner, dont les effectifs seront en grande partie intégrés dans une nouvelle structure dénommée Africa Corps[22]. Début septembre 2023 Averyanov, accompagné du Colonel-général Yunus-Bek Yevkurov, vice-ministre de la Défense, a entamé une tournée d'États où le groupe Wagner était présent. Ils ont commencé en Libye, où ils ont rencontré le maréchal Khalifa Haftar[23]; ensuite ils ont poursuivi au Burkina Faso, où ils ont été accueillis par le président, le capitaine Ibrahim Traoré; puis en République centrafricaine; et au Mali où ils ont rencontré les dirigeants de la junte. Lors d'un voyage ultérieur au Niger, ils ont également rencontré le général Salifou Modi, ministre d'État et ministre de la Défense, l'un des militaires qui ont pris le pouvoir au Niger en 2023. Selon Igor Korotchenko, ancien colonel et rédacteur en chef de la revue russe *Natsional'naya oborona* ("Défense nationale"), l'Africa Corps "devra mener des opérations militaires à grande échelle sur le continent [africain] pour soutenir les pays cherchant à se débarrasser enfin de la dépendance néocoloniale, à nettoyer la présence occidentale et à acquérir la pleine souveraineté"[24]. Néanmoins, il ne s'agit pas d'un remplacement pur et simple du groupe Wagner par une organisation nouvelle totalement distincte. L'objectif est de contrôler mieux les déploiements des paramilitaires et d'adapter les méthodes aux contextes qui évoluent. Le fait est qu'en Russie existent des dizaines de sociétés militaires privées, dont au moins douze liées au ministère de la défense. La prise en main des activités économiques du groupe Wagner en République centrafricaine, à la différence des aspects politiques, peut s'avérer plus complexe.

[Note : La mort de Prigojine et des principaux dirigeants ayant créé le groupe Wagner a conduit à des

restructurations successives des groupes paramilitaires russes intervenant en dehors de la Russie. Néanmoins l'usage courant continue à utiliser "Wagner" comme désignation générique de ces formations. C'est ce qui est appliqué aussi dans la suite du présent texte.]

Le groupe Wagner en République centrafricaine - les ressources minières

Dans le domaine économique, le groupe Wagner a établi un réseau de sociétés[25]. En Russie : M Invest, M Finans, Ferrum Mining, Broker Expert; en République centrafricaine : Lobaye Invest, Midas Resources, Diamville, First Industrial Company, Bois Rouge, Seva Security Forces; au Madagascar : Kraoma Mining, Malagasy Investment Corporation, Kraomita Malagasy.

Les activités les plus importantes de ces entreprises se situent dans le secteur minier, en République centrafricaine. En octobre 2017, avant même l'arrivée des premières troupes de Wagner, a été enregistrée la société Lobaye Invest, spécialisée dans l'extraction d'or et de diamants, notamment dans les préfectures de Lobaye et de Haute-Kotto. Midas Resources est basée en République centrafricaine tout en ayant de liens avec des sociétés connectées au groupe Wagner à Madagascar. Midas est propriétaire de concessions et de licences pour la prospection et l'extraction de minéraux, de métaux précieux et semi-précieux et de pierres précieuses. Il est arrivé que Midas travaille ouvertement avec le groupe rebelle Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), basé dans le pays. Diamville est spécialisée dans les transactions sur l'or et les diamants, et Industrial Resources General Trading (société basée aux Émirats arabes unis, à Dubaï) gère les transactions pour le compte de Diamville. Les commerçants locaux, en République centrafricaine, vendent uniquement à Diamville sous peine de représailles. Le processus d'extraction repose généralement sur le travail manuel des mineurs en des conditions oppressives dans des mines à ciel ouvert.

D'autres activités font partie du dispositif. First Industrial Company gère une brasserie et une entreprise de production de boissons à Bangui, M Finans est à la fois société minière de métaux précieux et fournisseur de services de sécurité privée. Pour cette dernière activité, s'ajoute Sewa Security Forces. En outre il y a une société dénommée Bois

Rouge. Après qu'une concession forestière pour la zone de la province de Lobaye a été accordée à une société forestière locale, cette décision a ensuite été annulée et la concession a été réattribuée à Bois Rouge.

Un cas particulier concerne le gisement d'or de Ndassima, où l'exploitation atteint le stade industriel, ce qui généralement n'est pas le cas pour les autres sites miniers en République centrafricaine. Il en sera question plus loin, à propos de la présence de la Chine en République centrafricaine.

Mali

La France est intervenue pour la première fois au Mali, en 2012-2013, dans le cadre de l'opération militaire Serval, pour repousser les forces djihadistes. L'opération avait un mandat limité et a été considérée comme un succès. La France s'est à nouveau déployée en 2014 avec un champ d'action beaucoup plus large, une zone géographique plus étendue à couvrir, et des effectifs insuffisants, atteignant un maximum de 5.100 soldats en 2020. Après les coups d'État de 2020 au Mali et de 2022 au Burkina Faso l'opération se termine en aout 2022.

En aout 2020 l'armée malienne dépose le président Ibrahim Boubacar Keïta. Une junte militaire est formée sous la direction du colonel Assimi Goïta. Un président et un gouvernement de transition sont mis en place. En mai 2021, après des divergences sur la composition du gouvernement, Assimi Goïta le dissout.

Au Mali, des sociétés minières internationales sont installées depuis longtemps et contribuent régulièrement à la croissance du secteur aurifère[26]. Le pays figure parmi les plus importants producteurs d'or sur le continent. En novembre 2021, le groupe Wagner est arrivé au Mali à la suite d'une demande du gouvernement qui cherchait un soutien militaire face aux forces djihadistes. Le groupe Wagner semblait initialement déterminé à reproduire les modèles d'extraction qui lui ont bien servi en République centrafricaine et au Soudan. Des entités liées à Wagner ont créé trois sociétés d'exploitation aurifère enregistrées au Mali au cours de l'hiver 2021 et du printemps 2022. Pourtant, aucune de ces sociétés n'a finalement obtenu l'accès aux opérations d'extraction

d'or. Toujours est-il que la prospection minière russe se développe. Cependant, plutôt que de rémunérer le groupe paramilitaire avec un accès préférentiel aux sites miniers, la junte a versé à Wagner 10 millions de dollars US par mois en espèces, soit plus de 200 millions de dollars US entre décembre 2021 et juin 2023. En plus de ces sommes, il semble que le groupe pourrait également obtenir des concessions minières directement, dans le nord agité du pays, où il a aidé le gouvernement dans ses opérations militaires.

Début 2023, les paramilitaires de Wagner ont repris au moins trois mines au sud de la capitale malienne, Bamako : Balandougou, à environ 20 kilomètres de la frontière avec la Guinée; Koyoko, un site d'orpaillage voisin dans le cercle de Kangaba; et un troisième site près de Yanfolila. En novembre 2023, ils ont aidé l'armée malienne à reprendre le bastion rebelle de Kidal, une région riche en or. L'orpaillage aurait commencé dans le nord de Kidal en 2016 et, bien qu'il n'y ait pas d'exploitation minière industrielle dans la région, celle-ci abriterait des centaines de sites d'orpaillage artisanaux informels. En février 2024 l'armée malienne et les paramilitaires russes ont investi la mine d'or d'Intahaka. Il s'agit d'un vaste site d'orpaillage artisanal situé dans le gourma malien, commune de N'Tillit, à environ 80 kilomètres du cercle de Gao, dans le nord du pays.

En novembre 2023, la junte malienne a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec la Russie pour construire une raffinerie d'une capacité de 200 tonnes par an, ce qui en ferait la plus grande raffinerie d'or d'Afrique de l'Ouest. Dans une interview à la télévision d'État, le ministre des Raffineries, Alousséni Sanou, a déclaré que la raffinerie "nous permettra non seulement de contrôler toute la production d'or mais aussi de pouvoir appliquer correctement tous les impôts et taxes".

Parallèlement à ces avancées, la junte a autorisé les entreprises internationales d'exploitation minière de continuer à opérer dans le pays en échange de déclarations fiscales importantes. Les sociétés minières aurifères restent les plus gros contribuables de l'État, à hauteur de plus de 50 % de toutes les recettes fiscales pour 2022. Cependant selon certaines informations les mines d'or les plus productives du Mali - Loulo et Gounkoto, gérées par la société canadienne Barrick Gold - sont dans la ligne de mire de la Russie. Ils indiquent que d'importantes négociations sont en

cours à Bamako en vue du retrait de Barrick Gold de ces deux sites.

En mars 2024, des entreprises russes ont conclu plusieurs accords avec le Mali pour la construction de raffineries d'or, la cartographie géologique et la coopération dans le domaine de l'énergie nucléaire civile; les gouvernements malien et russe ont également signé plusieurs accords de coopération dans les domaines du pétrole, du gaz, de l'uranium et de lithium.

En avril 2024 le chef de la junte, Goïta, par décret "suspend jusqu'à nouvel ordre [...] les activités des partis politiques et les activités à caractère politique des associations", puis en juillet cette suspension est levée[27].

"Amitié sans limites" entre puissance impérialistes

En République centrafricaine, en 2010, les droits exclusifs d'exploitation concernant une zone d'importants gisements d'or autour de la localité de Ndassima (située à 18 km de Bambari dans la préfecture de la Ouaka) ont été attribués à la société canadienne Axmin, dans le cadre du projet aurifère Passendro pour une durée de 25 ans[28]. Cependant, en décembre 2012, la mine a été saisie par des forces rebelles de Séléka[29]. Axmin a abandonné ses opérations et a fait valoir juridiquement des circonstances de force majeure. Les rebelles ont forcé la population locale à travailler dans la mine, extrayant l'or grâce à des techniques rudimentaires.

En avril 2018, la société Lobaye Invest liée au groupe Wagner a obtenu un permis pour développer des gisements aurifères à proximité de quatre villes centrafricaines : Bangassou, Ouadda, Bria et Sam-Ouandja. Et en mars 2020 Midas Ressources, également liée au groupe Wagner, a obtenu un permis d'exploitation minière pour le gisement de Ndassima, la licence existante pour la zone au bénéfice d'Axmin a été révoquée. Axmin ayant contesté cette décision, la Chambre Arbitrale Internationale de Paris assure la médiation dans l'affaire. La concession foncière de Midas à Ndassima comprend au moins 12 autres emplacements inexploités sur un rayon de 700 km carrés. Une note de 2021 du ministre des Mines de la République centrafricaine au président faisait référence à cet arrangement et précisait que les contributions de

la Russie à la sécurité nationale devaient être prises en considération.

Selon des estimations, les opérations du groupe Wagner à Ndassima seraient capables de produire jusqu'à 290 millions de dollars US d'or par an[30]. Un communiqué du ministère des Mines de la République centrafricaine de décembre 2020 indique que la valeur brute estimée des gisements d'or sur le site est de 1,7 billion de francs CFA centrafricains (XAF) (2,8 milliards de dollars US). Le groupe Wagner a transformé la mine autrefois artisanale en un complexe étendu. Aujourd'hui, la mine s'étend sur huit zones de production à différents stades de développement. Les USA ont estimé que le groupe aidait à construire le site pour une exploitation à long terme et a fortifié la mine, en construisant des ponts au niveau des rivières et en installant des canons anti-aériens montés sur camions à des endroits clés.



La mine Ndassima, 2014-2015



La mine Ndassima, 2014-2015

Le litige concernant Axmin et la mine de Ndassima n'est pas encore réglé. Un aspect intéressant concerne le fait que l'actionnariat d'Axmin est dominé par des capitaux chinois.

Les entreprises détenues et exploitées par des ressortissants chinois sont des acteurs importants dans

le secteur de l'or en République centrafricaine[31]. De nombreuses entreprises chinoises exploitent des mines d'or semi-mécanisées dans tout l'ouest du pays. C'est le cas de l'entreprise chinoise Gold Coast Group, dans le village de Chingbolo, près de Bambari, à environ 400 kilomètres au nord-est de Bangui, dans le centre du pays. Une semaine seulement après le début des activités en mars 2023, elle a subi une attaque menée par un groupe d'hommes armés, ayant pour résultat la mort de neuf ressortissants chinois.

Le jour des événements, une patrouille de miliciens chargée de protéger les lieux a vu arriver un groupe d'hommes armés décrits par les témoins comme des "soldats blancs" montrant les mêmes insignes militaires que portent souvent les groupes de paramilitaires russes. Ils ont ordonné aux miliciens de quitter la zone, en disant que désormais eux seraient responsables de la sécurité sur place. Puis ils ont poursuivi leur chemin vers la mine, et peu après, les miliciens ont entendu une forte explosion à la mine suivie de coups de feu qui ont duré plus d'une heure. Ensuite les mêmes véhicules transportant les mêmes hommes armés ont été vus quitter les lieux.

Sans fournir aucune preuve, le gouvernement centrafricain a déclaré peu après l'incident que l'attaque était un "acte terroriste" perpétré par des militants de la CPC. Leur objectif, selon le porte-parole du gouvernement Ghislain Djori, "est de décourager les investisseurs désireux de soutenir les efforts entrepris par le président de la République Faustin Archange Touadéra". Par contre un ancien combattant du groupe rebelle UPC qui a également travaillé pour le groupe Wagner en République centrafricaine, exprime un avis différent : "Les rebelles ne tuent généralement pas les étrangers, mais les kidnappent et demandent une rançon pour leur libération. C'est une attaque que seuls les Russes peuvent mener." D'ailleurs même l'Assemblée nationale centrafricaine accuse plutôt des mercenaires étrangers d'être à l'origine de l'attaque (toutefois un communiqué publié par le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Évariste Ngamana, ne mentionne aucun pays en particulier).

Les sanctions, arme des impérialismes occidentaux

En 2014, l'annexion de la Crimée et la déstabilisation de l'est de l'Ukraine par la Russie ont

donné lieu à l'adoption de sanctions par l'Union européenne, la Grande Bretagne, les USA, le Canada et d'autres États liés à l'OTAN. Ces mesures se sont poursuivies et ont été renforcées après le déclenchement de la guerre sur le territoire ukrainien, en 2022.

Ces sanctions économiques sont de différents types. Elles peuvent viser des entreprises et des individus. Il peut s'agir de limiter l'accès aux services et marchés financiers occidentaux, de soumettre à embargo certains échanges commerciaux (exportation et importation). Elles incluent l'immobilisation ou la confiscation de biens ou d'avoirs financiers.

Les possibilités de mise en oeuvre varient selon les cibles visées, et selon, à la fois, les difficultés pour trouver des dispositifs efficaces et les répercussions pouvant contrarier les initiateurs de ces sanctions.

Par exemple en 2014 au sujet d'un éventuel embargo appliqué par l'Europe concernant l'importation de nickel produit par la société russe Norsk Nickel, le directeur de la société française Eramet, concurrent de Norsk Nickel, a déclaré[32] : "Il est peu probable qu'un embargo de la part de l'Europe se concrétise, car ce serait se tirer une balle dans le pied, puisque Norilsk pourrait expédier sa production en Asie, créant ainsi une pénurie en Europe et une offre excédentaire en Asie. La conséquence serait une hausse des prix physiques en Europe et une réduction en Asie."



*Selon <https://www.visitdubai.com/fr/places-to-visit/> :
Ce centre commercial à Dubaï abrite 90 détaillants vendant de l'or,
de l'argent, du platine et des pierres précieuses.*

Dans le cas du commerce de diamants, en pratique il est impossible de garder la trace de leur origine jusqu'au bout du circuit commercial, et donc de pénaliser sélectivement la commercialisation de diamants par la Russie. Les diamants peuvent changer de mains 20 à 30 fois entre la mine et le marché. La principale complication est que 90 % de l'offre mondiale de diamants sont expédiés à l'étranger pour

être taillés et polis, quel que soit l'endroit où ils ont été extraits. Après avoir transité par des pays pour être traités, les diamants russes reçoivent le statut de "mixtes". L'Inde, les Émirats arabes unis et la Belgique sont les trois plus grandes plaques tournantes où les diamants russes peuvent être transformés en diamants "mixtes".

Quant aux sanctions concernant des individus en tant qu'investisseurs, il s'agit notamment de mesures d'embargo visant des sociétés dont ils sont actionnaires au-delà de 50 %. Quand une telle mesure est prise, elle déclenche en général des manoeuvres de réaménagement des multiples structures de sociétés holding intermédiaires, de façon à escamoter l'identité de l'actionnaire final.

Les choix guerriers de Poutine contrarient les grands capitalistes russes

Le constat concernant la faiblesse de l'impérialisme russe ne repose pas seulement sur la place qu'occupe le pays dans le monde. Cette faiblesse ressort, en premier lieu, de causes internes, nationales, liées à son histoire entre 1917 et les années 1960. L'URSS authentique a édifié un secteur industriel comprenant des entreprises de grande envergure. À partir de la contre-révolution, commencée par Nikita Khrouchtchev, les rapports de production ont été progressivement orientés vers le capitalisme. En 1991, Boris Yeltsin accélère le processus. En un bref laps de temps, de brusques privatisations permettent à un petit nombre de personnes de s'approprier des pans entiers de l'appareil industriel. C'est ainsi que se mettent en place des groupes industriels importants.

De nos jours, dans le système capitaliste mondial, dans chaque secteur d'activité (automobile, appareils électroniques, pétrole...), un nombre limité de groupes, pris ensemble, dominant le marché mondial. Ces groupes se font concurrence, chacun s'efforçant de s'accaparer la plus grande part possible de son secteur et les profits correspondants. Il n'y a donc pas, communément, un seul groupe qui détiendrait le monopole exclusif de son secteur d'activité.

Le système impérialiste mondial repose sur une relation mutuelle entre la sphère économique et les États. Dans le contexte récent de concurrence interimpérialiste, la Russie se trouve être très vulnérable face aux impérialismes US et européens.

Vladimir Poutine a choisi d'orienter l'affrontement sur le terrain militaire, où la Russie se trouve pour l'instant en situation favorable. Mais elle subit les conséquences des sanctions économiques mises en oeuvre par les États ennemis.

Les sanctions ont eu des conséquences de deux types.

L'obligation pour les sociétés occidentales implantées en Russie de quitter le pays, départ dommageable pour ces sociétés, offre l'occasion aux capitalistes russes de prendre possession de moyens de production dans des conditions extrêmement avantageuses. Ainsi l'administration russe, pour toutes les transactions de cessation d'actifs avec l'étranger, impose des remises considérables (couramment de 50 %) sur la valeur de ces actifs et cela après que des consultants sélectionnés par le gouvernement ont évalué l'entreprise (ce qui ouvre évidemment la porte à l'arbitraire); en outre est exigée une contribution au budget national russe d'au moins 10 % du prix[33]. Dans certains cas, les sociétés occidentales ont cédé leurs actifs en Russie pour un euro symbolique. Par ailleurs la Russie arrive à compenser partiellement les entraves imposées par les impérialismes occidentaux en renforçant ses liens avec la Chine; cependant elle s'expose ainsi à une accentuation du caractère asymétrique de ces relations, en sa propre défaveur.

Ces bouleversements dans la composition de l'actionnariat conduisent d'une part à l'apparition d'un groupe de nouveaux capitalistes bénéficiant de cette aubaine et se focalisant sur l'économie nationale. Parallèlement le gouvernement poursuit une stratégie basée sur le contrôle d'ensemble de l'économie à travers un secteur nationalisé.

D'autre part, à l'inverse de ce niveau national, les sanctions entraînent des conséquences négatives d'ampleur considérable pour les groupes monopolistiques dont les profits proviennent de leurs activités internationales. Dès le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine, de grands capitalistes russes se sont exprimé ouvertement pour affirmer la nécessité d'arrêter immédiatement la guerre et de chercher une solution pacifique au conflit. Ils se sont adressés aussi aux gouvernements occidentaux en expliquant que, concernant la guerre, ils "n'y étaient pour rien". Mais certains ont amplifié leur critique du gouvernement russe. Parmi eux se distingue en particulier Oleg Deripaska (voir l'article "Quelques groupes

monopolistiques russes", p. 44-51 dans le présent numéro de *La Voix des Communistes*). À la fois, il souligne les conséquences dommageables de la guerre pour l'économie nationale, et critique la politique économique suivie par le gouvernement. Sur ce deuxième aspect il vise le fait que le gouvernement favorise les investissements dans le cadre national - en particulier sous la forme du secteur nationalisé au détriment des investissements privés - et rejette les investissements venant de l'extérieur. En outre, évidemment, Deripaska et les autres grands capitalistes présents au niveau international sont motivés dans leur critique de la guerre parce que - contrairement à ce qui se passe au niveau national - ils sont sévèrement touchés par les sanctions : rétrécissement des débouchés, manque de fournitures, pression des gouvernements dans les pays où ils sont implantés (notamment s'il s'agit de coentreprise avec des sociétés occidentales)...



Juin 2009, Poutine, alors premier ministre, s'est rendu à Pikaliovo, où des travailleurs protestent pour réclamer des salaires impayés. Deripaska est l'actionnaire majoritaire de l'usine concernée. "Vous avez fait de milliers de personnes les otages de vos ambitions, de votre manque de professionnalisme - ou peut-être simplement de votre cupidité grossière", a déclaré Poutine en s'adressant à Deripaska et ses deux associés (à gauche Poutine, à droite Deripaska.)

Voici quelques extraits de prises de position de la part de Deripaska.

En mars 2023, il intervient à l'occasion d'un Forum économique organisé en Krasnoïarsk (en Sibérie)[34] :

Je suis toujours très préoccupé par le fait que le gouvernement et le monde des affaires sont constamment en conflit. [...] Le capitalisme d'État est une voie qui ne mène nulle part! Je suis horrifié de voir les ressources qui ont été dépensées au cours de l'année écoulée, manifestement gaspillées. [...] Je pense que l'on peut se demander s'il n'y a pas trop d'appareil d'État et de capitalisme d'État. Nous avons besoin de plus de liberté et de concurrence.

En juillet 2023, en commentant une émission de la chaîne de télévision FOX news, il écrit[35] :

Le participant au programme a parfaitement expliqué les conséquences qui ont surgi après des tentatives, même faibles, de lancer un capitalisme d'État en Amérique : à quel point cela fait reculer à la fois l'économie et la société. Dans notre pays, cette expérience dure déjà depuis une bonne quinzaine d'années, les conséquences sont également déjà visibles à l'oeil nu. Et il me semble que le moment est venu d'oublier cela, de tourner la page et de commencer une nouvelle vie normale dans un État qui vivra selon la loi, et non selon des concepts, avec des institutions fonctionnelles et une économie de marché libre.

La vision adoptée par Poutine est radicalement différente. En mars 2023 il s'adresse - pour la première fois depuis le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine - aux grands capitalistes russes[36]. Les milliardaires Oleg Deripaska, Vladimir Potanine, Alexei Mordashov, German Khan, Viktor Vekselberg, Viktor Rashnikov, Andrei Melnichenko, Dmitry Mazepin participaient à la réunion. Poutine proclame :

Un entrepreneur responsable est un véritable citoyen de la Russie, de son pays, un citoyen qui comprend et agit dans son intérêt. Il ne cache pas d'actifs à l'étranger, mais enregistre les sociétés ici, dans notre pays, et ne dépend pas des autorités étrangères.

Poutine se retranche dans une position basée sur le nationalisme et l'expansionnisme géographique. Il ferme les yeux devant le fait - ou est incapable de le comprendre - que ce qu'il demande à ces milliardaires (ne pas cacher d'actifs à l'étranger mais enregistrer les sociétés en Russie) signifie qu'ils devraient renoncer aux mécanismes qui leur permettent d'engranger des milliards de profits.

Les conséquences de la stratégie choisie par Poutine

La situation actuelle de la Russie peut être évaluée sous différents angles. Ici nous en distinguons trois : l'économie nationale, les éléments d'économie impérialiste, la géopolitique.

Concernant l'économie nationale, certaines analyses considèrent que la Russie a résisté aux difficultés

résultant de la guerre engagée en Ukraine, que l'appareil de production a redémarré et que la production (selon la mesure du PIB) augmente. Néanmoins le montant du financement de la guerre constitue un facteur négatif de poids.

En ce qui concerne les investissements russes à l'étranger - directs et indirects - les répercussions de l'invasion de l'Ukraine ont entraîné une forte diminution de leur rayon d'action.

L'évolution à venir dépend d'abord de la tournure que prendra la guerre en Ukraine. Quelle qu'en soit l'issue, Poutine aura "réussi" la "déconnexion" de l'impérialisme russe de ses concurrents (alors que dans le cas de la Chine, les autres grandes puissances impérialistes ont beaucoup de mal à établir une stratégie tranchée autour de l'éventualité de réduire l'imbrication des investissements mutuelles avec la Chine). Pour le reste, selon les deux cas de figure - victoire ou défaite (abstraction faite de toutes sortes de situations indécises et confuses) - deux projections, évidemment hasardeuses, peuvent être faites.

En cas de défaite, la Russie sera perdant quasiment sur tous les plans. Le projet eurasiatique sera relégué au rang de phantasmes, ce qu'il est fondamentalement. Les groupes monopolistiques russes présents internationalement auront peu de perspectives de récupérer ce qu'ils ont perdu et de renverser la dynamique des sanctions subies (sauf - hypothèse pour la forme - s'ils réussissent un coup d'État en leur faveur et retournent leur veste pour se placer dans le giron des impérialismes occidentaux). La composante mafieuse de l'impérialisme russe (décrite plus haut) devrait pouvoir persister.

En cas de victoire, la Russie aura élargi son emprise géographique, ce qui l'enrichira puisqu'en principe le capital russe est fortement présent en Ukraine. Pour les investissements internationaux les conséquences peuvent être diverses, mais le bilan global pour les groupes monopolistiques risque d'être négatif : ils resteront exposés à l'hostilité des impérialismes occidentaux et subiront l'orientation nationaliste de Poutine. Par contre il n'y a pas de signes indiquant que l'action mafieuse déployée en Afrique cesserait.

Notes

1. "La Chine, promoteur du multilatéralisme impérialiste"

La Voix des Communistes, no 31, 2e semestre 2023 – p. 34-45.

<https://rocml.org/vdc-2023-09-no-31-p-34-45/>

"La Chine impérialiste, ennemi des populations opprimées du monde"

La Voix des Communistes, no 31, 2e semestre 2023 – p. 46-61.

<https://rocml.org/vdc-2023-09-no-31-p-46-61/>

"La Chine peut-elle constituer un exemple d'économie "antilibérale"?"

<https://rocml.org/chine-constituer-exemple-economie-antiliberales/>

2. "L'Ukraine, enjeu de la rivalité interimpérialiste entre USA, UE et Russie"

<https://rocml.org/ukraine-rivalite-interimpérialiste-usa-ue-russie/>

3. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, chapitre 7 :

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp7.htm>

4. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp4.htm>

5. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp2.htm>

6. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp3.htm>

7. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp4.htm>

8. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp5.htm>

9. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp5.htm>

10. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp6.htm>

11. (Consulté en avril 2024.)

<https://companiesmarketcap.com>

12. <https://lupicinio.com/en/russia-importance-of-diamond-industry/>

<https://www.rivistaitalianadigemmologia.com/en/2022/01/21/will-angola-became-no-1-diamond-producer-in-the-world/>

<https://www.livemint.com/industry/how-sanctions-on-russia-will-change-the-diamond-trade-11709733460997.html>

Les données chiffrées sont citées à titre indicatif, dans la réalité les valeurs effectives varient selon les années.

13. <https://www.gisreportsonline.com/r/private-military-companies/>

<https://www.nextgov.com/digital-government/2013/05/defense-contractors-vastly-outnumber-troops-afghanistan/63995/>

<https://www.consilium.europa.eu/media/66700/private-military-companies-final-31-august.pdf>

14. <https://www.russiamatters.org/analysis/why-wagner-group-cannot-be-easily-absorbed-russian-military-and-what-means-west>

15. <https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2014/11/IPIS-CAR-Conflict-Mapping-November-2014.pdf>

<https://time.com/3640525/central-african-republic-conflict-anti-balaka-seleka/>

<https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/russias-influence-central-african-republic>

16. "Balaka" signifie machette dans la langue locale, le Sango. "Anti-balaka" signifie à peu près : immunisé contre les machettes, invincible.

17. https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1554659/

<https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-003/01-russias-presence-in-west-africas-gold-sector.html>

<https://analytics.intsecurity.org/en/the-impact-of-wagner-groups-activities-on-african-states-implications-for-ukraine/>

<https://www.bbc.com/news/world-africa-59699350>

<https://afriquemedias.tv/2022/12/01/troupes-francaises-en-rca-les-dessous-dun-retrait-annonce/>

18. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/01/28/mali-libye-soudan-centrafrique-mozambique-recit-de-cinq-ans-d-avancee-russe-en-afrique_6111413_3212.html

<https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/russias-influence-central-african-republic>

<https://analytics.intsecurity.org/en/the-impact-of-wagner-groups-activities-on-african-states-implications-for-ukraine/>

19. <https://mondafrique.com/confidentiels/afrique/la-centrafrique-va-accueillir-la-premiere-base-militaire-russe-en-afrique/>

20. https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/mort-d-evgueni-prigojine/crash-de-l-avion-d-evgueni-prigojine-qui-etaient-les-hommes-sur-la-liste-des-passagers_5932172.html

21. Service de renseignement militaire russe (sigle GU, pour Glavnoye Razvedyvatel'noye Upravleniye). Fréquemment est utilisé le sigle GRU qui correspond à la dénomination en vigueur jusqu'en 2010 (Direction générale du renseignement, Glavnoye Razvedyvatel'noye Upravleniye).

22. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/12/15/afrique-corps-le-nouveau-label-de-la-presence-russe-au-sabel_6205937_3212.html
https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/28/le-marechal-libyen-haftar-recu-par-vladimir-poutine-a-moscou_6191497_3210.html
<https://www.bbc.com/news/world-africa-68322230>

23. Rongée par les divisions depuis la chute de Mouammar Kadhafi, en 2011, la Libye est gouvernée par deux administrations rivales : l'une à Tripoli, dans l'Ouest, dirigée par Abdel Hamid Dbeibah et reconnu par l'ONU, l'autre dans l'Est, incarnée par le Parlement et affiliée au camp de Khalifa Haftar.

Le gouvernement russe entretient des relations étroites avec le maréchal Haftar, qui avait eu recours au groupe Wagner dans sa tentative ratée de s'emparer de la capitale, Tripoli, d'avril 2019 à juin 2020. Cet échec avait été suivi en octobre 2020 d'un accord de cessez-le-feu, dont le respect est supervisé par une commission militaire composée de cinq officiers de chaque camp.

Depuis, des centaines de membres du groupe Wagner sont restés actifs dans l'Est, qui est aussi la zone des terminaux pétroliers, et dans le sud de la Libye, malgré le départ d'une partie de leurs effectifs vers le Mali ou vers l'Ukraine pour combattre aux côtés de l'armée russe.

24. https://t.me/s/igor_korotchenko/14809
<https://www.agenzianova.com/fr/news/la-russia-lavora-con-la-libia-alla-creazione-di-un-corpo-militare-in-africa/>

25. <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/02/Julia-Stanyard-T-Vircoulon-J-Rademeyer-The-grey-zone-Russias-military-mercenary-and-criminal-engagement-in-Africa-GI-TOC-February-2023-v3-1.pdf>
<https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1581>

26. <https://bloodgoldreport.com/wp-content/uploads/2023/12/The-Blood-Gold-Report-2023-December.pdf>
<https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-003/01-russias-presence-in-west-africas-gold-sector.html>
<https://www.csis.org/analysis/tracking-arrival-russias-wagner-group-mali>
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/01/28/mali-libye-soudan-centrafrique-mozambique-recit-de-cinq-ans-d-avancee-russe-en-afrique_6111413_3212.html
<https://adf-magazine.com/2024/04/russia-tightens-control-of-malian-gold/>
<https://www.understandingwar.org/backgrounder/afrika-file-april-4-2024-mali-and-russia-explore-mali-s-mineral-wealth-niger-plays>
<https://www.agencecofin.com/actualites/1204-117821-lutte-anti-terroriste-des-instructeurs-et-des-equipements-militaires-russes-sont-arrives-au-niger>

27. <https://www.malivweb.net/politique/mali-le-colonel-assimi-goita-suspend-les-activites-politiques-jusqua-nouvel-ordre-3059967.html>
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/07/11/au-mali-la-junte-au-pouvoir-annonce-autoriser-les-partis-politiques-a-reprendre-leurs-activites_6248458_3212.html

28. <https://www.voanews.com/a/rebels-retain-control-mine-central-african-republic/2530046.html>
<https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy1581>
<https://www.agencecofin.com/or/1208-79143-centrafrique-axmin-denonce-la-reattribution-de-son-permis-minier-pour-la-mine-d-or-de-ndassima>
https://southafrica.bss.de/fileadmin/user_upload/Projects_HSS/South_Africa/Dokumente/2023/GI-TOC_Russia_Study_-_Research_Report.pdf
<https://bloodgoldreport.com/wp-content/uploads/2023/12/The-Blood-Gold-Report-2023-December.pdf>

29. <https://t-intell.com/2018/08/08/murder-of-journalists-exposes-russian-presence-in-the-central-african-republic/>

La Séléka a été officiellement dissoute au mois de septembre 2013 par Michel Djotodia, l'un des chefs de la rébellion. Mais cette décision n'a pas eu d'effets sur les formations armées qui continuaient de contrôler d'importantes régions à l'intérieur du pays. Lors d'une réunion qui s'est tenue dans le nord de la République centrafricaine le 11 mai 2014, la Séléka s'est dotée d'un nouvel état-major qui s'est ensuite installé dans la ville de Bambari, à 400 km de Bangui.

30. <https://bloodgoldreport.com/wp-content/uploads/2023/12/The-Blood-Gold-Report-2023-December.pdf>
<https://www.crisisgroup.org/afrique/central-afrique/central-african-republic/russias-influence-central-african-republic>

31. <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-003/01-russias-presence-in-west-africas-gold-sector.html>
<https://www.thedailybeast.com/witnesses-accuse-russias-wagner-group-of-killing-9-chinese-miners-in-central-african-republic>
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230319-centrafrique-9-chinois-tues-dans-l-attaque-d-un-site-minier-pres-de-bambari>

32. <https://www.reuters.com/article/idUSL6N0Q53NX/>

33. <https://www.reuters.com/markets/europe/moscow-demands-bigger-discounts-foreign-companies-exiting-russia-sources-2023-08-25/>
<https://www.intellinews.com/russian-buyers-of-foreign-assets-seen-as-new-elite-301409>

34. <https://www.forbes.com/sites/jonathanponciano/2023/03/02/russian-billionaire-deripaska-makes-rare-critique-warns-russia-could-run-out-of-money-next-year/>
<https://www.business-gazeta.ru/article/585438>

35. <https://t.me/rusbrief/137280>

36. <https://www.reuters.com/world/europe/putin-urges-russias-billionaires-invest-face-sanctions-war-2023-03-16/>

Quelques groupes monopolistiques russes

Cet article fait suite à l'article "La Russie, pays capitaliste impérialiste" qui le précède, dans le présent numéro de *La Voix des Communistes* (p. 29-43).

Groupe En+

En+ a été fondé en 2002. En 2004, En+ devient propriétaire unique de la société Rusal (voir ci-après). En 2007 intervient la constitution d'un groupe dénommé United Company Rusal (UC Rusal) qui, outre Rusal, intègre Sual (voir ci-dessous) ainsi que des unités reprises à Glencore (un groupe domicilié en Suisse, dont les activités se situent dans les secteurs industriel et minier)[1]. Initialement le capital d'UC Rusal est détenu à 66 % par les actionnaires de Rusal, à 22 % par ceux de Sual et à 12 % par Glencore. Par la suite une partie des actions est introduite en Bourse, et la répartition des participations évolue, cependant En+ reste l'actionnaire principal (en 2010 : 47,41 %). "Rusal" continue à être utilisé comme synonyme de "UC Rusal". En 2008 UC Rusal acquiert une participation de 25 % plus 1 action dans Norilsk Nickel (voir plus loin).

Ruski Alumini (Rusal)

Rusal est un groupe qui intègre la chaîne complète des activités dans le domaine de l'aluminium. La société a été créée en 2000, puis a été transformée en UC Rusal (voir ci-dessus). Rusal dépend fortement des opérations en dehors de la Russie pour disposer des matières premières nécessaires aux fonderies[2]. En 2017, son réseau international fournit 53 % de sa production de bauxite et 64 % de sa production d'alumine.

Rusal en République de Guinée (Guinée Conakry)[3]

* *gisement de Fria*[4]

En 1954 est exploré le gisement de Fria. En 1956 est constituée la "Compagnie internationale pour la fabrication de l'alumine F.R.I.A.", elle conclut un accord avec le Territoire de la Guinée comportant une concession et des garanties pour 75 ans. Le consortium d'actionnaires est composé des sociétés suivantes : Olin Mathieson Chemical Corp.[5] (USA,

48,5 %), Péchiney-Ugine (France, 26,5 %), The British Aluminium Co. Ltd. (Grande-Bretagne, 10 %), Aluminium-Industrie A.G. (Suisse, 10 %), Vereinigte Aluminium Werke A.G. (Allemagne Fédérale, 5 %). Le complexe, installé autour de la ville de Fria, comprend une mine de bauxite, une installation de raffinement d'alumine et un chemin de fer de 160 km.

La Guinée proclame son indépendance le 2 octobre 1958. Ahmed Sékou Touré est élu président en janvier 1961 et le restera jusqu'à sa mort, en 1984.

En février 1973 une convention entre le gouvernement guinéen et des partenaires privés crée une nouvelle société dénommée Friguia. Le gouvernement guinéen possède 49 % des actions, le reste appartenant au consortium Frialco (Alcan, 20 %; Aluminium Pechiney, 30 %; Hydro Aluminium a.s. of Norway, 20 %; et Noranda Inc. of Canada, 30 %).

En avril 1984, un groupe de militaires, avec à sa tête le colonel Lansana Conté, annonce la prise du pouvoir en Guinée après la mort du président Sékou Touré.

En 1997, les partenaires du Frialco ont cédé leurs actions à la République de Guinée pour 1 franc symbolique et Friguia est devenu à 100 % propriété de l'État guinéen. Suite à des tentatives de partenariat qui n'ont pas abouti, en 2000 l'État met le fonds de commerce de Friguia sous location gérance en faveur de la société Alumina Company of Guinea Ltd (ACG, société soumise au droit des Iles Marshall), dont l'État garde 15 % du capital. Au bout de transactions successives, en octobre 2002, Rusal acquiert les 85 % restants de ACG Ltd. En avril 2005, un décret de privatisation du fonds de commerce de Friguia et des actions de l'État en faveur de Rusal est signé, Rusal acquiert les installations et devient actionnaire unique. ACG Ltd. dispose d'une filiale guinéenne dénommée ACG S.A. qui assure directement la gestion des installations et vend sa production à ACG Ltd.

Le président Conté meurt en décembre 2008. Quelques heures après sa mort, un groupe d'officiers dirigé par Moussa Camara prend le pouvoir. Le pays est dirigé par une junte militaire, qui suspend la constitution, dissout le pouvoir législatif et crée un organe de transition, le Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD). Le

président de la junte gouverne le pays avec l'aide du CNDD, dirigé par un Premier ministre civil.

Le nouveau gouvernement estime que la privatisation de Friguia est illégale[6]. En avril 2009, Camara ordonne au ministère de la Justice d'ouvrir un dossier contre l'achat de Friguia par Rusal en 2006 en contestant le fait que Rusal avait payé 19 millions de dollars US pour Friguia, bien que le complexe ait été évalué de manière indépendante à 257 millions de dollars US. En septembre 2009, le tribunal de première instance de Conakry invalide le transfert des parts du complexe Friguia à Rusal. Le gouvernement annonce qu'il pourrait chercher un nouveau partenaire pour le projet. Rusal fait appel de cette décision et sollicite un arbitrage international à Paris, l'accord de privatisation conclu en 2006 étant régi par la loi française.

En aout 2009, Camara a annoncé que les élections présidentielles et législatives auraient lieu respectivement en janvier et mars 2010. En septembre 2009, un rassemblement de l'opposition pour protester contre la candidature potentielle de Camara est réprimé par l'armée. Camara finit en exil. Le Conseil National de Transition (CNT), un organe de type législatif, est créé en février 2010. L'une des tâches du CNT est de rédiger une nouvelle constitution, qui a été promulguée en mai 2010. À l'issue d'élections tenues en novembre 2010 Alpha Condé est désigné comme président.



Suite à une grève déclenchée par les travailleurs de l'usine Rusal Friguia, la société a fermé ses portes en avril 2012. L'activité a redémarré en mai 2018, cependant les travailleurs n'ont pas été reconduits dans leurs anciens statuts de Rusal. En mars 2021, les veuves de travailleurs, abandonnées avec leurs familles par l'entreprise, ont barricadé l'entrée principale de l'usine pour revendiquer leurs droits.

En juillet 2014 UC Rusal annonce que la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (ICC, Paris, France) a reconnu la validité du contrat d'achat-vente d'avril 2006 entre Rusal et la République de Guinée par lequel Rusal a acquis les actions de la société Friguia S.A.[7].

* *gisement de Kindia*[8]

En 1969 est créé l'Office des Bauxites de Kindia (OBK) en vue de l'exploitation de la bauxite à partir des gisements de Débéle et Balandougou, situés dans la préfecture de Kindia, à environ 110 km de Conakry.

Au début des années 1970 la Guinée conclut un accord avec l'URSS qui devient responsable de la construction de la mine, du chemin de fer et des aménagements du port. En échange de son aide, l'URSS obtiendra 2,5 millions de tonnes de bauxite par an pendant trente ans, les ventes des douze premières années constituant le remboursement d'une ligne de crédit de 92 millions de dollars US[9]. La production de la mine a commencé en 1974.

En 1992, l'OBK est transformée en Société des Bauxites de Guinée (SBK). En 2000, l'État a mis en location gérance l'usine à Rusal en vue de la réhabilitation, l'extension des installations et l'exploitation des gisements de bauxite de Kindia[10]. La SBK change de nom et devient Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK).

La CBK produit entre 2 à 2,5 millions de tonnes de bauxite par an, qui est transportée par chemin de fer jusqu'au port de Conakry d'où elle est expédiée exclusivement à la raffinerie d'alumine de Rusal à Nikolaïev en Ukraine, près de l'embouchure du fleuve Boug dans la mer Noire.

* *gisement de Dian Dian*



En mai 2022 les employés de la Compagnie de bauxite de Dian-Dian (COBAD) ont déclenché une grève, qui concerne tous les employés de la société, y compris ceux de la mine de Sangaredi, le port de Kamsar et la direction de Conakry. Les grévistes demandent de meilleures conditions de vie et de travail.

Les réserves de Boké, réputées d'excellente qualité grâce à la teneur moyenne de 55 % en alumine, estimées à 23 milliards de tonnes, constituent plus du tiers des réserves mondiales de bauxites[11].

En 2001 est signé une convention de concession minière entre la Guinée et la Russie, portant sur

l'exploitation de ces mines, et à cette fin est constituée la Compagnie de bauxite et d'alumine de Dian Dian (Cobad), filiale de Rusal[12], cependant la production de bauxite n'a débuté qu'en 2018.

Rusal au Nigeria

* *Alscon*

Au Nigeria est constituée en 1989 la société Aluminium Smelting Company of Nigeria (Alscon), par le gouvernement qui se réserve 70 %, avec une participation de deux sociétés privées, une allemande et une US [13]. Le site qu'elle gère débute la production d'aluminium en 1997. Alscon comprend une fonderie d'aluminium, une centrale électrique au gaz et un port sur le fleuve Imo[14]. Des désaccords apparaissent entre les deux sociétés privées, en 2002 le gouvernement relance une nouvelle procédure de privatisation. Parmi les candidats figure Rusal qui est sélectionné par le gouvernement (en 2007, avec une participation de 85 %), mais cette décision est contestée par un autre candidat. Néanmoins, Rusal débute la production en 2008. En 2012 la Cour suprême annule l'attribution de la concession à Rusal. La dispute est finalement réglée par une transaction renouvelée entre le gouvernement et Rusal qui est confirmé comme actionnaire principal d'Alscon. Alscon a produit 22.000 tonnes d'aluminium en 2012, soit 11 % de sa capacité de production annuelle, avant que Rusal ne la suspende début 2013 en raison du manque d'approvisionnement fiable en gaz et des bas prix de l'aluminium[15]. En 2023 des discussions ont été entamées en vue d'un éventuel redémarrage de la fonderie.

Présence internationale globale de Rusal

Rusal comprend les unités suivantes[16] : fonderies d'aluminium : Russie, Suède, Nigeria; raffineries d'alumine : Russie, Guinée, Australie, Italie, Ireland, Jamaïque, Ukraine; mines de bauxite : Guinée, Guyane, Jamaïque.

En Ireland, Rusal opère une installation de raffinement, la plus grande de Rusal pour la production d'alumine et la plus grande en Europe. La Guyana Bauxite Company a été créée en décembre 2004 dans le cadre d'un accord entre Rusal et le gouvernement du Guyana, Rusal détient 90 % de la société, le gouvernement de Guyane 10 %[17].

En Australie, Rusal possède 20 % du capital d'une installation de raffinement, Queensland Alumina Ltd, le reste du capital est détenu par Rio Tinto.

Voici un tableau récapitulatif des six plus grandes producteurs d'aluminium primaire, selon la capacité annuelle en milliers de tonnes (tableau provenant d'un document de janvier 2019 [18]) :

société	kt
China Hongqiao Group	7.802
UC Rusal	4.402
Xinfa Group	4.322
Aluminium Corp. of China	3.987
Alcoa (USA)	3.402
Rio Tinto (GB)	3.389

Sual

En 1996 est créée la Sibérien-Urals Aluminium Company (Sual). En 2007 Sual est intégré dans le groupe UC Rusal (voir plus haut).

Norilsk Nickel (Nornickel)

Norilsk a commencé à opérer en Russie dans les années 1930. En 1989, l'industrie minière russe a été restructurée et Norilsk Nickel a été créée[19]. En 1994, intervient la privatisation de cette société. En 2008 Rusal (voir ci-dessus) acquiert 25 % plus 1 action de Nornickel.

En Afrique du Sud en 2007, Norilsk a obtenu (indirectement par l'acquisition de LionsOre) une participation de 50 % de l'exploitation de la mine de Nkomati, les autres 50 % appartenant à African Rainbow Minerals (ARM). La production concerne le concentré de chrome, ainsi que le concentré de nickel lequel contient également du cuivre, du cobalt et des platinoïdes. Cependant en 2023, sur la base d'un choix de stratégie, Norilsk a transféré sa participation à ARM[20]. Dans un communiqué, Norilsk a déclaré : "Avec cet accord, Nornickel souligne son engagement stratégique à développer sa base de ressources unique et son portefeuille d'actifs de premier niveau en Russie ainsi que sa stratégie à long terme visant à se retirer des actifs non de premier niveau."

En 2003 Norilsk a acquis une participation de 55,5 % dans Stillwater Mining, unique producteur

de platine et de palladium aux USA [21]. Puis en 2010, Norilsk a vendu la totalité de sa participation dans Stillwater (51,3 % à l'époque) dans le cadre d'une offre auprès du public.

Almaazi Rossi Sabka (Alrosa)

Les actionnaires d'Alrosa sont[22] : la Fédération de Russie (33,0256 %); la République de Sakha (Iakoutie) (25,0002 %); des administrations des districts municipaux (ulus) de la République de Sakha (Iakoutie) où se situent les activités d'Alrosa (8,0003 %); d'autres personnes morales et personnes physiques (capital flottant) (33,9739 %).

L'engagement de la Russie dans l'industrie diamantaire angolaise remonte au début des années 1980, par l'intermédiaire du prédécesseur soviétique d'Alrosa, la société nationale de diamants Yakutalmaz, lorsqu'elle-ci avait mené une étude géologique et une étude de faisabilité de la mine de Catoca pour le gouvernement angolais[23]. En 1992, sous la tutelle de la Russie, Yakutalmaz a été regroupée avec deux autres agences gouvernementales pour donner naissance à Alrosa. Pour exploiter la mine de Catoca en Angola, a été créé en 1993 un consortium (Sociedade Mineira do Catoca, ou SMC), comprenant la société nationale d'extraction de diamants de l'Angola, Endiama (40 %); la branche minière du groupe de construction brésilien Odebrecht (20 %); et Alrosa (40 %).

Plus tard, Lev Leviev, un négociant de diamants israélien, a acquis une participation dans la SMC par le biais de la société Daumonty Financing. La répartition du capital de la SMC devient alors : Endiama et Alrosa 33 % chacune, Odebrecht 16 %, Daumonty Financing 18 %. En 2011, Leviev a vendu sa participation à la China Sonangol, une entreprise opérant dans l'exploitation des ressources naturelles en Angola détenue à hauteur de 50% par des investisseurs chinois [24]. En 2013, la composition de l'actionnariat est la suivante : Endiama et Alrosa 32,8 % chacune, Odebrecht 16,4 %, LL (Lev Leviev) International Holding (filiale de China Sonangol) 18 %.

En 2021 Odebrecht Angola a cédé sa participation, à parts égales à Endiama et Alrosa. La même année le bureau du procureur général de la République d'Angola a bloqué la participation de LLI et a transféré le contrôle de cette participation à l'organisme public IGAPE, qui gère les actions

de l'État dans les entreprises. Par conséquent, l'Angola détient 59 % des actions de Catoca et Alrosa 41 %.

Renova

Renova, créée en 1991, est une société d'investissement couvrant une série d'industries en Russie et en dehors[25]. Elle détient des participations indirectes dans UC Rusal (voir plus haut).

En Russie durant la phase de privatisations 1992-1994, le gouvernement a créé dans le secteur pétrolier sept sociétés holdings : Lukoil, Sidanko, Sibneft, Rosneft, Tyumen Oil, Yukos, et VNK (Vostochnaya Neftyanaya Companiya). La totalité du capital de Tyumen Oil a été acquis en deux étapes entre 1997 et 1999 par un consortium Alfa-Access-Renova (AAR). En 2003 AAR a participé à la constitution d'une coentreprise avec BP, dénommée TNK-BP; en 2013 AAR a cédé sa participation dans TNK-BP à la société d'État Rosneft.

Renova a investi en Suisse dans la société Oerlikon (d'abord 14 %, puis passé à 44 %) ainsi que dans la société Sulzer (d'abord 21,7 % puis passé à 62,86)[26].

Trois grands capitalistes russes

Oleg Deripaska

Deripaska est le fondateur de En+ et de Rusal (voir plus haut). Il gère en outre des investissements divers par l'intermédiaire d'une société holding, Basic Element (BasEl). Parmi les principaux investissements en Russie on peut citer le fabricant de voitures GAZ (Gorkovsky Avtomobilny Zavod) et la compagnie d'assurances Ingosstrakh. Quant aux investissements internationaux, les participations détenues sont soumises à des fluctuations dans le temps, notamment durant la période de crise de 2007-2009 sous l'effet de difficultés causées par des endettements lourds.

Dans le domaine des investissements internationaux, l'Autriche est le pays qui joue le rôle de principal point de liaison entre la Russie et l'Europe. En 2007 BasEl a pris des participations dans deux sociétés de travaux publics : 30 % du capital de Strabag (Strassenbau und Beton AG), 9,99 % de Hochtief (Hochtief AG für Hoch- und Tiefbauten) [27]. En octobre 2008 BasEl cède sa participation dans Hochtief. Lorsque Deripaska a dû vendre également ses actions de Strabag, il a obtenu une option

de rachat pour 25 % des actions par le biais d'un accord d'option d'achat avec les autres groupes d'actionnaires. En juillet 2014, au bout de l'échéance finale de l'option de rachat par tranches, la société holding de Deripaska, Rasperia, rétablit sa participation à 25 % plus 1 action. À cette époque, Strabag envisageait d'établir une coentreprise avec les entités contrôlées par BasEl dans le secteur de la construction, Glavstroy[28] et Transstroy[29]. Cependant l'actionnaire principal de Strabag était lucide[30]. Son raisonnement souligne que Strabag n'a "aucune idée des chiffres et de la situation des deux sociétés", et au sujet de Transstroy que "les Russes eux-mêmes ne savaient pas exactement ce qu'ils possèdent et comment cela est organisé".

En 2022 les droits associés à Rasperia en tant qu'actionnaire de Strabag ont été suspendus en rapport avec des sanctions déclarées par les USA. En mars 2024 Deripaska a cédé la totalité de la participation de Rasperia dans le capital de Strabag. Ce même mois, le régime ukrainien déclare la nationalisation d'un certain nombre d'entreprises liées à Deripaska, notamment LLC Company Aluminiï Ukrainy[31].

Voici un résumé de la structure de En+ Holdings, point central des investissements de Deripaska[32]. Deripaska détient approximativement 44,95 % des actions de En+. En+ détient approximativement 56,88 % des actions de UC Rusal. En février 2020, En+ a acquis 21,37 % de ses propres actions auprès de Vnechtorgbank (VTB). VTB est un groupe financier dont le principal actionnaire est la Fédération russe avec 45,01 % du capital et 60,9348 % des actions avec droit de vote. La participation de VTB dans UC Rusal tenait son origine dans un crédit accordé à En+ en 2009. Les intérêts financiers effectifs de Deripaska dans En+ ont ainsi atteint 54,56 % et ses intérêts financiers effectifs dans UC Rusal 31,03%. Comme autres actionnaires, Glencore détient 10,55 % des actions de En+ et UC Rusal détient 21,37 %.

Victor Vekselberg

En 1988 Vekselberg fonde avec des amis mathématiciens une société baptisée KomVek (Kompanie Vekselberg), active dans le développement de logiciels et l'importation d'ordinateurs usagés[33].

En 1990, avec Leonard Blavatnik, il fonde Renova (voir plus haut). Deux tiers des actions sont détenues par KomVek et le reste est détenu par le fonds d'investissement Access Industries appartenant à Blavatnik. En 1996, Vekselberg participe à la fondation de la Sibérien-Urals Aluminium Company (Sual) (voir plus haut).

Voici un résumé de la structure de Renova Group, point central des investissements de Vekselberg[34].

Vekselberg détient des intérêts indirects substantiels dans Sual, qui détient approximativement 25,52 % des actions de UC Rusal.

À travers Renova Group, Vekselberg détient :

a) directement ou indirectement la totalité des actions de New Aluminium Investments ILLC, qui détient approximativement 36,39 % des actions de Sual; et

b) approximativement 42,28 % des actions de EMP Group LLC, qui détient la totalité des actions de Aluminvest Holding ILLC, qui à son tour détient approximativement 30,56 % des actions de Sual.

Les intérêts financiers effectifs de Vekselberg dans UC Rusal atteignent ainsi approximativement 12,58 %.

En Afrique du Sud la société Transalloys a été créée en 2007 lorsque le groupe Renova a acquis une usine construite au milieu des années 1960. Transalloys est le seul producteur de silicomanganèse du pays. L'usine de production est située à 14 km à l'ouest d'eMalahleni (désignation officielle de Witbank) et à environ 90 km à l'est de Pretoria, dans la province de Mpumalanga. Le minerai de manganèse utilisé dans le processus de production provient de la province du Cap Nord en Afrique du Sud, connue pour contenir 75 % des réserves mondiales identifiées de minerai de manganèse. En 2018, Renova a cédé 51 % de sa participation dans Transalloys à des investisseurs israéliens et suisses. Renova a également réduit sa participation dans Sulzer à 48,83 %[35].

Vekselberg fournit aussi un exemple de l'interconnexion entre la sphère économique et la sphère politique : par certains de ses investissements, il fait bénéficier indirectement le parti au gouvernement en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC selon les initiales en anglais), de subventions

financières. La filière passe par une société minière et mène vers une fondation accordant des dons à l'ANC. Voici comment.

En 2005 a été créée la société United Manganese of Kalahari (UMK). La production a débutée en 2011. Initialement le capital était réparti entre deux consortiums, Majestic Silver Trading 40 (MST) (51 %) et Renova Manganese Investments (RMI) (49 %). MST comprend Chancellor House Holdings, Pitsa Ya Setshaba Holdings (PST) et le Kalahari Community Trust. L'unique actionnaire de Chancellor House Holdings est une fondation dénommée Chancellor House Trust dont l'ANC est bénéficiaire. Mogopodi Mokoena, directeur général de Chancellor House Holdings est également président du conseil d'administration de l'UMK.

Initialement Chancellor House Holdings détenait 27 % de MST. Suite à des sanctions déclarées en 2018 par les USA à l'encontre de Vekselberg, des restructurations ont été opérées. Chancellor House a augmenté sa participation dans MST à 43,5 %. À RMI s'est substitué North African Mining Industries (NAMI), reprenant la participation de 49 % dans UMK. NAMI est quant à elle détenue à 100 % par une société chypriote appelée Mineral Mining Consulting (MMC). MMC compte trois actionnaires. Le plus grand avec 48,8 % est Renova Innovation Technologies aux Bahamas, une société de Vekselberg - précisément ce qui est nécessaire pour éviter des sanctions à ce niveau.

Vladimir Potanine

En 1990 Vladimir Potanine crée l'association économique extérieure "Interros" après avoir quitté le poste qu'il occupait au ministère des Relations économiques extérieures de l'URSS. Le champ d'activité d'Interros est alors la fourniture de services de conseil financier et le soutien aux transactions économiques extérieures. Par la suite Interros s'est développé en tant que société privée d'investissement.

Voici quelques-unes des sociétés composant Interros[36] :

Norilsk Nickel (voir plus haut);

Polyus Gold : une société aurifère;

Power Machines : un consortium de fabricants d'équipements de production d'énergie et d'entreprises d'ingénierie énergétique;

Rosbank : ses activités comprennent la banque de financement, d'investissement, de détail et privée;

Agros : un fonds de capital-risque dans le secteur agricole;

Prof-Media : une maison d'éditions possédant plusieurs quotidiens nationaux;

Soglassye : un ensemble de compagnies d'assurance;

Interros-Dostoinstvo : un fonds de pension;

Fonds d'investissement ouvert : il vise des projets de développement immobilier

Société Novogor : elle gère des projets dans le secteur des services publics

Notes

1. <https://www1.bkexnews.bk/listedco/listconews/sebk/2023/0816/2023081601419.pdf>

https://www.annualreports.com/HostedData/AnnualReportArchive/r/rusal_2010.pdf

2. <https://www.reuters.com/article/us-usa-sanctions-rusal-operations-detail/factbox-rusals-overseas-operations-key-to-supply-chain-idUSKBN1HO2E3>

<http://www.e-mj.com/news/africa/rusal-guinea-sign-bauxite-alumina-production-agreements/>

3. https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1993_num_34_133_4833

<https://ceim.uqam.ca/db/IMG/pdf/Guinee1995.pdf>

https://icsid.worldbank.org/sites/default/files/parties_publications/C3765/Respondent%27s%20Counter-Memorial/P%2C%20A8ces%20factuelles/R-0363.pdf (2011)

4. https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1964_num_73_396_16608

 Continuation des notes de la page précédente

5. Olin Industries et Mathieson Chemical Company ont fusionné en 1954 pour former Olin Mathieson Chemical Corporation, qui a adopté le nom d'Olin Corporation en 1969.
6. <https://archive.kyivpost.com/article/content/eastern-europe/guinea-rusal-forming-commission-to-foster-cooperat-60011.html>
7. <https://www.africaguinee.com/rusal-gagne-devant-le-tribunal-international-de-paris-le-proces-de-l-usine-d/>
8. https://icsid.worldbank.org/sites/default/files/parties_publications/C3765/Respondent%27s%20Counter-Memorial/Pi%C3%A8ces%20factuelles/R-0363.pdf (2011)
9. <http://kora.matrix.msu.edu/files/50/304/32-130-E79-84-32-130-E79-84-al.sff.document.af000009.pdf>
10. <https://www.resourcecontracts.org/contract/ocds-591adf-9112931197>
11. <https://mines.gov.gn/potentiel-mineral/>
12. <https://www.resourcecontracts.org/contract/ocds-591adf-7212601903>
13. <https://www.vanguardngr.com/2018/01/alscon-fg-signs-renewed-share-purchase-agreement-uc-rusal/>
<https://www.thecable.ng/alscon-tortuous-journey-privatisation>
<https://businessday.ng/real-sector/article/when-will-alscon-resume-the-production-of-aluminium/>
14. https://rusal.ru/en/press-center/press-releases/uc_rusal_launches_alscon_aluminium_smelter_in_nigeria/
15. <https://www.reuters.com/markets/commodities/rusal-considers-restart-aluminium-smelter-nigeria-2023-07-28/>
16. https://enplusgroup.com/upload/uf/913/nkpg8rce3z950dw703ts021g8kb8t9g/En_-Consolidated-report-2022_eng.pdf
17. <https://rusal.ru/en/about/geography/kompaniya-boksitov-gayany/>
18. Estimations de l'OCDE sur la base des informations les plus récentes provenant de l'US Geological Survey, de sources industrielles, d'images satellite et d'informations au niveau des entreprises (par exemple, sites Web des entreprises et rapports annuels)
[https://one.oecd.org/document/TAD/TC\(2018\)5/FINAL/En/pdf](https://one.oecd.org/document/TAD/TC(2018)5/FINAL/En/pdf)
19. <https://nornickel.com/company/history/>
<https://www.usinenouvelle.com/article/rusal-prend-25-de-norilsk.N23952>
<https://www.theglobeandmail.com/report-on-business/lionore-to-acquire-botswana-nickel-assets/article1023010/>
<https://www.agencecofin.com/nickel/2711-114033-le-russe-nornickel-quitte-l-afrique-du-sud-en-cedant-ses-parts-dans-la-mine-de-nickel-nkomati>
<https://www.bus-ex.com/article/nkomati-mining>
<https://www.mining-technology.com/news/arm-nornickels-south-africa/>
<https://nornickel.com/news-and-media/press-releases-and-news/norilsk-nickel-and-bcl-ltd-entered-into-definitive-agreements-for-the-sale-of-its-african-operations-to-bcl/>
<https://www.bus-ex.com/article/nkomati-mining>
20. <https://www.miningweekly.com/article/nornickel-settles-dispute-with-botswana-and-bcl-2021-11-18>
<https://www.zonebourse.com/cours/indice/DOW-JONES-AFRICA-TITANS-5-3966403/actualite/Nornickel-paiera-18-millions-de-dollars-pour-ceder-sa-participation-dans-l-entreprise-commune-de-ni-45435626/>
21. <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1093691/000119312506077291/dex995.htm>
<https://www.mining-technology.com/uncategorized/news103644.html>
<https://www.e-mj.com/news/us-and-canada/norilsk-sells-stillwater-stake/>
22. <https://www.alrosa.ru/en/investors/shareholders/shareholders-structure/>
 (Situation en juillet 2024.)
23. https://www.researchgate.net/publication/257761414_Russia_and_Angola_The_Rebirth_of_a_Strategic_Partnership
<https://www.agencecofin.com/diamant/2901-115667-face-aux-sanctions-imposees-a-la-russie-l-angola-negocie-le-retrait-d-alrosa-de-la-plus-grande-mine-de-diamants-du-pays>
<https://www.agencecofin.com/diamant/2811-114097-l-angola-inaugure-sa-plus-grande-mine-de-diamants-pour-un-cout-total-superieur-a-600-millions>
<https://www.ft.com/content/69651ee4-6855-48eb-af1c-65a4e1f96e78>

24. <https://www.agencecofin.com/diamant/1606-98809-l-angola-saisit-la-participation-d-une-societe-chinoise-dans-la-principale-mine-de-diamants-du-pays>
25. <https://www.reuters.com/article/idUSJJOE72L0MC/>
<http://metallpedia.asianmetal.com/organization/umk/history&mission.shtml>
<https://amabhungane.org/220510-the-ancs-manganese-gold-mine/>
https://www.manganese.org/tech_tours/transalloys/
26. <https://www.swissinfo.ch/eng/banking-fintech/sulzer-stakes-bought-by-russian-billionaire/5846212>
<https://limes-8.com/de/unternehmen/renova/>
<https://www.reuters.com/article/markets/companies/renova-does-not-want-to-take-over-swiss-sulzer-paper-idUSL16074741/>
<https://www.reuters.com/article/markets/europe/after-mandatory-tender-offer-renova-will-own-62-86-pct-of-sulzer-ag-idUSFWN124002/>
 (Informations de 2007, 2015 et 2016.)
27. <https://www.batiactu.com/edito/milliardaire-russe-oleg-deripaska-monte-a-999-hochtief-6153.php>
<https://www.n-tv.de/wirtschaft/meldungen/Deripaska-verlaesst-Hochtief-article28086.html>
<https://www.juue.de/deals/strabag-schonherr-macht-deripaska-zum-ankeaktionar-2/>
https://www.strabag.com/databases/internet/_public/content.nsf/web/EN-STRABAG.COM-aktionaersstruktur.html
<https://www.constructionbriefing.com/news/sanctioned-russian-oligarch-finally-sells-stake-in-strabag/8036239.article>
28. Glavstroy LLC est une branche de développement de Glavmosstroy Corp.
29. Transstroy est une société basée en Bulgarie, principalement active dans le secteur de l'ingénierie et de la construction.
30. <https://www.wivo.de/unternehmen/industrie/strabag-russland-joint-venture-mit-oligarch-deripaska-steht-auf-der-kippe/8314438.html>
31. <https://open4business.com.ua/en/ukraine-has-nationalized-assets-of-russian-oligarch-deripaska/>
32. <https://polixis.com/news-and-press-releases/russian-sanctions-beneficial-ownership--control-implications-of-a-key-decision-by-australias-federal-court/>
 (Février 2024.)
33. <https://www.zonebourse.com/insider/VIKTOR-VEKSELBERG-A01F8W/>
34. <https://polixis.com/news-and-press-releases/russian-sanctions-beneficial-ownership--control-implications-of-a-key-decision-by-australias-federal-court/>
 (Février 2024.)
35. <https://www.sulzer.com/en/shared/news/sulzer-free-from-us-sanctions>
36. <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1093691/000119312506077291/dex995.htm>

La Russie capitaliste impérialiste - Aspects théoriques / idéologiques

Les efforts de la Russie pour renforcer son influence en Afrique

En Afrique c'est dans la zone du Sahel que le contexte politique prend des tournures susceptibles de favoriser les efforts de la Russie pour renforcer son influence.

La situation au *Mali* est abordée dans l'article "La Russie, pays capitaliste impérialiste", p. 29-43 dans le présent numéro de *La Voix des Communistes*).

Au *Burkina Faso*, en janvier 2022, le président Roch Marc Christian Kaboré a été renversé par l'armée. Celle-ci a annoncé avoir suspendu la Constitution et dissout le gouvernement et l'Assemblée nationale, tout en s'engageant au "retour à un ordre constitutionnel" dans "un délai raisonnable". Le lieutenant-colonel Paul

-Henri Sandaogo Damiba, président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), assure désormais le pouvoir. En septembre 2022 Sandaogo Damiba est, à son tour, renversé par un groupe de militaires tous membres du MPSR. À la tête de ce groupe se trouve le capitaine Ibrahim Traoré, alors chef d'une unité des forces spéciales "Cobra", déployée contre les groupes djihadistes[1].

Les troupes russes se sont déployées au Burkina Faso depuis janvier 2024 [2].

Au *Niger* le président Mohamed Bazoum, élu en 2020, est renversé en juillet 2023 par un coup d'État mené par le général de l'armée nigérienne Abdourahamane Tiani[3]. En octobre le département d'État US reconnaît la junte militaire. En mars 2024,

les autorités nigériennes de transition dénoncent l'accord de coopération militaire avec les USA, qualifiant la présence militaire US d'illégale et considérant qu'elle violait toutes les règles constitutionnelles et démocratiques. L'accord jugé injuste aurait été imposé unilatéralement au Niger par les USA en 2012, via une simple note verbale.



En septembre 2023, manifestation en Niger devant une base aérienne à Niamey, pour exiger le départ de l'armée française du pays. Le drapeau porte le logo du groupe Wagner.

Dans le cadre d'un accord de coopération sécuritaire signé entre le Niger et la Russie, des instructeurs du ministère russe de la Défense, et du matériel, arrivent à Niamey en avril-mai 2024, notamment un "système de défense antiaérien" capable "d'assurer le contrôle total de l'espace aérien" du Niger. Le média d'État précise que cette arrivée avait été possible grâce un entretien téléphonique "historique" entre Tiani et le président Poutine, le 26 mars. Des soldats russes sont installés dans une base des forces aériennes nigériennes abritant encore des soldats US. Ceux-ci devront partir, de même que les 1.500 soldats français déployés dans le pays.

La propagande menée directement par les instances russes officielles est accompagnée de relais militants qui ont leurs propres motivations, lesquelles toutefois peuvent s'accorder parfaitement avec les objectifs poursuivis par le régime russe. On peut citer deux opérations d'envergure significatives, avec des procédés distincts.

Kemi Seba

Kemi Seba est un activiste, né en France de parents béninois, qui se déclare partisan du panafricanisme.

Son attitude est marquée d'abord par un séjour aux USA entamé en 1999, puis il traverse un parcours sinueux qu'il est inutile d'évoquer dans les détails. On peut se contenter de mentionner la création, en 2015, de l'ONG Urgences Panafricanistes[4]. Il s'emploie

à diffuser une propagande stéréotypée purement oratoire et dépourvue de réflexion. (Les lecteurs curieux qui voudraient vérifier si ce jugement méprisant de notre part est justifié, peuvent consulter la vidéo publiée par Seba, dont le texte est transcrit plus loin.) Il a coopéré pendant quelque temps avec Prigojine[5]. Selon ses propres dires il s'est distancié de Prigojine quand celui-ci lui a demandé de passer aux actions violentes. Il s'est alors tourné vers Mikhaïl Bogdanov, vice-ministre russe des Affaires étrangères chargé des affaires africaines. Une autre relation lie Seba à un idéologue russe, Alexandre Douguine. Les pensées formulées par Douguine constituent un véritable kaléidoscope. Pour faire court[6] : "Mystique orthodoxe, traditionaliste ésotérique, Douguine est le pape du néo- Eurasisme, doctrine qui promeut la constitution d'un grand bloc continental eurasiatique pour lutter contre la puissance anglo-saxonne." Selon Douguine[7] : "À côté de la "droite" et de la "gauche", il y a une Révolution unique et indivisible, dans la triade dialectique "Troisième Rome - Troisième Reich - Troisième Internationale"."



Kemi Seba à Moscou avec Alexandre Douguine.

En décembre 2017 Seba a été reçu à Moscou par Douguine. Seba commente la rencontre[8] : "L'échange a porté sur la métaphysique et la géopolitique. On y a partagé nos vues sur le fait que ni le communisme, ni le libéralisme, ni le nationalisme ne pourront apporter le salut à nos peuples respectifs." Pour le livre de Seba intitulé "L'Afrique libre, ou la mort", publié en 2018, Douguine a écrit une préface, dans laquelle on lit[9] : "Dans l'espace des anciennes colonies françaises, depuis la mort des Lumumba et Sankara, nous n'avions pas vu, en Afrique, de jeunes Africains suscitant l'enthousiasme des masses et exprimant le désir de souveraineté totale du peuple comme le fait Seba dans le cadre de son combat pour l'autodétermination des populations d'Afrique francophone."

Voici quelques extraits d'une intervention de Seba diffusée sous forme de vidéo sur Facebook, le 27

février 2022, en réaction à l'invasion de l'Ukraine déclenchée par la Russie[10] :

On nous présente Poutine comme le monstre mais on oublie de nous rappeler que [...] c'est l'Union soviétique qui a été détruite, dépecée lors de l'effondrement du mur de Berlin. [...] Poutine a prévenu qu'il ne fallait pas que l'OTAN et que l'Occident continuent à narguer la Russie qu'ils ont déjà détruite, en entourant les anciens pays qui faisaient partie de l'Union soviétique, en les intégrant et en leur donnant des armes pour menacer la Russie. Poutine a dit, arrêtez ça, respectez nous. Les occidentaux n'ont jamais écouté Poutine et maintenant que Poutine veut commencer à reconquérir les terres qu'on lui a volées, qu'on a volées à son pays, les terres qu'on a déstructurées et qu'on a déconstruites - vous nous dites : Poutine l'impérialiste. [...] Je sais pertinemment qu'aucun président africain n'a pris sa responsabilité, [...] qu'aucun n'a soutenu la démarche russe alors que les Russes veulent simplement qu'on arrête de les menacer, de les humilier quotidiennement. [...] Soumis présidents africains [...] notre boussole c'est le droit à la dignité et au respect. Vous ne respectez pas les peuples, vous voulez assujettir les peuples, qu'ils fassent exactement comme vous voulez, et quand ils ne font pas comme vous voulez, vous les présentez comme des dictateurs. [...] Barkhane [...] Le Mali a pris ses responsabilités [...] le ministre Sadio Camara, le ministre de la défense [...] un homme un combattant un guerrier [...] Ils ont chassé Barkhane [...] Nous serons du côté des justes. Et comme l'a dit le président Maduro, aujourd'hui les justes c'est le Venezuela, c'est la Russie, c'est la Chine.



Blaise Didacien Kossimatchi lors d'une manifestation de soutien à la Russie, à Bangui le 5 mars 2022.

Dans certains pays d'Afrique ayant, ces dernières années, rejeté l'influence historique de la France, on peut observer des expressions correspondant aux discours de Seba. Quelques exemples de slogans apparus dans le cadre de manifestations[11] :

En République centrafricaine : "Les Centrafricains avec la Russie", "Russie - République centrafricaine - amitié", "La Russie sauve le Donbass", "La Russie et Centrafrique contre le nazisme", "La Russie c'est Wagner - Nous aimons la Russie et nous aimons Wagner".

Et au Mali : "Merci Wagner", "Poutine - La voie de l'avenir".



Des Maliens manifestent contre la France et en appui de la Russie lors du 60 anniversaire de l'indépendance de la République du Mali en 1960, à Bamako, Mali, 22 septembre 2020.

Avec l'arrivée au pouvoir de la junte au Niger en juillet 2023, ce pays occupe une place de premier choix autant pour Douguine que pour Seba.

Le lendemain, Douguine publie sur son canal Telegram un commentaire enthousiaste[12] :

Le Niger est à nous! La dernière marionnette de la France-Afrique a été renversée lors du forum Russie-Afrique. Le Niger aux Nigériens.

En mai 2024 Seba, en compagnie de Nathalie Yamb, une autre activiste anticolonialiste, a été reçu par le président du Niger, le général Tiani, en présence du Premier ministre Lamine Zeine et des responsables du Conseil national pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSD)[13]. Voici un extrait du message publiée à cette occasion sur le Compte Officiel du CNSD[14] :

[...] Les échanges ont été empreints d'une grande solennité et d'une profonde conviction, reflétant la convergence des aspirations et des

luttres pour l'affirmation de l'identité africaine et la défense des intérêts vitaux du continent. Kemi Seba et Nathalie Yamb ont réitéré, avec force et passion, leur soutien indéfectible à la vision portée par le CNSP et à la détermination du peuple nigérien à tracer sa propre voie vers un avenir de dignité, de prospérité et de souveraineté.

Le Président Tiani a salué le courage, l'abnégation et l'engagement de ces figures de proue du panafricanisme, qui n'ont de cesse de porter haut et fort la voix de l'Afrique et de mobiliser les consciences pour la renaissance du continent. Il a souligné la convergence des luttres et la nécessité d'une action concertée et solidaire face aux défis multiformes auxquels sont confrontés les peuples africains. [...]

La "convergence des luttres" a été formalisée après que le gouvernement français a déchu Seba de sa nationalité française. Le 4 aout celui-ci annonce que "le général révolutionnaire et visionnaire Abdourahamane Tiani, chef de l'État du Niger, [...] a décidé de m'octroyer le passeport diplomatique, eu égard au combat que je mène depuis 25 ans pour l'Afrique, ce au péril de ma vie"; le document porte la mention "conseiller spécial"[15].

Plateforme mondiale antiimpérialiste

Selon la propagande russe officielle, le motif principal de l'invasion de l'Ukraine est d'ordre politique. Les arguments se résument comme suit. Le monde entier est menacé par un bloc impérialiste qui réunit les USA, l'Union européenne ainsi que les autres pays adhérents de l'OTAN. Ce bloc constitue l'unique puissance impérialiste existante, tous les autres pays sont à différents degrés dépendants de ce bloc, et l'objectif du bloc est d'instaurer sa domination complète, totale sur l'ensemble de la planète. Conclusion, selon cette vision : il faut établir une alliance aussi large que possible pour empêcher la victoire définitive d'un système impérialiste totalitaire, et cette alliance doit, et peut, s'établir autour de la Russie qui actuellement est la première cible des visées ennemies.

Une campagne publicitaire en faveur de la Russie, reprenant ce raisonnement, a été entreprise de l'intérieur d'un réseau de solidarité connu sous l'intitulé Rencontres internationales de Partis

communistes et ouvriers (IMCWP selon les initiales en anglais), actif depuis 1999. Les 27-29 octobre 2022 s'est tenue la 22e Rencontre de l'IMCWP.

(Voir à ce sujet sur notre site Internet, le dossier "L'Ukraine, enjeu de la rivalité interimpérialiste entre USA, UE et Russie",

<https://rocml.org/ukraine-rivalite-interimpérialiste-usa-ue-russie/>)

Deux résolutions opposées, à propos du déclenchement par la Russie de la guerre sur le territoire de l'Ukraine, ont été soumises à signatures. L'une, proposée par le Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF selon les initiales en russe) et le Parti communiste ouvrier russe (RKRP selon les initiales en russe), expose les justifications mises en avant par le régime russe. Ultérieurement certains partis qui se positionnent en ce sens ont constitué un organisme de propagande dénommé Plateforme antiimpérialiste mondiale qui s'emploie activement à rassembler des forces politiques en soutien au régime russe.

La 1re Conférence internationale de la Plateforme antiimpérialiste mondiale, tenue en octobre 2022 à Paris, a adopté une Déclaration, dont voici des extraits [16] :

La guerre en Ukraine n'est pas le résultat d'une "agression russe" mais de la volonté de guerre de l'impérialisme occidental - en particulier, la volonté de guerre des États-Unis, qui vise à renforcer l'hégémonie déclinante de l'impérialisme américain sur le monde. [...] il est clair qu'alors que les impérialistes sont engagés dans une guerre d'agression injuste et criminelle par procuration, la partie russe, dans son alliance avec les peuples du Donbass, est engagée dans une juste guerre d'autodéfense contre l'attaque impérialiste, qui est en même temps une guerre de libération nationale des Russes opprimés en Ukraine.

[...] La Russie d'aujourd'hui est un pays capitaliste, mais son passé socialiste lui a donné la capacité de se défendre contre le contrôle impérialiste [...]. Le capital financier russe ne pille pas et ne domine pas le monde. La Russie n'a envahi aucun autre pays et ne s'est montrée agressive envers aucun autre pays, et l'armée russe ne sort de ses frontières que pour venir en

aide à ses alliés (par exemple la Syrie, le Kazakhstan), à leur invitation et selon leurs conditions. Aucun pays n'est esclave de la Russie, que ce soit sur le plan militaire ou sur celui de la dette. Il est donc incorrect d'affirmer que la Russie est un pays impérialiste.



Valery Bolotov proclame l'indépendance de la République populaire de Lougansk, 12 mai 2014

L'Union des Communistes d'Ukraine (SKU selon les initiales en russe), dans une intervention durant la 23e Rencontre internationale de Partis communistes et ouvriers tenue en octobre 2023, réfute ces affirmations contraires à la réalité[17] :

Résumons aujourd'hui les "succès" du gouvernement bourgeois de la Fédération de Russie dans sa prétendue "lutte contre le fascisme" et la "protection" du Donbass. Le soulèvement populaire, parti d'en bas, en confrontation aux forces nationalistes extrémistes de l'Ukraine bourgeoise, a été étouffé. Cependant, le régime ukrainien profasciste n'a pas réussi à le réprimer : la population du Donbass est forte, tournée pour la plupart vers le passé soviétique; elle a combattu sans relâche contre des forces ennemies supérieures - à la fois des bataillons nationalistes et des forces de répression régulières. Mais l'initiative des masses a été interceptée par les forces de sécurité et militaires de la Fédération de Russie. [...] des administrations bourgeoises furent implantées partout; la propriété a été redistribuée en faveur du capital de la Fédération de Russie. [...] Était-ce le genre de libération qu'attendaient les habitants du Donbass, et des dizaines de milliers de personnes ont-elles donné leur vie sur le champ de bataille, et des centaines de milliers ont-elles sacrifié leur santé pour échanger un exploiteur contre un autre?

Ce qui est évident pour un marxiste-léniniste armé de la dialectique marxiste-léniniste ne l'est absolument pas pour quelqu'un qui ne possède pas cet instrument. [...] D'un côté, l'administration de Poutine et l'élite politique de la Fédération de Russie proclament leur antifascisme, de l'autre, ils s'appuient ouvertement sur les idéologues russes du solidarisme[18] les plus réactionnaires - Ilyin[19], notre contemporain Douguine [voir plus haut dans l'article] ou le collaborateur nazi Chmelyov [20]. D'un côté, le 23 février 2022, Poutine déclare qu'il enseignera à l'Ukraine une véritable décommunisation[21]; de l'autre, lorsqu'il faut mobiliser les masses au front, il agite un drapeau rouge appelant les gens à répéter l'exploit de leurs grands-pères-soldats soviétiques. Il s'agit d'un mensonge aussi flagrant et évident qu'une vile manipulation. [...] Les simulacres bourgeois sont si superficiels et évidents que quiconque se dit marxiste et ne voit pas le caractère prédateur de cette guerre criminelle "vaine", comme nous l'appelons, sur le territoire de l'Ukraine, n'est pas un marxiste. Après tout, selon l'enseignement de Lénine, les guerres de libération nationale à l'ère de l'impérialisme et en l'absence d'un sujet international socialiste perdent leur signification indépendante : elles agiront toujours dans l'intérêt de l'un des prédateurs capitalistes adverses[22].

*Entre le vrai et le faux, s'étend le champ du flou,
de l'ambiguïté, de l'hésitation*

Un des maîtres-mots dans les questions traitées ici, c'est la souveraineté. En observant la réalité, force est de constater que l'utilisation du terme ne prouve rien. Selon l'Académie française, "Souveraineté" signifie "Autorité suprême". En principe la définition est claire. Dans un régime de dictature, le dictateur dispose de l'autorité suprême. Mais dans un régime dans lequel "le peuple" est censé être souverain, c'est-à-dire être lui-même l'autorité suprême, la souveraineté perd tout caractère palpable, sa consistance se dissout dans la fourmilière des citoyens.

On peut citer un texte intitulé "Mali, Burkina, Niger et Sénégal, des expériences souverainistes complémentaires", signé Roland Fodé Diagne[23].

Le texte expose quelques arguments qui ont le défaut de rester abstraits :

Pour éviter le piège doctrinaire libéral bourgeois néocolonial opposant systématiquement et par principe coups d'États et urnes, il est indispensable de prendre en compte les facteurs suivants : le rapport réel des forces atteint par les luttes populaires contre les pouvoirs néocoloniaux; le contexte et les objectifs pour lesquels la fraction du peuple dans l'armée est intervenue.

Il est exact qu'il faut prendre en compte les facteurs cités. Mais Diagne poursuit :

Au Mali, Burkina, Niger, les peuples se sont insurgés contre la "démocratie multipartite" des corrupteurs et des corrompus engendrée par le prétendu "vent de la démocratie" vendu par l'impérialisme français, eurafricain et usafricain dans les années 90. [...] Les militaires de terrain [...] ont décidé de parachever la volonté populaire en renversant les apatrides.

Écrire que "les peuples" se sont "insurgés", que c'est "la fraction du peuple dans l'armée" qui a agi, que "les militaires de terrain [...] ont décidé de parachever la volonté populaire" - ce sont des affirmations péremptoires nullement appuyées par une quelconque explication.

Diagne se réfère à une réflexion de Thomas Sankara, selon laquelle "un militaire sans formation politique est un criminel en puissance"[24]. Et il semble considérer que les dirigeants des juntes actuelles n'appartiennent pas à cette espèce. Or, pour prendre le cas du Niger, certains indices incitent à douter fortement du degré de conscience politique des nouveaux dirigeants du pays. Ils ont reçu Kemi Seba (voir plus haut) et ont fort positivement apprécié ses engagements politiques - qu'il faut en réalité rejeter catégoriquement. On peut noter d'ailleurs que sur le compte Facebook d'une association dénommée Dynamique Unitaire Panafricaine apparaît l'annonce d'une "Formation interne de la DUP, Le matérialisme dialectique" (19/4/2024), présentée par Roland Diagne, et aussi une publicité pour Kemi Seba (17/3/2024).

L'Afrique alliée à la Russie : soumission au système impérialiste mondial

Les arguments pour justifier une recherche de soutien de la part de la Russie ont des motivations

purement opportunistes. Vus sous cet angle, opportuniste, ils sont en effet réalistes. C'est le cas en premier lieu de l'assistance russe dans le domaine militaire. Que ce soit en République centrafricaine, au Niger ou ailleurs, les régimes prétendument souverains ne sont pas en mesure de maîtriser les conflits armés sur leur territoire, aussi bien les agressions du dénommé État islamique, que les affrontements internes entre groupes dits rebelles. Diagne (voir ci-dessus) se plaît à citer Sankara au sujet des militaires. Voici une autre affirmation de Sankara : "Un peuple conscient ne saurait confier la défense de sa patrie à un groupe d'hommes quelles que soient leurs compétences. Les peuples conscients assument eux-mêmes la défense de leur patrie." En principe Sankara a raison, sauf que le contexte actuel ne permet absolument pas aux populations d'Afrique de s'y conformer. Mais cette réalité ne doit pas être escamotée - c'est pourtant ce que fait Diagne. Il écrit (dans le texte déjà cité) :

Au Mali, Burkina, Niger, la transition militaire peut et doit relever le défi d'associer les vraies forces vives politiques, syndicales, associatives et populaires souverainistes du pays dans le cadre des politiques d'union nationale démocratique des nationalités composant le peuple tout en poursuivant la lutte armée sans concession contre l'insécurité djihadiste-terroriste et les manigances des impérialistes.

Diagne passe sous silence le fait que les trois pays ont entamé le recours à un soutien militaire de la part de la Russie. Parallèlement il évoque discrètement - sans nommer la Russie - la perspective de développer :

une coopération souveraine avec les BRICS+ contre l'hégémonisme prédateur séculaire de l'impérialisme français, eurafricain, usafricain.

Certes, une coopération avec la Russie, l'Inde et d'autres pays en situation de peser sur les rapports économiques au niveau international peut aider les pays africains de contrer "l'hégémonisme prédateur séculaire de l'impérialisme" français, européen, US. Mais il faut avoir à l'esprit une vision falsifiée de la nature de la Russie pour insinuer que ces rapports pourraient respecter la "souveraineté" du côté de l'Afrique. Ils ne permettront pas aux pays comme le

Mali, le Burkina Faso, le Niger, la République centrafricaine de faire valoir authentiquement leurs propres intérêts intrinsèques. Le cours des choses sera subordonné aux intérêts de la Russie, de façon analogue à ce qui est le cas quand on a recours aux USA, à l'UE, à l'OTAN comme "alliés".

Avant l'impérialisme russe, le socialimpérialisme "soviétique"

La caractérisation de la Russie actuelle comme pays impérialiste rappelle un élément des controverses surgies dans le passé en réaction à la contre-révolution khrouchtchévienne. À différentes étapes de l'histoire du mouvement communiste, des débats importants ont fait intervenir le terme "socialimpérialisme".

Après le développement initial des rapports de production capitalistes, au détriment des empires féodaux, a eu lieu la transformation du capitalisme concurrentiel en capitalisme monopoliste. Le mouvement communiste international a subi alors l'influence antimarxiste du révisionnisme. Dans ce contexte, le terme "socialimpérialisme" vise les orientations révisionnistes telles qu'elles se manifestaient en rapport avec les questions du nationalisme, de la concurrence interimpérialiste et des luttes de libération nationale dans les colonies.

Lénine, La faillite de la II^e Internationale (mai 1915)[25] :

L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. [...] La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les privilèges des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de "couche supérieure", de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui.

Lénine, Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (juillet 1916)[26] :

Et maintenant les social-impérialistes avérés du genre de Lensch [député du SPD à partir de 1913, il fut exclu du parti en 1922], se dressent ouvertement aussi bien contre l'auto-détermination que contre le rejet des annexions. Quant aux kautskistes, ils reconnaissent hypocritement l'auto-détermination : c'est la voie suivie chez nous, en Russie, par Trotsky et Martov. En paroles, ils sont tous les deux pour l'auto-détermination, comme Kautsky. Mais en fait? En ce qui concerne Trotsky, si vous prenez ses articles : "La nation et l'économie", dans *Naché Slovo* [quotidien russe, édité à Paris et dirigé par Trotsky et Martov] vous y retrouverez son éclectisme habituel : d'une part, l'économie fusionne les nations, d'autre part, l'oppression nationale les désunit. Conclusion? La conclusion, c'est que l'hypocrisie continue à régner impunément, que l'agitation reste sans vie, car elle ne touche pas au fondamental, au principal, à l'essentiel, à ce qui débouche sur la pratique l'attitude à l'égard d'une nation opprimée par "la mienne".

Lénine, Les tâches de la 3^e Internationale - Ramsay Macdonald et la 3^e Internationale (juillet 1919)[27] :

"Impérialisme fabien" [Fabian society, un mouvement créé en Grande Bretagne en 1884, et qui a participé à la fondation du Labour Party en 1900] et "social-impérialisme" sont une seule et même chose : socialisme en paroles, impérialisme dans les faits, transformation de l'opportunisme en impérialisme. [...] L'opportunisme ou le réformisme devait inévitablement se transformer en impérialisme socialiste ou social-chauvinisme, de portée historique mondiale, car l'impérialisme a promu une poignée de nations avancées richissimes qui pillent le monde entier, et par là même a permis à la bourgeoisie de ces pays d'acheter avec son surprofit de monopole (l'impérialisme, c'est le capitalisme monopoliste) leur aristocratie ouvrière.

Programme de l'Internationale communiste (adopté le 1^{er} septembre 1928)[28] :

La guerre de 1914-1918 fut accompagnée de la honteuse faillite de la 2^e Internationale social-

démocrate. En contradiction absolue avec la thèse du Manifeste du Parti communiste de Marx et d'Engels, qui affirme que les prolétaires n'ont pas de patrie en régime capitaliste, en contradiction absolue avec les résolutions adoptées contre la guerre par les congrès socialistes internationaux de Stuttgart et de Bâle, les chefs des Partis social-démocrates nationaux, à quelques exceptions près, votèrent les crédits de guerre, se prononcèrent résolument pour la "défense nationale" de leurs "patries" impérialistes (c'est-à-dire des États de la bourgeoisie impérialiste) et, au lieu de s'opposer à la guerre impérialiste, devinrent ses fidèles soldats, ses propagandistes et ses thuriféraires (le social-patriotisme se transformait ainsi, par voie de croissance, en social-impérialisme).

La contrerévolution khrouchtchévienne a suscité, de la part du mouvement communiste international, des condamnations qui faisaient intervenir le terme "socialimpérialisme". Les critiques formulées dans un premier temps par le Parti communiste chinois (PCC) et aussi par le Parti du travail d'Albanie (PTA) ciblaient le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), mais ultérieurement le PCC lui-même adoptait une orientation de conciliation avec l'impérialisme. La particularité de la signification du terme "socialimpérialisme" provenait toujours du lien avec le révisionnisme.

Dans un article du 23 août 1968, au lendemain de l'invasion de Prague par les troupes du Pacte de Varsovie, le *Renmin Ribao* (organe du PCC) écrit[29] : "Il y a longtemps déjà que la clique renégate des révisionnistes soviétiques est tombée dans le socialimpérialisme."

En avril 1971, le PTA publie un article au sujet du 14e Congrès du PCUS[30] :

Comme on s'y attendait, les révisionnistes soviétiques, à leur 24e Congrès, n'ont pas ménagé les déclarations et les critiques contre l'impérialisme. À les en croire, il semble que la direction soviétique s'oppose par tous les moyens à la politique d'agression et de guerre de l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête. L'"anti-impérialisme" des révisionnistes soviétiques a été et demeure un slogan vide de sens et démagogique, destiné à tromper les

peuples et à torpiller leur lutte. Il y a longtemps que l'Union soviétique n'est plus une puissance révolutionnaire et anti-impérialiste. Non seulement elle ne mène pour sa part aucune lutte véritable contre l'impérialisme, mais elle sabote tout mouvement révolutionnaire et de libération nationale. [...]

C'est la ligne et la nature du révisionnisme qui conditionnent les attitudes et les actions pro-impérialistes et contre-révolutionnaires de la direction soviétique. Tout véritable mouvement révolutionnaire et de libération, quel que soit le pays où il éclatera, sera en contradiction ouverte avec les révisionnistes soviétiques. [...] Objectivement elle est donc obligée d'étouffer la révolution dans l'oeuf ou de la réprimer lorsqu'elle éclate. La trahison à l'égard du marxisme-léninisme et de la révolution a pris les révisionnistes à la gorge et les empêche de manoeuvrer. Elle les contraint à se faire les sapeurs-pompier de la révolution.

Dans l'ouvrage "L'impérialisme et la révolution", Enver Hoxha analyse l'orientation du PCUS[31] :

À peine se furent-ils emparés du pouvoir en Union soviétique, les khrouchtchéviens se fixèrent pour principal objectif de détruire la dictature du prolétariat, de restaurer le capitalisme et de faire de l'Union soviétique une superpuissance impérialiste. [...]

Devenue un pays révisionniste, un État social-impérialiste, l'Union soviétique édifia sa propre stratégie et sa propre tactique. Les khrouchtchéviens mirent au point une politique qui leur permit de masquer toute leur activité à l'aide d'une phraséologie léniniste. Ils élaborèrent leur idéologie révisionniste de façon à la faire passer aux yeux du prolétariat et des peuples pour un "marxisme-léninisme de l'époque nouvelle", de façon à dire aux communistes, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, qu'"en Union soviétique se poursuivait la révolution dans les nouvelles conditions politiques, idéologiques et économiques de l'évolution mondiale" et que non seulement cette révolution s'y poursuivait, mais que ce pays en était soi-disant à la phase de l'édification

d'une société communiste sans classes, où le parti et l'Etat étaient en passe de s'éteindre. [...]

À leur avènement au pouvoir, les khrouchtchéviens préparèrent aussi la plateforme de leur politique extérieure. Tout comme l'impérialisme américain, le social-impérialisme soviétique a fondé sa politique extérieure sur l'expansion et l'hégémonie, à travers la course aux armements, les pressions et les chantages, l'agression militaire, économique et idéologique. Cette politique visait à établir la domination social-impérialiste dans le monde entier.

Finalement, au bout de la période mouvementée de la révolution culturelle et de ses séquelles, le PCC se range lui-même ouvertement du côté du socialimpérialisme. Seul le PTA maintenait les orientations marxistes-léninistes. En 1977 le PTA critique la "théorie des trois mondes". Désormais la Chine également est caractérisée comme socialimpérialiste.

Toujours dans l'ouvrage "L'impérialisme et la révolution", Enver Hoxha analyse également l'orientation du PCC[32] :

Le cours des événements et les faits témoignent de plus en plus clairement que la Chine s'enfonce chaque jour davantage dans le révisionnisme, le capitalisme et l'impérialisme. Dans cette voie, elle s'emploie à mener à bien une série de tâches stratégiques, à l'échelle nationale et internationale.

À partir des années 1990, la nature capitaliste du régime en Russie se présente sans aucun maquillage propagandiste, la qualification de révisionniste est devenue obsolète. Désormais la Russie est un pays capitaliste impérialiste, un point c'est tout.

Dans le numéro 31 de *La Voix des Communistes*, figure un article intitulé "La guerre en Ukraine et les communistes", qui a pour sujet l'influence du révisionnisme et du nationalisme sur le mouvement communiste, en examinant le cas de la Russie[33].

Concernant la période de 1956 à 1991, il constate :

Après le 20e congrès du PCUS l'orientation de ce parti opère un violent tournant à droite tant sur le plan économique que politique. À

travers un certain nombre de revirements cette politique révisionniste a pour caractéristique principale de dénaturer les liens d'intérêts précédemment énoncés. À partir de ce moment-là chaque lutte, révolution, guerre ou même élection où les alliés de la Russie sont présents (y compris s'ils n'ont rien de communiste) est soutenue dans la mesure où elle renforce la position ou sert les intérêts de l'URSS face aux USA, non plus en tant que dirigeant du camp capitaliste mais en tant que principale puissance concurrente. [...] C'est cette phase et ce renversement qui voient naître le social-impérialisme comme un reniement du socialisme au profit du capitalisme monopoliste d'État en matière économique; un reniement de l'internationalisme prolétarien au profit de "l'intérêt national", du nationalisme "de gauche".

Les épisodes qui témoignent des agissements de la Russie au niveau international à cette époque sont multiples.

Dans le domaine politique :

- en Afghanistan[34];
- en Afrique (Angola, Mozambique, Éthiopie, Somalie)[35];
- en Angola en particulier, avec l'intervention de soldats cubains[36].



Fidel Castro et Nikita Khrouchtchev, au siège des Nations Unies, 20 septembre 1960.

Dans le domaine économique :

- en Europe de l'Est, avec le Conseil d'aide économique mutuelle (Comecon, ou CAEM)[37];
- à Cuba (qui a été membre du Comecon et subissait une dépendance entre autre en rapport avec la culture de la canne à sucre)[38];
- en Angola, présence dans l'industrie diamantaire angolaise depuis le début des années 1980 (voir l'article "Quelques groupes monopolistiques russes", dans le présent numéro de *La Voix des Communistes*, p. 44-51).

Combattre la propagande mensongère, une nécessité impérieuse

C'est en permanence que les luttes de la classe ouvrière et des peuples dominés par l'impérialisme, pour avancer vers la victoire, doivent être guidées par une conscience claire des circonstances dans lesquelles elles se déroulent - conscience qui doit porter autant

sur l'aspect théorique que sur l'aspect pratique. Les combats se mènent par divers moyens, dont les armes, mais aussi la compréhension concernant l'identification de l'ennemi et de ses objectifs.

Le cas de la guerre en cours sur le territoire de l'Ukraine constitue une actualité immédiate, c'est pourquoi nous accordons de l'importance aux analyses exposées dans le présent article.

Notes

1. <https://www.opex360.com/2022/10/01/le-capitaine-ibrahim-traore-prend-le-pouvoir-au-burkina-faso-apres-un-deuxieme-putsch-en-huit-mois/>
2. <https://www.agencecofin.com/actualites/1204-117821-lutte-anti-terroriste-des-instructeurs-et-des-equipements-militaires-russes-sont-arrives-au-niger>
3. <https://www.courrierinternational.com/article/sabel-coup-d-etat-au-niger-washington-adoube-les-nouvelles-autorites>
<https://www.jeuneafrique.com/1558185/politique/au-niger-la-junte-accueille-les-russes-fait-pression-sur-les-americains/>
<https://www.agencecofin.com/actualites/0605-118423-niger-la-russie-envoie-un-deuxieme-contingent-d-instructeurs-et-de-nouveaux-equipements-militaires>
4. <https://urpanaf.org/qui-sommes-nous/>
5. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230403-le-militant-panafricaniste-kemi-seba-repond-a-une-enquete-journalistique-sur-ses-liens-avec-wagner>
6. https://www.lemonde.fr/international/article/2022/08/25/alexandre-douguine-inspiration-ideologique-de-l-extreme-droite-francaise-prorusse_6138943_3210.html
7. <http://nbf.org.ru/ideo/met>
8. https://www.senenews.com/actualites/societe/russie-kemi-seba-recu-par-alexandre-douguine-lideologue-de-vladimir-poutine_213066.html
9. <https://www.geopolitika.ru/fr/article/alexandre-douguine-kemi-seba-espoir-africain-dun-monde-multipolaire>
10. <https://www.facebook.com/CongoMorning/videos/la-position-de-kemi-seba-sur-le-conflit-entre-lukraine-et-la-russie-ainsi-que-su/325817612684186/>
11. https://www.lexpress.fr/monde/a-bangui-on-remercie-les-russes-d-avoir-sauve-la-centrafrique_2168617.html
<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220305-guerre-en-ukraine-a-bangui-manifestation-de-soutien-a-la-russie>
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/08/comment-la-centrafrique-est-devenue-le-laboratoire-de-la-propagande-russe-en-afrique_6129431_3212.html
<https://actuameroon.com/2022/03/06/crise-en-ukraine-manifestation-de-soutien-a-la-russie-en-rca/>
<https://www.bbc.com/news/world-africa-68322230>
<https://www.bbc.com/afrique/articles/c8750xp0d1z0>
12. <https://t.me/Agdchan/11201>
13. <https://www.aib.media/kemi-seba-appelle-le-benin-et-le-niger-a-la-paix/>
14. <https://www.facebook.com/Nigercnsp/posts/pfbid038P9FZX7oiduYGMGpibv7bzMfA2GMz4Nnm1ige3yLET2je5wUPAnAfrbCMv7i462pl>
15. <https://francais.rt.com/afrique/112850-dechu-nationalite-francaise-kemi-seba>
16. <https://rocml.org/imcnp-22e-2022-10-27-29-usa-otan/>
17. <https://rocml.org/imcnp-wap-2022-2023-discours-sku/>
18. En France, la notion de "solidarisme" est associée à des idées formulées par Léon Bourgeois à partir de 1896 (il a été ministre du Travail en 1912). Dans le contexte de la Russie, il s'agit des positions incarnées en particulier par des émigrés hostiles au pouvoir soviétique, voyant favorablement la doctrine du régime national-socialiste en Allemagne et celui du fascisme en Italie. Sous cet angle, la notion de solidarisme est à rapprocher à celle de corporatisme préconisée en particulier par Benito Mussolini.
19. Ivan Ilyin (1883-1954), philosophe. Né à Moscou, décédé en exil en Suisse en 1954. Il était le principal idéologue du Mouvement blanc anticommuniste russe dont les fidèles ont émigré hors de Russie à la suite de la révolution bolchévique. Ilyin s'est opposé au

bolchévisme et a plaidé pour une forme d'autoritarisme chrétien similaire à celui du régime de Francisco Franco en Espagne. Il y en estimait que la Russie avait le devoir de préserver son autocratie traditionnelle et de résister au libéralisme occidental.

20. Ivan Chmelyov (1873-1950), écrivain. Né à Moscou, il voit favorablement la révolution de février 1917 mais rejette celle d'Octobre. En 1918 il s'installe en Crimée, occupée à l'époque par les troupes contrerévolutionnaires. Après la reprise du territoire par les Bolcheviks, Chmelyov part en exil à Berlin en 1922 et s'installe en France en janvier 1923. Sous l'occupation de la France par l'Allemagne, il a collaboré avec le journal russe pro-hitlérien *Le Courrier de Paris* (Парижский вестник). Il a activement soutenu l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'URSS. Voici un extrait d'une lettre de Chmelyov datée du 30 juin 1941, Paris :

"Je suis tellement illuminé par l'évènement du 22 juin, par le grand exploit du Chevalier qui a levé son épée contre le Diable. Je crois fermement que des liens de fraternité solides uniront désormais les deux grandes nations. Une grande souffrance purifiée et élève. Seigneur, comme mon coeur bat d'une joie indescriptible."

<https://beloedelo.com/researches/article?24>

<https://www.cimetiere-russe.org/fr/ivan-chmelev-1665>

21. Dans un discours prononcé le 21 février 2022, Poutine présente sa vision concernant l'existence de l'Ukraine comme État indépendant incluant le Donbass : "À la suite de la politique bolchévique est née l'Ukraine soviétique, que l'on peut encore aujourd'hui à juste titre appeler l'Ukraine de Vladimir Ilitch Lénine. Il en est l'auteur et l'architecte." Évoquant le fait que dans la période récente en Ukraine les autorités procèdent à détruire les monuments de Lénine, Poutine poursuit : "Ils appellent cela la décommunisation. Voulez-vous la décommunisation? Eh bien, nous en sommes très satisfaits. Mais il n'est pas nécessaire, comme on dit, de s'arrêter à mi-chemin. Nous sommes prêts à vous montrer ce que signifie une véritable décommunisation pour l'Ukraine."

<https://www.interfax-russia.ru/rossiya-i-mir/putin-zayavlyayet-o-gotovnosti-pokazat-cto-znachit-dlya-ukrainy-nastoyashchaya-kommunizaciya>

22. L'affirmation est exacte en supposant qu'elle se réfère au statut de l'Ukraine en tant qu'État constitué dans des frontières établies.

23. <https://lepcf.fr/Mali-Burkina-Niger-et-Senegal-des-experiences-souverainistes-complementaires>

24. <https://www.tbomassankara.net/thomas-sankara-lofficier-politique/>

25. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500b.htm>

26. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700l.htm>

27. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/07/vil19190714ti.htm>

28. http://321ignition.free.fr/pag/fr/lin/pag_003/1928_09_01_IC_VI_Programme.htm

29. *Pékin Information*, no 34, 1969, p. 9.

30. "Congrès de la restauration du capitalisme, congrès du social-impérialisme", *Zéri i popullit*, 17 avril 1971.

31. https://rocml.org/wp-content/uploads/2024/07/Hoxha_L-imperialisme-et-la-revolution.pdf
p. 10-12.

32. *idem*, p 12-16.

33. https://rocml.org/wp-content/uploads/2023/08/VdC_2023-09_31.pdf

<https://rocml.org/vdc-2023-09-no-31-p-25-33/>

34. Voir par exemple:

https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2109/25_decembre_1979_deploiement_soviets_kaboul.pdf

35. Voir par exemple:

<https://www.repository.utl.pt/bitstream/10400.5/9676/1/ee-ccv-1986.pdf>

36. Voir par exemple:

<https://www.cairn.info/revue-mondes-2018-1-page-175.htm>

37. Voir par exemple:

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2011-1-page-45.htm>

38. Voir par exemple:

https://www.persee.fr/doc/outre_1631-0438_2007_num_94_354_4251

Les numéros précédents :



N° 31 - 2e semestre 2023

Sommaire

Le mouvement contre la réforme de la retraite de 2023

Du "syndicalisme rassemblé" au jumelage de "fin du monde et fin de mois"

La question de la "recomposition syndicale" dans le document d'orientation du 53e Congrès de la CGT

La guerre en Ukraine et les communistes - L'influence du révisionnisme et du nationalisme sur le mouvement communiste, le cas de la Russie

La Chine, promoteur du multilatéralisme impérialiste

La Chine impérialiste, ennemi des populations opprimées du monde



N° 30 - 2e semestre 2022

Sommaire

Lutte de classes et crise du capitalisme : La construction d'un parti communiste marxiste-léniniste ne peut pas résulter d'une activité spontanéiste

Nous sommes opposés à l'émigration forcée, nous ne sommes pas hostiles aux travailleurs immigrés

La signification économique de l'écologie dans la restructuration de l'impérialisme mondial

Kanaky - Nouvelle Calédonie : une colonie en lutte pour son indépendance, contre l'occupation française

Chili : De la dictature militaire à la "démocratie" comme jeu de société

Sur notre site:

<http://rocml.org/home/analyses-histoire/>

<http://rocml.org/home/theorie-ml/>

Les numéros précédents :



N° 29 - 2e semestre 2021

Sommaire

Lutte de classes et crise du capitalisme

Les travailleurs doivent s'organiser : politiquement en tant que classe et syndicalement pour la lutte revendicative

La signification politique de l'écologie

Palestine La question des perspectives stratégiques possibles

La situation au Moyen-Orient sous l'angle géopolitique et ses répercussions sur la lutte du peuple palestinien



N° 28 - 1er semestre 2021

Sommaire

C'est la lutte politique au sein de la classe ouvrière qui peut créer les conditions de l'émergence d'un véritable parti communiste marxiste-léniniste

Rosa Luxemburg au sujet des syndicats

Violences policières : sortir de la confusion

Brouiller les pistes entre "droite" et "gauche" n'efface pas l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat

La classe capitaliste est confrontée à la crise économique - La classe ouvrière doit affronter le pouvoir de la bourgeoisie

Privatisation ADP : Quand la plupart des organisations marxistes-léninistes adoptent une position chauvine

Un point sur la situation au Chili

Pour réaliser ses intérêts réactionnaires, la Turquie zigzague au milieu des conflits interimpérialistes

Sur notre site:

<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-palestine/>

<http://rocml.org/home/theorie-ml/>

L'ensemble des numéros de *La Voix des Communistes*
à lire sur notre site :
<http://rocml.org/vdc-2/>

Dans la rubrique Dossiers :
<http://rocml.org/dossiers/>

Dossier sur la lutte du peuple palestinien
<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-palestine/>



Ce dossier présente une série de textes du ROCML (et autres) concernant la lutte du peuple palestinien contre l'occupation sioniste et la domination de l'impérialisme dans la région."

Dossier Impérialisme
<https://rocml.org/home/dossiers/dossier-imperialisme/>



Des analyses portant à la fois sur :

- l'impérialisme comme caractéristique intégrante du système capitaliste mondiale
- la domination subie par un grand nombre de pays nonobstant leur indépendance nationale formelle

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes
roc.ml@laposte.net
<http://rocml.org/>